

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'ÉTAT

THÈSE

pour obtenir le grade de
DOCTEUR EN DROIT

PAR

FRANC REINAUD

Avocat à la Cour d'Appel de Nîmes

JURY

} MM. DELBEZ, *Président.*
VIALLETON, *Assesseur.*
TISSET, *Assesseur.*

NÎMES
IMPRIMERIE CHASTANIER FRÈRES ET ALMERAS
12, rue Pradier, 12

1941

LE PATRIMOINE FAMILIAL
ET L'ÉTAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'ÉTAT

THÈSE

pour obtenir le grade de
DOCTEUR EN DROIT

PAR

FRANC REINAUD

Avocat à la Cour d'Appel de Nîmes

JURY

{ MM. DELBEZ, *Président.*
VIALLETON, *Assesseur.*
TISSET, *Assesseur.*

NÎMES

IMPRIMERIE CHASTANIER FRÈRES ET ALMERAS
12, rue Pradier, 12

1941

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DESMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONNELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

TEITGEN, professeur de Droit constitutionnel.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE ET DE
MES GRANDS'PÈRES

A MA MÈRE
en témoignage d'affectueuse reconnaissance.

Meis et amicis.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'ÉTAT

INDEX RERUM

INTRODUCTION	11
CHAPITRE PRELIMINAIRE: PRINCIPES GÉNÉRAUX	18
PREMIERE PARTIE: LE PATRIMOINE FAMILIAL ET LE DROIT CIVIL I	29
CHAPITRE I. — LES BASES PHILOSOPHIQUES ET SOCIOLOGIQUES D'UNE POLITIQUE FA- MILIALE DU PATRIMOINE . . I	30
§ I. — Théorie de la Propriété	30
1) <i>Nécessité de la Propriété pour la Famille</i> .	32
2) <i>Nécessité de la Propriété pour la Société</i> .	33
§ II. — Théorie de l'Hérédité	36
1) <i>L'Hérédité et l'Individu</i>	39
2) <i>L'Hérédité et la Famille</i>	41
3) <i>L'Hérédité et la Société</i>	42
CHAPITRE II. — EVOLUTION HISTORIQUE DE LA DEFENSE DU PATRIMOINE FAMILIAL EN DROIT FRANÇAIS	46

§ I. — L'Ancien Droit	47
1) <i>Les Pays de Droit Ecrit</i>	48
2) <i>Les Pays de Coutume</i>	49
§ II. — Le Droit Révolutionnaire	54
§ III. — Le Code Civil	58
CHAPITRE III. — RÉSULTATS OBTENUS PAR LE RÉGIME DES SUCCESSIONS ETABLI PAR LE CODE CIVIL FRANÇAIS	63
§ I. — Résultats d'Ordre Economique	63
§ II. — Résultats d'Ordre Sociaux	67
CHAPITRE IV. — L'EVOLUTION DU DROIT POSI- TIF DEPUIS LE CODE CIVIL	73
§ I. — Mesures concernant toutes les successions	
1) <i>Art. 832 et 826, Egalité en Valeur</i>	76
2) <i>Dispositions tendant au maintient des attributions faites par le De Cujus</i>	77
3) <i>Modifications apportées au partage d'ascen- dants</i>	78
§ II. — Modifications spéciales aux exploitations agricoles	88
1) <i>Règles communes aux deux mesures prises par la loi</i>	90
2) <i>Teneur respective du maintient de l'indivision et de l'attribution intégrale</i>	91
§ III. — Applications des nouvelles mesures dans le temps	105
§ IV. — Appréciation de la nouvelle législation .	107

CHAPITRE V. — LA LEGISLATION COMPARÉE . . . 111

§ I. — La Transmission Héritaire et le partage
dans le Code Civil Suisse 112

§ II. — L'Evolution du Droit Successoral Soviétique 117

§ III. — Le Projet du Code Civil Italien 125

DEUXIEME PARTIE : LE PATRIMOINE FAMILIAL
ET LE DROIT FISCAL 129

CHAPITRE I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'IMPOT SUCCESSORAL 132

§ I. — Caractères de l'impôt successoral . . . 132

§ II. — Fondement de l'impôt successoral . . . 134

1) *Etat garant de l'exécution des volontés du défunt* 134

2) *Théorie des facultés contributives* 135

3) *Droit souverain de l'Etat* 136

4) *Théorie socio-politique* 140

CHAPITRE II. — EVOLUTION DE L'IMPOT SUCCESSORAL 142

§ I. — Ancien Droit 142

§ II. — Droit Intermédiaire 146

§ III. — Loi de 1901 et Législation d'après guerre 150

CHAPITRE III. — CONSÉQUENCES DE L'AUGMENTATION DE L'IMPOT 162

§ I. — Point de vue fiscal 165

§ II. — Point de vue économique	169
1) <i>Amoindrissement des initiatives privées</i>	169
2) <i>Disparition de l'esprit d'épargne</i>	171
§ III. — Point de vue social	173
1) <i>Augmentation de la clientèle des institutions sociales</i>	173
2) <i>Destruction de la classe moyenne</i>	174
3) <i>Désagrégation du groupe familial</i>	175
4) <i>Dénatalité</i>	176
CHAPITRE IV. — LE DROIT POSITIF	178
§ I. — Loi du 10 décembre 1940	178
1) <i>Dispositions générales</i>	
2) <i>Facilité de paiement accordées aux contribuables</i>	186
3) <i>Modifications pour lutter contre la fraude</i>	188
§ II. — Appréciation de la nouvelle Législation	192
CHAPITRE V. — LA LÉGISLATION COMPARÉE	194
§ I. — L'Angleterre	194
§ II. — L'Allemagne	198
§ III. — L'Italie	202
CONCLUSION GENERALE	206

INTRODUCTION

Toute Révolution appelle des réformes. Notre Révolution Nationale qui s'accomplit aujourd'hui sous l'autorité du Maréchal Pétain doit apporter une nouvelle structure à notre organisation, tant politique que sociale, et en particulier ce sera grâce à un relèvement de la Famille, à des encouragements et des appuis accordés aux exploitations particulières, à l'artisanat et au commerce régional, que l'on arrivera à restaurer le foyer domestique, à favoriser le retour à la terre, et à relever le taux des naissances.

Le nouveau gouvernement s'est mis aussitôt à l'ouvrage et au premier rang des lois sages et fécondes dues au Maréchal, l'une se détache par son excellence. C'est la loi du 9 novembre 1940 sur les successions. Elle favorise la famille de base celle de trois enfants. Comme nous le verrons, désormais le père qui a travaillé et économisé, pourra en transmettre intégralement le produit à ses enfants sans aucun prélèvement, pourvu que l'héritage soit de moyenne importance. Voilà sans doute une sage mesure pour la conservation du patrimoine, mesure d'autant plus louable que l'Etat n'a pas craint de diminuer les rendements de l'impôt successoral dans une période de crise comme celle que nous traversons.

Une autre loi, celle du 20 juillet 1940, était déjà venue compléter des mesures dont, il faut bien le reconnaître la législation de la troisième République s'honore.

Imitant en cela les législateurs des pays voisins, le législateur français avait essayé de stabiliser la famille ouvrière et paysanne en la faisant participer largement aux avantages matériels et moraux de la propriété foncière.

Il fallait tout d'abord faciliter l'accession à la propriété.

C'est l'esprit qui anime tout un mouvement législatif, inauguré par la loi Siegfried sur les Habitations à Bon Marché (30 novembre 1894).

Il s'agissait en second lieu de permettre la conservation de la propriété servant de base, de point d'attache, de support à une entité familiale : c'est l'objet de la loi du 12 juillet 1905 sur le bien de famille insaisissable, loi qui est restée à peu près inappliquée, les propriétaires se souciant peu de se priver du crédit hypothécaire.

Enfin le législateur a voulu maintenir l'intégrité des exploitations après le décès des exploitants. Comme le dit si bien M. Joseph Barthélémy : « Une exploitation agricole est une unité qu'on doit respecter si l'on veut en conserver la productivité. C'est la maison avec sa grange adaptée dans son importance à la terre dont elle est le cœur ; c'est la terre adaptée par sa dimension et sa variété, au centre construit : le pré devant le seuil, la vigne sur le coteau, le potager près de la source, le bosquet qui cache le clapier puis fournit aussi les calories nécessaires ; c'est sous le hangar, le cheptel mort : charrues, brabants, rateaux, faucheuses, moissonneuses etc... ; c'est dans l'étable le cheptel vif dont la valeur marchande est montée nominale-ment à des prix qui donneraient le vertige à nos grands pères ». Une telle ferme constitue une indéniable valeur économique ; dispersés, les éléments perdent une grande partie de leur importance. C'est ce qu'a voulu éviter la loi du 20 juillet 1940.

Cette législation ne s'applique encore qu'à la petite propriété, la grande propriété étant celle qui vaut plus de 400.000 francs.

Avec les chiffres astronomiques qu'ont atteint les propriétés foncières, c'est encore bien peu comme nous le remarquerons

Le législateur a favorisé celui des cohéritiers qui est demeuré à la maison. Il y est resté, travaillant âprement pendant des années, ne touchant pas de salaire, payé seulement par sa place à table et son entretien. Le maintien de l'enfant

à la terre est un des problèmes sociaux les plus graves de l'heure présente. Les mesures prises sont-elles suffisantes pour être parfaites ?

Les critiques formulées contre le Code Civil ont été nombreuses et l'on connaît la phrase : « C'est un édifice élevé par un célibataire sans enfant pour une nation de célibataires sans enfants ».

Les réformes ont sans doute tendu à réaliser l'adaptation du droit civil aux besoins économiques et sociaux du monde moderne et on s'attend à un arrêt dans le dépérissement des petites exploitations, dans l'abandon des campagnes et la chute de la natalité.

Il y a longtemps que de toutes parts, de tous les milieux, philosophiques, politiques, littéraires, scientifiques, on réclame une réforme de notre régime successoral. On a dit et nous le répéterons dans cette étude, que le propriétaire redoute une famille nombreuse parce qu'il est effrayé par la perspective qu'après sa mort, son domaine qu'il a tant aimé, puisse être démembré par le partage. On a demandé qu'il ait le droit d'attribuer ce domaine à l'enfant de son choix et on espère ainsi « voir reflourir les belles familles d'autrefois ».

Cependant certains esprits sceptiques, reprenant la parole célèbre de Caton : « Quae sunt leges, sine moribus ? » ont affirmé la vanité de toute réforme législative, si elle n'est précédée d'un redressement moral, d'un retour aux anciennes traditions familiales qui ont fait la force et la grandeur de notre pays. Il est certain, et l'expérience de la décadence romaine en est la preuve, qu'une loi est à elle seule, impuissante pour remédier à une situation qui a sa source dans l'état moral de la Société.

Nous sommes convaincus que la dénatalité, par exemple, qui est un fléau tout particulièrement angoissant, n'exerce pas exclusivement et principalement ses ravages dans les campagnes. Elle sévit dans toutes les classes de la société ; fonctionnaires, instituteurs, ouvriers de toutes catégories et ce n'est pas seulement la perspective d'un partage post mortem

qui plonge les familles dans la stérilité. Rien de plus vrai que cette affirmation de M. Barthélémy : « La source du fléau est dans l'égoïsme des parents qui entendent éviter les servitudes et les soucis, les frais et les restrictions qu'entraînent de nombreuses naissances ». Ainsi il est malheureux de constater que « c'est une anémie morale généralisée qui a causé l'effondrement de la troisième République, et que la déficience morale n'a pas été étrangère à la débacle de nos armées ».

Pourtant, si l'on ne doit pas attendre le redressement de la France des loi seules, celles ci doivent y contribuer et une réforme de la transmission héréditaire dans le sens d'une politique familiale du patrimoine est susceptible d'avoir les plus heureuses conséquences sociales et morales, si elle est accompagnée d'un mouvement d'opinion en faveur du retour à la terre, du relèvement de la natalité et de la reprise de la vie de famille.

« Les régimes de successions, plus que toutes les autres institutions civiles, ont le pouvoir de rendre fécondes ou stériles la propriété et les familles de propriétaires », disait déjà Frédéric Le Play. (1).

Or le régime successoral consacré par notre Code Civil, tout entier dominé par le principe du partage égal en nature, s'opposait à cette répartition intelligente des biens du père de famille entre ses enfants. Les dispositions légales régissant la formation des lots, strictement appliquées par la jurisprudence morcellent jusqu'à l'éparpillement la propriété, et ont de ce fait un résultat déplorable. Il faut souligner la contradiction qui existe, entre les conséquences normales du partage, et les dispositions légales concernant le remembrement ou la reconstruction forcée des exploitations d'un seul tenant.

Quant aux exploitations industrielles et commerciales, invisibles par nature, elles faisaient l'objet d'une licitation à

(1) La Réforme Sociale en France, Page 236.

la suite de laquelle elles passaient entre des mains étrangères.

C'était donc l'organisation de l'indivision et du partage qui contenait le plus de lacunes. Elles ont été en partie comblées par les lois récentes. Mais notre régime successoral dans son ensemble appellerait une réforme de grande envergure avec répercussions multiples et nous espérons que ce sera la tâche de notre Gouvernement dans sa Révolution Nationale.

On aurait une idée incomplète de la législation applicable aux successions si on ne tenait pas compte de la législation fiscale. Les transmissions de biens à cause de mort sont frappées d'un droit de mutation au profit de l'état. L'Etat trouvant là une matière imposable relativement facile à saisir, n'a cessé d'augmenter ces droits qui ont fini par avoir le caractère d'une véritable confiscation ou tout au moins d'un impôt détruisant en partie le capital.

Les gouvernements, dans la période d'entre deux guerres, ont surtout suivi une politique fiscale ; ils ont cherché principalement à créer des impôts partout où on pouvait les percevoir, en faire varier la quotité, non selon la justice mais suivant la facilité plus ou moins grande de perception, à punir le contribuable de ses fraudes quand il pouvait être atteint et le laisser indemne quand il était impossible de le découvrir. A cela il faut ajouter l'influence très importante des idées nouvelles, le progrès certain du socialisme et des courants d'opinion qui ont tendance à nier la propriété individuelle.

Nous aurons l'occasion de constater qu'à propos de l'élaboration de textes de loi, dont la raison primordiale était de procurer des ressources nouvelles aux lourds budgets de l'Etat moderne, les législateurs de la troisième République ont cru pouvoir réaliser d'une manière hative et indirecte, des réformes qui touchaient aux principes les plus fortement établis dans d'autres branches du droit et notamment du **Droit privé**.

Nous avons voulu, dans cette modeste étude, faire une analyse de la vie juridique moderne en étudiant une institution

« où jamais au cours de l'histoire, l'équilibre n'a pu être atteint entre les droits des individus, ceux de la famille et ceux de l'Etat, la question de l'héritage. C'est sans doute par ce qu'il s'agit là d'une matière où l'élément humain est infiniment mêlé aux textes, que le droit privé et le droit public n'apparaissent plus en ce qui les concerne comme deux sciences différentes mais comme seulement les aspects divers d'une même discipline ».

Une des principales difficultés, pour ce qui regarde les successions, est d'admettre qu'une volonté individuelle puisse se réaliser après la mort, pour consacrer le droit d'enrichissement de l'héritier, qu'aucune activité, qu'aucun effort propre ne justifie. C'est une matière très délicate, car toute l'institution repose non seulement sur un intérêt social dont l'importance immédiate échappe au plus grand nombre, mais encore sur la tradition.

Ainsi nous assisterons au cours de l'histoire, à une lutte continuelle entre l'effort de conservation des forces morales qui défendent le patrimoine privé et la poussée grandissante de l'évolution sociale et des besoins budgétaires.

Cette étude n'est pas exclusivement composée de droit civil et de droit fiscal. La politique familiale touche à la vie elle-même, si riche et si complexe et ne saurait entrer dans le cadre d'une systématisation trop étroite. Nous avons fait appel à de nombreux auteurs, philosophes, économistes, juristes, sociologues, écrivains.

Ce n'est pas un manuel de droit civil, ni un manuel d'enregistrement, et c'est pourquoi nous nous sommes permis de négliger bien des détails techniques afin de donner plus d'ampleur aux considérations philosophiques. Nous avons tâché d'être précis et clair, de mettre en face des abstractions juridiques des exemples concrets et avant de constater un résultat, nous en avons tout d'abord suivi l'évolution.

Le but principal de ce travail est d'étudier la nouvelle politique familiale du patrimoine, appliquée spécialement au

problème de sa transmission, d'en faire ressortir toute son importance et de montrer la nécessité d'un nouvel état d'esprit en réaction contre l'individualisme du Code Napoléon et la rigueur du morcellement de terres.

Nous avons employé comme titre le mot : Patrimoine Familial. Cela pourrait être critiqué car la notion juridique de Patrimoine Familial n'existe pas du point de vue technique. Mais nous nous sommes servi de cette expression comme d'une ellipse commode pour exprimer le contenu, l'objet de la politique familiale. C'est ce que nous expliquerons dans les principes généraux.

Nous examinerons ensuite dans une première partie, d'un point de vue civiliste, les étapes successives de l'évolution de cette politique, ses résultats et comment les nouvelles dispositions de 1940 interviennent comme une conséquence normale de la politique agraire et sociale du gouvernement actuel.

L'examen fiscal de la politique familiale fera l'objet de notre deuxième partie, où nous nous étendrons spécialement sur les droits de mutation par décès établis par les lois de 1940.

A la fin de chaque partie il nous a paru du plus grand intérêt de mettre en parallèle les dispositions françaises avec celles du même ordre instaurées par les législations étrangères.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'homme moderne vit en société, c'est à dire en groupement organisé. Mais à l'origine de tous groupements actuels devant lesquels aujourd'hui, plus que jamais, notre individualité tend à disparaître, il y a la Famille.

« La Famille est une société naturelle entre les parents et leurs enfants ayant pour but de leur procurer par le concours mutuel de leurs facultés, le plein développement de leur personnalité et comme conséquence de leur assurer la plénitude des biens naturels », (1).

L'utilité de la famille du point de vue physiologiques, ne peut être contestée. C'est l'union de l'homme et de la femme se donnant mutuellement aide et protection, qui en est la base. C'est grâce à elle que les enfants pourront être élevés et soignés jusqu'à ce qu'eux mêmes soient en âge de fonder une nouvelle famille.

Du point de vue social et moral, la famille a une grande importance : l'homme isolé au milieu de ses semblables est dans une situation précaire pour peu qu'il soit en butte au chômage, aux accidents ou à la maladie. La famille s'offre donc à l'individu avec ses ressources, ses possibilités qui sont infinies ; elle est animée par ce que l'on appelle « l'esprit de famille » résultant de la collaboration de tous les instants

(1) A. Boistel. Cours de Philosophie du Droit, T. II, P. 136.

du père et de la mère, et comportant l'amour, la solidarité et l'esprit de sacrifice.

Comme nous le dit M. Boistel : « Ainsi par une admirable harmonie chaque personne dans la famille se trouve obligée de travailler et à son propre bien et au bien de tous, à son propre bien en vue du bien de tous et au bien de tous en vue de son propre bien. C'est là, le principe de l'unité sublime de la famille ».

Toute la législation du code civil qui concerne la protection des incapables a été établie dans le cadre de la famille légitime. Il suffit pour s'en rendre compte, de lire les chapitres relatifs à la tutelle, au conseil de famille, à l'interdiction où à la nomination de conseil judiciaire.

La famille naturelle est moins bien protégée, cependant les enfants naturels peuvent acquérir des droits équivalents à ceux des enfants légitimes. Signalons en passant un fait très grave, c'est la progression de la famille naturelle en face de la famille légitime. On a prétendu que l'union naturelle était rendue attrayante par le fait que la fiscalité poussait à ce résultat en imposant plus lourdement le revenu global de la famille que la somme des revenus des divers membres. Nous ne pensons pas que ce soit la véritable cause, mais l'on ne peut que féliciter le gouvernement actuel d'avoir pris des mesures contre cet abus.

La famille peut être conçue dans un sens plus large : si de l'union d'un homme et d'une femme naissent plusieurs enfants, ceux-ci fonderont à leur tour de nouvelles familles qui ayant des ancêtres communs seront unies entre elles, par les liens du sang. Le cercle familial largement étendu est une entité sociale moins intéressante à notre point de vue que le groupement familial au sens étroit. Théoriquement il n'y a pas de limite, mais la vie moderne a réduit les rapports aux seuls cousins rapprochés.

Le Play (1) préconise la réhabilitation de « la famille sou-

(1) La Réforme Sociale en France, page 496.

che », le père conservant près de lui tous ses fils mariés et exerçant sur eux une autorité fort étendue. Sauf quelques objets mobiliers, la propriété reste indivise entre tous les membres. Le père dirigeant tous les travaux, cumule sous forme d'épargne les produits non réclamés par les besoins journaliers de la famille.

Il met cette famille souche en opposition avec les familles instables modernes qui se désorganisent lorsque le père meurt en laissant des enfants en bas âge et où chacun des enfants devenu adulte, n'est capable de continuer la tradition paternelle. Au contraire les autres résistent à ces épreuves : le père qui ne peut aux approches de la mort, assurer l'avènement immédiat d'un héritier, lègue la direction du foyer domestique à l'un des parents célibataires qui est resté au foyer. « Ce régime garantit l'intérêt public non moins que le bonheur individuel ; il dispense l'Etat et les communes de toute charge d'assistance et leur assure au besoin, après avoir pourvu au service des familles, le concours d'un immense personnel ».

Arthur Young, nous dit-il, qui visita la France quelques années avant la Révolution, fut frappé de la supériorité morale qui existe du fait de la cohabitation du père de famille et de son héritier et par les rapports affectueux établis au foyer domestique.

La France de 1789 aurait donc eu, dans la vie privée, si non dans les institutions publiques, des éléments meilleurs que ne le pensent les détracteurs systématiques de la tradition nationale.

La réforme était alors plus facile qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le plan en avait été tracé un siècle plus tôt par la révolution d'Angleterre et justifié par le succès. Il consistait à détruire les mauvaises institutions qui faussaient les idées et pervertissaient les mœurs, et à donner aux citoyens le pouvoir de réorganiser peu à peu leur famille sous la bienveillante influence de la tolérance de la liberté individuelle, de la religion et de l'autorité paternelle. C'est ce qu'avaient en

partie entrevu les réformateurs de 1789) et ce qu'ils tentèrent vainement d'exécuter pendant deux ans.

Malheureusement les niveleurs de 1789 et de 1793 nous jetèrent dans la voie opposée en continuant l'impulsion imprimée aux mœurs par le XVIII^e siècle, en pratiquant le scepticisme et surtout en détruisant par le partage forcé et l'omnipotence de l'Etat, tout espoir prochain de liberté. Ils s'appliquèrent à détruire dans toutes les classes de la société les familles souches qui conservaient les meilleures traditions du pays.

Il est curieux de constater que la critique de l'organisation sociale écrite par Le Play il y a soixante dix ans, est tout à fait actuelle et concorde avec notre Révolution Nationale d'aujourd'hui :

« Le temps est venu de réagir contre les mauvaises mœurs, les préjugés et les passions qui ont égaré nos pères ; repoussons définitivement les tendances funestes des derniers Valois, de Louis XIV et de la convention ; revenons à l'œuvre de liberté et d'initiative abandonnée au XVI^e siècle, reprise par Henri IV, presque détruite à la fin du XVII^e siècle, vainement signalée en 1789, (on pourrait ajouter : et que la République a fait disparaître). Montrons aux citoyens intelligents et dévoués le but qu'il faut atteindre. Cessons de recourir à la contrainte même pour imposer le bien, mais confions le soin de la réforme à ceux qui ont reçu de la Providence la mission d'assurer le bonheur de leurs subordonnés. Donnons par conséquent aux pères de Famille le pouvoir de garantir le bien être de leurs descendants par la liberté testamentaire et l'autorité de la coutume.

Une bonne organisation du foyer domestique ne satisfait pas seulement aux premiers besoins de l'individu et aux sentiments de la parenté, elle établit sur de véritables bases le régime du travail et fait naître les plus fécondes associations, les rapports privés les plus recommandables et les meilleures formes de gouvernement. L'ignorance des vraies

pratiques sociales provoque plus encore que la haine et l'envie nos révolutions périodiques ».

N'est ce pas là un exposé très clair des principes qui sont remis aujourd'hui en honneur par ce seul mot : « Famille » ?

L'on peut constater qu'à la suite des perturbations de toutes sortes qui se sont produites depuis trente ans, nous assistons à des transformations plus rapides et plus importantes que jadis. L'on a vu l'antique domestique se désagréger au profit de nouveaux groupes tels qu'associations corporatives, syndicats professionnels de toutes sortes, et même unions internationales. Ces groupements n'ont pour raison d'être, trop souvent que la satisfaction d'intérêts égoïstes ; Nous ne leur contestons pas une certaine utilité, mais ils sont moralement inférieurs à la famille qu'ils prétendent supplanter, car ils n'ont pas cette unité foncière qui comporte tant de désintéressement et de sacrifice. Pendant cette période si néfaste pour notre histoire, les hommes n'ont pensé qu'à satisfaire leur appétit, ont été dédaigneux du passé, insouciant de leur avenir. L'autorité de l'Etat s'est affaibli sous cette pensée envahissante des forces collectives et l'on a pu craindre au delà de l'amointrissement du rôle de la famille, le renversement de l'ordre social et l'anarchie.

La solidarité des membres de la famille n'est pas seulement fondée sur les liens du sang et de l'alliance ; elle repose aussi sur une base économique c'est ce que l'on appelle d'une formule commode le « Patrimoine Familial ».

Dans son sens le plus large, le mot patrimoine désigne tout ensemble de biens, qu'elle qu'en soit la nature. On parlera du patrimoine intellectuel et moral d'une nation. Mais ce sont là des sens trop larges au point de vue juridique.

Patrimoine signifie proprement et étymologiquement Biens de Famille ou Biens du Père. Ce mot devrait donc désigner l'ensemble des biens de la famille, des biens que posséderont les enfants, comme les ont possédés les aïeux et vis à vis desquels le père ne doit être regardé que comme un gérant

(familia par opposition à pecunia : propres en face des acquets). Dans une acception que l'on peut donner au mot patrimoine c'est l'ensemble des biens, la réunion de tout ce que possède la famille, la somme des patrimoines de tous ceux qui composent la famille. Mais ce n'est pas encore le sens que donnent les juristes à ce vocable, cette notion n'existe pas du point de vue technique.

Pour un privatiste le patrimoine est une notion abstraite, reposant sur l'idée de personnalité et qui désigne le contenant dans lequel se trouvent à chaque instant enfermés les biens de la personne considérée. Seuls les biens susceptibles d'une évaluation pécuniaire et appartenant à une personne unique entrent dans la notion de patrimoine. Ce qui différencie d'ailleurs les biens susceptibles d'évaluation pécuniaire des autres, c'est le fait qu'ils peuvent se détacher de la personne à laquelle ils appartiennent, si la chose devient nécessaire. Nous savons que les biens pécuniaires d'une personne sont rangés en deux catégories distinctes : les éléments actifs, qui peuvent être accompagnés d'une obligation de donner une autre valeur en échange, élément passif. Le patrimoine est donc une universalité soumise à une même administration et à une même destination.

Certains auteurs donnent une définition qui est semblable : c'est l'ensemble des droits et des charges d'une personne, appréciable en argent et envisagé en tant qu'universalité.

Chaque membre de la famille a donc un patrimoine. Mais nous dira-t-on, quel intérêt y a-t-il à considérer l'ensemble des biens d'une famille ?

Les patrimoines du père, de la mère, des enfants ne sont pas indépendants les uns des autres. Il existe entre eux une solidarité économique qui correspond exactement à la solidarité des personnes dans la famille.

Au sens strict, le patrimoine familial n'a existé que dans les temps incertains du communisme primitif. L'origine se trouve dans l'idée de communauté qui amena à séparer et

à envisager comme un tout, quelle que soit la nature des objets qui le composent, la masse des biens que les membres de la tribu, du clan, avaient destiné à leur usage commun, et cela par opposition à tout ce qui se trouvait affecté à d'autres tribus, d'autres clans.

Mais il arrive un moment où la vie en commun se relâche, ou les familles se séparent et où chacun batit une maison distincte. L'universalité des biens plus particulièrement affectée à chaque famille, forme le patrimoine familial. De bonne heure le patrimoine de la gens disparaît et il n'existe probablement plus à l'époque des douze Tables. La copropriété familiale, elle aussi s'est alors transformée, elle ne s'effacera jamais complètement. La distinction du patrimoine de la famille et du patrimoine du père prit un caractère singulièrement abstrait avec l'étendue donnée aux pouvoirs du *paterfamilias*.

La *familia*, c'est l'ensemble des biens familiaux ; (1). Caton emploie le mot *familia* pour désigner les bêtes de somme aussi bien que les esclaves (2) ; Maison, jardin ; tout ce qui servait à l'exploitation des champs ; Le *pater* ne peut vendre ni léguer les biens que l'ont fait rentrer dans cette catégorie. Les plus anciens modes de transfert ne s'appliquent pas aux biens fonds. Pour changer l'affectation du patrimoine d'une famille il fallait une loi. L'on devait réunir les *comices*. L'administration des biens considérés comme familiaux se transmettait de male en male. Les femmes en étaient exclues.

On retrouve l'ancienne notion de patrimoine familial dans l'institution des *heredes sui*. La famille qui vivait au milieu d'une masse de biens continuait d'y vivre après la disparition de son chef. Les héritiers siens ne succédaient pas à des biens nouveaux, ils reprenaient des mains du *pater* l'administration

(1) Cf Cuq, I. st. Jurid. I P 91.

(2) De re rustica, 34.143.

de la Familia. L'innovation qui efface la conception primitive, c'est le droit qu'ils se sont fait plus tard attribuer de partager entre eux la maison commune.

Quand les biens familiaux furent devenus aliénables, quand le pater familias, leur administrateur, eut acquis sur eux des droits semblables à ceux d'un propriétaire, on s'occupa encore de maintenir leur affectation première. Pour empêcher que le patrimoine destiné à la famille du prodigue soit détourné de son but, on créa l'interdiction. Celui qui dissipait sa familia, les « bona paterna avitaque », était frappé par une décision du magistrat. Il tombait sous la curatelle légitime de ses parents. L'administration de ces derniers ne portait à l'origine que sur les biens familiaux. La tutelle des femmes avait le même caractère, elle tendait à la conservation du patrimoine de la famille.

Le très ancien droit français reproduit dans son évolution les diverses phases qu'a parcouru le droit romain primitif. Des masses de biens divers que groupe leur destination aux besoins du village, de la famille, de l'individu sont parfois réunies entre les mains du même homme, chef et père. Celui-ci aura sur ces ensembles différents des droits de disposition distincts, plus ou moins étendus suivant les cas. À sa mort, ils ne subiront pas tous un sort identique; on peut dire qu'il y a un patrimoine du village, un patrimoine de la famille, un patrimoine individuel. À la période suivante et jusqu'à la Révolution, il faudra distinguer parmi les biens dont une même personne dispose selon qu'ils appartiennent à telle ou telle catégorie, qu'ils rentrent dans tel ou tel patrimoine. Dans sa forme la plus ancienne, la division entre le patrimoine individuel et le patrimoine collectif de la tribu avait coïncidé avec la division des biens suivant leur nature en biens mobiliers et en biens immobiliers. Les immeubles, les champs, les alleux à l'époque francque, les héritages dans le très ancien droit coutumier, étaient affectés à la collectivité. Ils n'étaient pas facilement transmissibles. Pour toute alienation, il fallait le consentement de la famille.

Mais il n'y avait alors que des biens corporels, la notion d'obligation n'apparut que plus tard. Le Patrimoine familial ne comportait point de valeur incorporelle.

Plus tard, le patrimoine familial put être inaliénable et incessible, non seulement dans son ensemble, mais dans chacun de ses éléments. A mesure que diminuaient dans les mœurs les droits de la famille sur les biens transmis de génération, en génération, on chercha à restaurer et à restreindre les pouvoirs arbitraires de son chef actuel par l'effet d'une déclaration spéciale de volonté : testament ou contrat. La substitution séparait complètement le patrimoine sur lequel elle portait, du patrimoine propre du chef de famille. Chacun de ces deux patrimoines avait son actif et son passif distinct. Les dettes personnelles du grévé de substitution entraient dans son patrimoine personnel et n'étaient point à la charge des biens substitués.

La stricte notion de patrimoine familial, que nous avons trouvée dans les temps incertains du communisme primitif et dans certaines souches féodales étroitement soumises aux substitutions graduelles, a donc disparu, et nous n'emploierons ce terme que comme une formule commode comprenant tout ce qui touche à une politique familiale du patrimoine.

Avec la Révolution et sous l'influence des idées philosophiques l'individualisme triompha et la cohésion familiale en fut largement entamée.

On retrouve cependant dans le code civil des traces de cette solidarité des biens au sein de la famille. Les membres de la famille, dans maintes circonstances ne peuvent disposer de leurs biens que sous certaines restrictions et sont tenus de certaines obligations : C'est ainsi que les pouvoirs du mari sur les biens de sa femme dans les régimes matrimoniaux autres que ceux de la séparation de biens, sont réglementés, de même pour le droit de jouissance des parents sur les biens des enfants mineurs de 18 ans (Art. 384 c.c.)

L'obligation d'entretien et d'éducation des enfants (art. 385 cc) qui est la contre partie du droit de jouissance dans

la mesure où les revenus perçus en vertu de ce droit couvrent les dépenses occasionnées par l'entretien et l'éducation des enfants. Enfin l'obligation alimentaire entre époux (Art. 212 c. c.), entre parents et enfants (Art. 203, 20 cc.), entre beaux parents et gendres ou brus (Art. 206 cc.), est le cas le plus typique de la solidarité des biens entre les membres de la famille : Le législateur ayant posé le principe de cette obligation alimentaire a organisé une procédure permettant au créancier d'aliments de contraindre son ou ses débiteurs d'aliments, s'ils ne s'exécutent pas spontanément. Il est vrai que les moyens de contrainte mis à la disposition du créancier sont assez précaires. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le principe posé par le législateur. D'ailleurs la solidarité pécuniaire des membres de la famille joue en fait beaucoup plus souvent qu'on ne le croit sans le secours des tribunaux.

Une manifestation intéressante du principe de la copropriété familiale nous est fournie par la loi du 12 juillet 1909 qui tend à « remonter le courant de l'individualisme en favorisant le maintien d'un mode de tenure collectif ». En effet tout propriétaire d'un modeste patrimoine peut le préserver des infortunes qui pourraient lui survenir ultérieurement en le constituant en « bien de famille insaisissable », qui ne peut être aliéné librement. L'insaisissabilité peut être maintenue au profit de l'époux survivant et des enfants mineurs. Ainsi est officiellement reconnu au profit de la famille un certain droit de posséder en propre en vue d'assurer la transmission ou plutôt la continuation de son patrimoine d'une génération à l'autre.

C'est la première étape de la réaction contre l'individualisme du code. Cette loi est sans doute restée lettre morte et il a fallu attendre 1938 pour que l'évolution s'accroisse et aboutisse aux dispositions actuelles, conséquences normales de la politique agraire et sociale de notre nouveau gouvernement.

Remarquons que toutes ces dispositions légales n'organisent une solidarité économique qu'entre les membres du groupe

familial au sens strict. Les collatéraux et les familles qu'ils ont fondées, ne sont plus liés avec leur famille d'origine, par cette solidarité économique. Ainsi le groupe familial au sens strict seul, présente une unité, car quand un des membres fonde à son tour un foyer nouveau, la nouvelle famille perd aussitôt son contact juridique avec la famille origine. Seules les relations d'affection peuvent subsister.

PREMIERE PARTIE

LE PATRIMOINE FAMILIAL ET LE DROIT CIVIL

Diverses questions nous ont paru nécessaires d'être envisagées dans l'étude de la politique familiale du Patrimoine.

La propriété et l'hérédité, bases philosophiques et sociologiques, ferons l'objet d'un premier chapitre.

Puis, selon la méthode que nous avons exposée dans notre introduction, nous aborderons l'évolution historique de la transmission du patrimoine et de sa protection en droit français. Nous essaierons de montrer comment la politique familiale du patrimoine varie avec le droit coutumier, le droit écrit, le droit révolutionnaire et enfin le code Napoléon.

Une étude des résultats pratiques obtenus par le régime des successions et du partage établi par le code civil fera l'objet d'un troisième chapitre.

Nous terminerons cette première partie, en exposant les diverses lois qui ont formé le droit positif depuis le code civil, nous étendant surtout sur les dispositions actuelles dont la législation de 1938 a ouvert la voie parallèlement avec les législations étrangères, Suisse et Italienne.

CHAPITRE PREMIER

Les Bases Philosophiques et Sociologiques d'une Politique Familiale du Patrimoine

§ I. — THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ

Certains philosophes ont placé le critère du droit naturel de l'homme dans les inclinations de la nature humaine réglée par la raison. On trouve chez l'homme trois séries superposées d'inclinations tendant à sa reproduction, à sa préservation, à son perfectionnement. Cette triple inclination est la source de tous les droits naturels de l'homme. Elle est en particulier le fondement de la propriété, qui doit s'appliquer à la vie matérielle et spirituelle de l'individu et de sa famille. On est donc amené à reconnaître à l'homme, non seulement la faculté générale d'user des biens dont il a besoin, mais aussi le droit de les posséder d'une façon stable.

Kant admet comme un postulat que c'est la condition essentielle de la liberté de l'homme. D'autres auteurs rattachent cette idée à un système théologique. Mais en tout cas la plupart reconnaissent que la propriété est pour l'homme un moyen indispensable de vivre conformément à sa nature. Cette vérité est si évidente qu'il est difficile de trouver de véritables adversaires de la propriété.

Il n'y a en effet à proprement parler que des adversaires de certaines propriétés, ce qui n'est pas du tout la même chose, car beaucoup n'attaquent si violemment ces propriétés, que par ce que, à tort ou à raison, ils voient en celles-ci

un obstacle au libre exercice de leur propre droit naturel de propriété. Les écoles socialistes elles-mêmes ne réclament pas la complète abolition de la propriété. Malgré leur esprit utopiste, ces doctrines tiennent compte de la nécessité de la laisser subsister dans une certaine mesure.

D'ailleurs, dans l'autre sens aucun économiste individualiste n'oserait affirmer que la propriété ne doit pas subir de restriction. (1).

Le Droit naturel exige donc que l'homme puisse posséder les choses nécessaires aux besoins de la vie, auxquelles elles ont pour destination de satisfaire. Les animaux, gouvernés par leur seul instinct ne tendent à posséder que des choses présentes et mises à leur portée, l'homme au contraire, est pourvu de la raison et se gouverne lui même dans une certaine mesure. Grâce à son intelligence, il rattache les choses futures aux choses présentes et sait que ses nécessités ont de perpétuels retours. Si elles sont satisfaites aujourd'hui, elles renaîtront demain avec de nouvelles exigences. Il a donc fallu pour qu'il put y faire appel en tout temps que la nature mit à sa disposition un élément stable et permanent, capable de lui fournir continuellement les moyens. Il faudra donc reconnaître un caractère aussi durable que l'individu à une telle propriété, puisqu'elle est la garantie indispensable de sa liberté présente et future. }

Mais, cette théorie implique que la propriété doit disparaître avec l'individu à qui elle est attribuée et qu'elle doive revenir à la société.

Si ce caractère perpétuel du droit de propriété ne peut être exigé pour l'homme en tant qu'individu, il peut être revendiqué par lui, en tant que chef de famille. Nous avons vu que les inclinations ne tendent pas seulement à sa conservation, mais aussi à sa reproduction, donc la nature impose au père le devoir d'élever ses enfants et de leur assurer un certain avenir. Il voudra ainsi leur transmettre par voie d'héritage un certain patrimoine qui les aidera à se défendre

(1) Voir Marcel Chauffardet : Problème de la Perpétuité de la propriété.

dans la vie contre toutes les surprises du sort. En même temps que la personne du père reçoit par l'intermédiaire de ses enfants une extension indéfinie, la propriété en passant dans le cercle familial acquiert une durée égale à l'existence de ce groupe, c'est-à-dire qu'elle peut être considérée comme indéfinie.

1) Nécessité de la propriété pour la famille

Il n'est pas très exact, de donner à la propriété individuelle le qualificatif de perpétuelle, car par essence, l'individu est appelé à disparaître au bout d'un laps de temps assez court. Mais il est très normal de l'attribuer à la propriété des biens chargés de perpétuer la société domestique qui est essentiellement permanente.

La famille possède sur les biens de ses membres un certain droit éminent qui permet de réaliser une propriété permanente. Ainsi, quand un des membres disparaît, les autres restent copropriétaires et les biens ne sont pas abandonnés. Le changement de maître, bien qu'il soit une transition dans l'ordre individuel, est une continuation dans l'ordre domestique.

« L'unité de la famille étant une espèce d'unité qui tient beaucoup plus que tout autre société, de l'unité individuelle, c'est à peine si l'on peut dire que dans ce cas, la personne du maître change entièrement » (1).

Il y a donc à l'intérieur de la famille plutôt une continuation de la propriété, qu'un changement de propriétaire. C'est comme le fait ressortir M. G. Renard, « une propriété en puissance qui passe à l'acte. Le chef de famille n'a que la propriété fiduciaire du bien de famille ; la propriété familiale forme la trame continue où se succèdent les propriétés individuelles des héritiers ».

La façon la plus normale d'assurer la continuation de l'ap-

(1). Toparelli, Traité de Droit Naturel, N° 781.

propriation individuelle, c'est donc la transmission des biens après la mort aux membres de la famille. Il est donc incontestable qu'en droit naturel il ya une propriété individuelle. Suivant l'état des mœurs, celle-ci est d'ailleurs fixée plus ou moins solidement a cette trame continue qui la supporte.

2) Nécessité de la propriété pour la Société

Que faut-il pour que la propriété soit vraiment perpétuelle? Il faut que son titulaire ait le pouvoir de disposer pleinement de la chose de l'aliéner, d'en régler librement et souverainement la dévolution par testament, etc.

On admet sans discussion la légitimité de la transmission de la propriété entre vifs par vente, donation, etc., mais on fait beaucoup plus de difficulté pour reconnaître la légitimité et même la possibilité de la transmission par testament. La propriété du testateur ne peut plus être transférée après sa mort, car celui-ci n'étant plus, n'a plus de droit, même si par une fiction quelconque on pouvait lui en conserver, il ne pourrait pas les transmettre puisqu'il manquerait la volonté absolument nécessaire à l'accomplissement de cet acte. De son côté le légataire ne peut pas manifester sa volonté d'accepter des dispositions testamentaires qu'il ignore la plupart du temps.

Mais ce que nous avons dit pour la famille est vrai toute proportion gardée pour la société et par conséquent pour l'Etat chargé de réaliser le bien commun. Il y a donc une propriété sociale sous jacente à celle des particuliers et des familles. On admet d'ailleurs de plus en plus le double caractère individuel et social de la propriété privée.

Si nous nous plaçons à un autre point de vue, même si aucun principe supérieur ne vient défendre la propriété perpétuelle, celle-ci doit être maintenue pour des raisons d'utilité sociale. La propriété privée doit être beaucoup plus durable que ne l'exigerait la stricte rémunération des efforts fournis. « L'intérêt est le grand mobile des actions humaines », a dit Pascal. L'homme ne travaillera que s'il est certain de pouvoir

longtemps profiter du fruit de ses efforts. Plus la loi positive étendra la durée de la propriété, plus il sera encouragé à produire ; si au contraire on ne lui tolère qu'un droit instable et incertain, il préférera souvent ne rien faire. Une telle inaction serait très préjudiciable, non seulement au propriétaire mais aussi à la collectivité. Ici l'intérêt général est pleinement d'accord avec l'intérêt particulier pour attribuer à la propriété privée la plus longue durée possible. C'est là une condition essentielle pour assurer le meilleur rendement des biens, pour permettre de rassembler les capitaux productifs indispensables, sans lesquels les hommes mèneraient une vie misérable. Et il est bien certain que la masse formidable et bienfaisante des capitaux n'aurait jamais pu être amassée par des générations précédentes avec un régime de propriété instable et de courte durée.

Le législateur doit regarder la famille comme une personne juridique, et tenant compte de sa réalité, assurer la continuité patrimoniale de cette institution essentielle.

La propriété du père de famille a un rôle double à remplir d'une part assurer à celui-ci la liberté qu'exige le droit naturel et cela d'une façon perpétuelle ou tout au moins dans le cas présent aussi durable que lui. D'autre part cette propriété a en outre le devoir de subvenir aux besoins de la famille qui a ainsi des droits sur elle. Le propriétaire fiduciaire est donc dans une certaine mesure porteur de l'avoir et du passif familial et il est bien évident que dans cette mesure là, la perpétuité doit être reconnue au droit de la famille plutôt qu'au droit de l'individu.

Dans l'ancien droit des grecs, des germains, des hébreux, des indoux et même des romains, les intérêts de la famille limitaient dans une très grande mesure les pouvoirs de son chef qui était un administrateur, un représentant temporaire, plutôt qu'un véritable propriétaire au sens actuel du mot. Il ne pouvait pas, en effet, disposer des biens dont il était dépositaire, biens qui faisaient l'objet d'une succession ab intestat, mais non d'une transmission testamentaire.

L'individualisme a tout naturellement réagi contre cette conception trop familiale de la propriété et s'est efforcé d'accroître les droits du propriétaire au détriment de ceux de la famille ou de la communauté. La réaction a-t-elle été trop étendue ?

M. Duguit nous dit : « La propriété immobilière, capitaliste et héréditaire ne peut s'expliquer que par son utilité sociale et l'on n'aura démontré qu'elle est légitime que si l'on démontre qu'à une époque donnée elle est socialement utile ». (1).

La propriété individuelle présente-t-elle une utilité sociale incontestable ? La réponse varie. Dans le passé, l'accord est évidemment réalisé. Mais pour le présent et surtout l'avenir, la question est controversée. M. Landry, encore qu'il se défende de faire siennes les conclusions qu'il tire de sa démonstration, dans une très intéressante étude a tenté de prouver et conteste que le régime actuel puisse présenter une utilité sociale (2). Il croit, bien au contraire, que « l'appropriation par les particuliers d'une grande partie des moyens de la production, entraîne pour la société des déperditions de richesses considérables ». Il se rapproche par là des idéologies socialistes dont les théories sont reconnues généralement erronées et nous pensons avec la majorité des auteurs que la propriété est socialement utile et nécessaire à la vie économique moderne.

On est cependant obligé de reconnaître que son exercice doit être assuré en vue de l'utilité sociale. La propriété devient donc l'exercice d'une fonction. C'est cette conclusion que M. Duguit fait sienne en déclarant : « La propriété n'est plus le droit subjectif du propriétaire, elle est la fonction sociale du détenteur de la richesse ».

Mais dira-t-on si cette manière de voir est admise dans la phrase que nous avons reproduite plus haut, le mot héréditaire

(1) Traité de Droit Constitut. T. III, p. 617.

(2) Landry : l'Utilité Sociale de la propriété individuelle, p. 405.

est de trop car qui détient une fonction doit s'en montrer capable ou du moins fournir certaines preuves permettant d'augurer qu'il sera en mesure de l'assurer convenablement. Si la propriété est une fonction sociale, il faut admettre le droit et le pouvoir pour la société d'en confier l'exercice au meilleur et pour exercer ces prérogatives, il est nécessaire que celle-ci se voit accorder un droit de propriété éminent sur les biens des particuliers. C'est la question que nous allons maintenant nous poser en étudiant les arguments pour ou contre l'héritage.

§ II. — THÉORIE DE L'HEREDITE

L'héritage que nous avons vu maintes fois attaqué par des philosophes et des théoriciens, menacé chaque jour davantage par l'évolution de certains facteurs sociaux, est pourtant une des bases les plus solides sur lesquelles repose nos institutions. Il a du soutenir au cours de l'histoire de nombreuses et violentes attaques.

Les Saint Simoniens n'ont essayé de le détruire que d'une manière incidente, puisqu'ils visaient surtout les répercussions de l'hérédité sur le cycle de la répartition des richesses.

Mais leurs critiques ont été suivies, et de nombreux théoriciens se sont succédés depuis lors, apportant de nouveaux arguments. Dès 1842, un disciple de Simondi, Buret dans son livre « la Misère des Classes Laborieuses », préconisa pour arriver à une meilleure répartition des richesses, le morcellement des terres et pour arriver à ce résultat, il voulait faire reconnaître en faveur de l'Etat, un droit à l'hérédité.

Stuart Mill et son école libérale, entend limiter, non le droit de léguer, mais le droit de recevoir au profit de chaque légataire ou successible.

Mais les assauts les plus durs et les plus répétés, devaient être fournis par les diverses écoles socialistes qui condamnèrent la propriété, moyen principal d'exploitation capitaliste.

Mais, si elles ont condamné l'héritage, elles n'en ont pas envisagé la suppression et celle-ci ne sera qu'une conséquence de l'abolition du régime capitaliste et de la propriété.

Toutefois certains socialistes sont allés plus loin. M. Landry dont nous avons déjà cité les travaux, déclarait : « On ne saurait plus ajouter foi aujourd'hui à la prédiction de Marx annonçant l'écroulement prochain et fatal de la société capitaliste. L'étude attentive des faits a montré aux prévenus que l'évolution présente de la société ne conduisait pas le moins du monde à cet aboutissement. Si donc la classe ouvrière doit jamais être affranchie, si jamais pour mieux parler, l'actuelle distinction des classes doit disparaître, ce ne sera que grâce à une révolution juridique opérée par voie législative ». (1).

C'est dans cet état d'esprit que la question d'héritage est revenue au premier plan des préoccupations de plusieurs théoriciens socialistes. Ainsi Rignano dans son ouvrage : « Un socialiste en harmonie avec la doctrine économique libérale », a exposé un plan qui conduit à la suppression de cette institution et à la socialisation progressive des capitaux.

Plus récemment, un américain, M. Read a fait paraître un ouvrage intitulé : « The Abolition of Inheritance », dans lequel il critique et fournit de nombreux arguments contre cette institution. L'auteur part d'un principe tout à fait différent de Rignano, il cherche, tout au moins dans ses buts immédiats, le moyen de procurer aux états endettés par la guerre des ressources fiscales considérables, et se plaçant sur le terrain strictement national, a combattu les grosses fortunes qui aux Etats Unis constitueraient d'après lui un danger social et politique incontestable.

Nous le voyons donc, les critiques formulées contre l'héritage, les arguments fournis contre lui, ont été nombreux, et n'ont cessé d'évoluer depuis leur origine.

(1) E. Rignano, La question de l'Héritage. Introduction de A. Landry. Bibliothèque Socialiste, p. 5 et 6.

Quelles sont les principales défenses que l'on peut opposer à cela ?

A son actif on peut mettre tout d'abord la longue existence de l'héritage qui remonte aux premiers âges de la civilisation. Il est le corollaire de la propriété privée. Dès que celle-ci apparut, l'hérédité en était le complément indispensable. C'est ce que nous exposent MM. Maury et Vialleton dans leur traité des successions : « La notion de transmission du patrimoine après la mort est intimement liée à celle de l'appropriation privée. Elle la complète en lui assignant toute sa valeur économique et sociale. Dès lors l'une et l'autre peuvent participer des mêmes justifications. Que l'on fasse reposer la propriété privée sur une base abstraite, soit métaphysique, lorsqu'on la fait entrer dans l'ordre du droit naturel et des lois immuables, soit juridique lorsqu'on lui donne pour origine l'occupation consolidée par la prescription, ou qu'on la trouve pour une donnée de fait, imposée aux législateurs par une expérience et une tradition quasi universelle, elle est devenue un des axes fondamentaux de l'économie des sociétés. La transmission des biens après la mort aux membres de la famille est apparue depuis des temps historiques et continue à apparaître dans l'organisation contemporaine comme le mode le plus normal pour assurer la continuité de l'appropriation individuelle ». (1)

Mais cette institution est loin d'avoir toujours eu le caractère qu'elle présente à notre époque. Elle a subi notamment dans ses modalités d'exercice une évolution qui fut d'ailleurs conditionnée par les changements apportés au régime de propriété.

A l'origine il semble, que le droit successoral admis, était le droit ab intestat qui, seul pouvait cadrer avec le régime de la copropriété familiale. Le droit de succession est comme l'a dit M. Viollet, « le prolongement, l'émanation de la com-

(1) Traité pratique de Droit Civil. Planiol et Ripert. Paris 1938.

munauté familiale ». Ce ne sera que plus tard dans la législation coutumière française, comme avant en législation romaine que la succession testamentaire prit le pas sur l'autre et devint même prépondérante.

Avec la Révolution et les idées individualistes, le droit de tester et avec lui les droits de l'individu prennent nettement le pas sur les droits de la famille. Mais si l'on donne à l'individu le droit plein et entier de disposer de ses biens, ce droit commença bientôt à être contesté dans son fondement même. Jusque là la dévolution successorale, quelle que soit sa forme n'avait donné lieu à aucune critique sur son bien fondé. On avait toujours considéré la propriété ainsi que l'hérédité, comme un droit naturel. Mais dès la fin du XVIII^e siècle. les philosophes tendent à considérer l'hérédité comme une création de la loi positive et comme telle sujette à des modifications. Certains vont mêmes jusqu'à dire que la dévolution successorale était un pur bénéfice de la loi civile. Mais ils étaient tous d'accord pour admettre ce bénéfice comme bien fondé, « vu sa longue existence et son utilité évidente », disaient-ils.

Nous avons vu plus haut que la propriété se justifiait par son utilité sociale. Peut-on en dire de même de l'hérédité ?

C'est une question très controversée et les solutions les plus différentes ont été données. Les uns ont prétendu que cette institution ne saurait satisfaire à des intérêts sociaux supérieurs, et que bien au contraire elle est une source d'inégalité et de privilèges. Les autres ont voulu y voir une composante de l'organisation économique et sociale actuelle.

Etudions la en nous plaçant successivement à trois points de vue :

1) L'hérédité et l'individu.

Les arguments opposés par les adversaires sont nombreux, et ont, il faut bien le reconnaître une certaine valeur :

L'héritage est contraire à l'égalité, à la justice, et aux lois de l'évolution de la nature. L'individu pourvu de capitaux, dans la lutte pour l'existence, dispose sur ses semblables d'un avantage trop grand qui handicape souvent d'une manière irrémédiable ceux qui n'ont que des mérites ou des qualités natives, alors que au départ de la vie, les chances devraient être égalisée, de telle sorte que seuls les meilleurs triomphent. Combien, dit-on existe-t-il d'hommes qui occupent des places importantes et qui n'ont pour tout mérite que « d'avoir eu un père avant eux ».

Cette objection est juste, mais la réponse est facile. L'égalité n'existe pas et n'a jamais existé en ce bas monde, il y a de nombreuses inégalités naturelles contre lesquelles personne ne peut rien. Si l'on supprime l'hérédité, aboutira-t-on à une plus grande justice distributive ? Non. Il faudrait changer les hommes et égaliser leurs chances. Avoir des capitaux, c'est un avantage, être un esprit éveillé et actif c'en est un autre. Même si tous les hommes naissaient égaux, pourraient-ils tous développer également leurs facultés ? Est-ce que ce développement se fera toujours selon un processus rationnel en quelque sorte automatique ? Non, il y aura toujours de nouvelles chances, de nouvelles occasions favorables que les uns sauront attrapper, les autres pas. L'individu qui par suite de circonstances fortuites et purement accidentelles trouve un emploi conforme à ses qualités et à ses capacités, arrivera à une situation élevée ; n'est-il pas favorisé par la nature tout autant que celui a qui échoit un patrimoine important ?

Une autre considération joue aujourd'hui plus que jamais : Combien voit-on de gens qui après avoir gagné une fortune considérable, se retrouvent un beau jour revenu à leur point de départ ? C'est qu'il est parfois aussi difficile de conserver et de maintenir une fortune que de la gagner.

Par conséquent, si l'héritier est un incapable et un prodigue, son patrimoine ne tardera pas à disparaître. Si au contraire, il le conserve et l'accroît, c'est qu'il a travaillé et qu'il possède des qualités qui trouvent leur récompense dans son

droit de transmettre, au même titre que son prédécesseur, le créateur du capital, les biens qu'il a conservés par devers lui.

Nous pouvons donc dire que l'avantage que procure l'héritage à un individu, ne constitue pas un bénéfice purement gratuit et sans fondement. Il trouve au contraire sa justification dans les privations ou les gestions habiles du testateur ou de son successeur.

2) L'hérédité et la famille

Considérée sous son aspect actuel, la famille est intéressée au premier chef dans la question d'héritage.

La tendance naturelle des parents est d'améliorer les conditions d'existence de leur progéniture et de la mettre, dans une certaine mesure, à l'abri des ennuis et des circonstances défavorables et des vicissitudes dont ils ont eux-mêmes souffert. Dans l'intérêt de l'espèce humaine, il est souhaitable que l'homme ait un sentiment profond de sa responsabilité à l'égard des êtres qu'il met au monde. C'est grâce à ce sentiment qu'il fera tout son possible pour assurer dans la mesure de ses moyens une existence heureuse à ses enfants. Non seulement son patrimoine se développera et la famille y trouvera son complet épanouissement, mais encore la société y trouvera elle aussi son compte dans l'accumulation de nouvelles richesses.

Cette tendance des parents à travailler pour leurs enfants dès qu'ils sont à l'abri des besoins immédiats a été vivement critiquée et certains ont même soutenu qu'elle n'était pas à encourager. Mais n'est-il pas écrit dans la Bible : « Ce n'est pas aux enfants à amasser du bien pour leur père, mais c'est aux pères à amasser pour leurs enfants. » (1).

De toutes façons ces objections ne peuvent pas être rete-

(1) St Paul, 2^e épître aux Corinthiens XII 14.

nues : « La préoccupation que chacun a du sort de ses enfants et plus généralement de ses successeurs, est un des facteurs qui assurent le mieux l'exploitation intensive et soutenue des biens ».

Le problème revient à se demander si cette conduite des parents peut présenter un intérêt ou un avantage quelconque, notamment pour la société.

3) L'hérédité et la société.

Lorsque Ihering dit que « la succession est la condition de tout progrès humain dans le sens de l'histoire de la civilisation il entend que la transmission de personne à personne doit être tenue pour un corollaire non seulement normal mais nécessaire de l'appropriation privative ». (1).

En effet dans l'organisation actuelle comme dans celles qui se sont succédées au cours des ages, la propriété privée joue un rôle prépondérant. Mais de nombreux auteurs déclarent que la propriété doit être mise à la disposition des plus aptes, de ceux qui en ont besoin, en vue de s'en servir pour eux mêmes au mieux des intérêts sociaux, et ils préconisent pour cela la suppression de l'hérédité.

Le premier argument de notre réponse est que loin d'être un obstacle à une meilleure utilisation des capitaux, et en particulier de la propriété, l'hérédité assure au contraire une sélection qui, a tout prendre, n'est pas inférieure à tout autre procédé. Si déjà les détenteurs de richesse, s'avèrent d'une compréhension et d'une prudence incomparable, dans toutes les questions de placement et de crédit, comment admettre que dans la dévolution de leurs biens, ils se montreront moins aptes à choisir ceux qui leurs succéderont. Il est certain que des questions de sentiment interviendront parfois et induiront certains testateurs en erreur. Mais combien sont plus nombreux les cas où les choix auront été fait en connaissance de cause !

(2) Maury et Vialleton. Les Successions.

L'héritier ne sera pas choisi au hasard, parce qu'il aura été jugé capable de continuer l'œuvre entreprise. Celui dont les parents possèdent une certaine fortune, reçoit généralement l'éducation, la formation intellectuelle ou professionnelle, et est entouré de tous les soins nécessaires et utiles pour lui permettre de remplacer celui auquel il sera appelé à succéder. Les plus aptes ne seront-ils pas ceux-là même qui, dès leur plus tendre enfance, ont été élevés en vue de la profession qu'ils auront à remplir. L'intérêt du père de famille l'incite également à s'intéresser, à veiller au développement des capacités de celui qui sera son successeur.

Nul ne contestera l'utilité et le rôle primordial joué à notre époque par le capital. Toute l'organisation industrielle et économique moderne nécessite pour son fonctionnement l'existence de capitaux sans cesse accrus. Dans tous les domaines, on constate l'impérieuse obligation de faire appel à leur concours. Or seule l'épargne a permis leur accumulation progressive et elle n'a pu atteindre ce résultat que grâce à l'hérédité qui a permis la transmission des richesses mises en réserve. Cette institution est donc nécessaire, elle est un facteur de développement et de progrès son utilité sociale ne pouvant faire de doute, sa parfaite légitimité est établie.

C'est sur cette base que certains auteurs ont été les adversaires de la création de quantité d'organismes sociaux et en particulier des assurances sociales qui, supprimant la crainte d'une vieillesse dénuée de ressource, ont fait disparaître la nécessité d'épargner.

Il est une critique qu'il nous faut retenir en ce qui concerne les propriétés immobilières. Il est incontestable en effet que les améliorations dont la terre est l'objet de la part de ses possesseurs, améliorations absolument nécessaires, mais dont les résultats se font attendre de longues années, ne seraient point faites si ceux qui les entreprenaient n'avaient la pensée qu'elles profiteront un jour à leur descendants. Combien de terres ne sont devenues productives qu'à la suite de longs travaux poursuivis pendant des générations ! Ces longs ef-

forts n'auraient pas été accomplis si la faculté pour chaque individu de transmettre le fruit de son travail n'avait été reconnue.

Mais cette argumentation ne saurait être poussée jusqu'à sa limite, elle s'avère souvent inexacte quand la terre est exploitée par un autre que le véritable propriétaire. Les intérêts du fermier ou du metayer, usagers précaires, s'opposent à des améliorations continues et portant sur de longues périodes. Quant au propriétaire absent, il ignore les besoins de ses exploitations ou ne cherche à les satisfaire qu'avec parcimonie. Sa seule préoccupation est d'en percevoir les fruits et revenus, peu lui importe l'intérêt du fond et de celui qui l'exploite.

Cette situation regrettable a été dénoncée par les socialistes agraires. L'intérêt social commanderait en effet que celui qui cultive puisse percevoir les revenus du fond sans avoir à partager avec quelqu'un n'ayant accompli aucun travail et qui n'a d'autre mérite que d'avoir reçu la terre en héritage.

Cette remarque constitue le point de départ de toutes les attaques importantes contre l'hérédité. Ses adversaires en effet l'accusent de permettre à des individus de tirer des revenus de capitaux qu'ils n'ont point acquis, mais qui leur ont été transmis de sorte qu'ils vivent du travail d'autrui sans avoir à fournir la contre-partie. L'hérédité, disent-ils, et c'est là leur grand argument, engendre le parasitisme social. C'est ainsi que l'américain Read écrit : « Un fort paquet d'actions représentant le travail passé, présent et futur de générations de milliers d'ouvriers, peut se transmettre facilement de père en fils, pendant longtemps, comme un fief féodal représentant le travail de milliers de serfs, se transmettait lui aussi à travers les siècles ».

Cette discussion nous entrainerait hors de notre sujet car elle pose le problème du capital et du travail, mais on peut rapidement répondre : « Le capital est nécessaire à l'œuvre productive au même titre que le travail ». Or il y a deux systèmes possibles : celui actuellement en vigueur de l'accu-

mulation privée avec l'héritage pour corrolaire, ou bien celui de l'accumulation collective faite par l'Etat selon le procédé des sociétés anonymes, système qui représenterait une organisation socialiste complète et qui a déjà fait faillite.

L'héritage apparaît donc comme une nécessité ; il a des inconvénients, nous le reconnaissons, mais ceux-ci peuvent être atténués avec une bonne organisation du crédit et de la société.

Reste le cas du parasitisme. Sa portée n'est pas celle qu'on lui attribue dans l'opinion courante. Nous avons déjà vu plus haut, qu'il est aujourd'hui très difficile de garder intact le patrimoine que l'on reçoit de ses parents, qu'il fallait beaucoup d'attention, d'expérience, de connaissances que l'on ne pouvait certainement pas acquérir dans l'oisiveté. Le véritable parasite ne fait que passer et ne tarde pas à être éliminé.

Nous ne pouvons ici aborder les deux problèmes qui subsistent : celui de la propriété agraire et celui de la rémunération du capital et du travail. Mais nous espérons que le nouveau régime qui va sortir de la tourmente actuelle, sera capable de trouver enfin une solution acceptable pour tous les membres de la société.

Nous avons voulu donner une idée des oppositions philosophiques autour du problème général, mais le sens actuel de l'évolution des idées se situe certainement dans le plan familial. La substitution de la cellule familiale à la cellule individuelle est une des idées maîtresses des réformes en gestation et, autant que l'incertitude des événements permet des pronostics ou des prévisions, on peut logiquement envisager un approfondissement et un élargissement légal des tendances qui s'expriment dans les transformations récemment acquises. Nous essaierons de le faire ressortir de l'étude de la nouvelle législation.

CHAPITRE II

Evolution Historique de la Défense du Patrimoine Familial en Droit Français

Après avoir précisé brièvement comment il faut entendre la conception familiale du patrimoine, et les fondements sur lesquels on peut la faire reposer, il nous paraît indispensable de nous arrêter un moment dans l'étude des différentes lois qui l'ont régie au cours de notre histoire.

L'influence exercée dans le domaine économique et social par les lois sur l'héritage a de tout temps été mise en lumière.

« Je m'étonne, disait Tocqueville, que les publicistes anciens et modernes n'aient pas attribué aux lois sur les successions une plus grande influence sur la marche des affaires humaines. Les lois appartiennent, il est vrai, à l'ordre civil, mais elles devraient être placées en tête de toutes les institutions politiques, car elles influent incroyablement sur l'état social des peuples dont les lois politiques ne sont que l'expression.

« Elles saisissent en quelque sorte les générations avant leur naissance. »

Les lois successorales, pour remplir leurs fonctions, doivent permettre, comme le déclarait Bigot de Preameneu, lors des discussions sur la rédaction du code civil, de combiner et en même temps de réaliser, la répartition la plus équitable et la plus propre à rendre heureux chaque enfant.

Or, le régime successoral consacré par notre code civil, tout entier, dominé par le principe du partage égal en nature, s'opposait à cette répartition intelligente du patrimoine familial entre les enfants. Il en résultait un morcellement continu des exploitations agricoles. Quant aux exploitations industrielles ou commerciales, indivisibles par nature, elles faisaient l'objet d'une licitation à la suite de laquelle elles passaient fréquemment entre des mains étrangères, le législateur a pensé que l'égalité parfaite ne pouvait être atteinte que si le lot de chaque héritier était composé de la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances, de même nature ou de même valeur.

Ce principe d'égalité en nature, qui fait obstacle à la transmission intégrale du patrimoine du père de famille, à un seul enfant, n'est pas, comme certains l'ont prétendu, une création pure et simple de la révolution seule : En cette matière la conception de la transmission successorale est nettement romaine et non point transactionnelle entre le droit écrit et le droit coutumier comme il arrive dans d'autres institutions.

Nous allons donc examiner dans ce chapitre, les transformations et les changements apportés par l'ancien droit, le droit révolutionnaire et le code civil.

Puis, nous examinerons les résultats et les inconvénients d'ordre économique et social du partage égal du patrimoine entre tous les enfants.

§ I — L'ANCIEN DROIT

Dans l'ancien droit, et même à l'époque de rédaction du code civil, les immeubles ont seuls de la valeur. Les biens mobiliers n'occupent dans les patrimoines qu'une place peu importante. L'argent est rare et la prohibition du prêt à intérêt fait obstacle à sa circulation. Aussi considère-t-on comme immeuble tout ce qui est un réel élément de richesse : les rentes, les offices, les droits seigneuriaux, ils forment la classe des immeubles fictifs.

Il n'y a pas de commune mesure entre les immeubles et les meubles. Aussi au décès du père de famille, pour assurer l'égalité entre ses héritiers, il faut nécessairement diviser les immeubles en nature, la règle de l'égalité en nature, se présente comme une règle de bon sens.

Le droit successoral de l'ancien régime présente une grande différence selon que l'on étudie les Pays de droit écrit et les Pays de coutume.

I. — La transmission du Patrimoine dans les Pays Droit Ecrit.

C'est le système du droit Romain qui a été conservé.

Le droit de propriété, appartenant à toute personne sur son patrimoine est considéré comme un droit propre et individuel, qui s'étend au-delà de l'existence et emporte par là-même, le droit de disposer à cause de mort. La succession testamentaire est la règle, et le testateur jouit d'un pouvoir pour ainsi dire illimité, relativement à la disposition de ces biens. Le père de famille a le droit d'exhérer l'un de ses enfants au profit des autres, ou d'un étranger.

A Montpellier, la coutume autorise le père à laisser à ses enfants ce que bon lui semble ! (*Quiquid voluerit*).

A Toulouse, il suffit à l'ascendant de laisser à ses descendants une somme insignifiante.

Si l'on ajoute que l'hérédité ne forme qu'une seule masse qui se transmet sans distinguer, selon l'origine et la nature des biens, on comprend que le père de famille a toute liberté pour transmettre à un seul de ses successeurs l'intégralité de son domaine.

Les principes mêmes du droit successoral suffisent à éviter le partage égal entre héritiers du patrimoine familial sans qu'il soit besoin de recourir à des institutions exceptionnelles.

Si le père n'a pas usé du droit de tester, sa succession est dévolue *ab intestat*, suivant le système de la Nouvelle 117 de Justinien. Les biens sont partagés également entre les hé-

ritiers appelés à la succession, suivant l'ordre présumé des affections du *de cujus*. On ne tient compte ni de l'âge, ni du sexe, ni de l'origine des biens.

En somme, l'idée d'une politique familiale du patrimoine n'existe pas dans la législation écrite, mais l'habitude du testament Romain s'est perpétué, et le père prend bien souvent le soin de désigner un de ses enfants comme successeur pour éviter de diviser les biens laissés.

II. — La transmission du Patrimoine dans les Pays de coutume.

En droit coutumier, domine le principe familial hérité de l'ancien droit germanique. Les différents membres d'une même famille sont considérés comme co-propriétaires des immeubles composant le patrimoine familial, le père n'en est que le dépositaire. Il est chargé de l'administrer durant sa vie, au nom de la famille. A son décès, ses parents légitimes recueilleront de plein droit, en tant que propriétaires, les biens compris dans son hérédité. Eux seuls, à l'exclusion de toute autre personne, jouissent du titre d'héritier, mais le droit de disposer à cause de mort, est renfermé dans des limites très étroites.

Le testament ne peut servir à conférer la qualité d'héritier. « En France, institution d'héritier n'a lieu », déclare Loisel.

Les biens composant le patrimoine familial ne forment pas une masse unique dans la succession :

1) Les meubles et acquets sont composés des immeubles et des meubles dont le défunt a enrichi le patrimoine reçu de ses pères. Les acquets, étant donné la rareté des transactions, et les obstacles que rencontrent la vente des immeubles propres, n'occupent qu'une place peu importante dans les patrimoines. Quant aux meubles, ils forment une classe de biens sans grande valeur, car nos anciens juristes ont mis dans la catégorie des immeubles tout ce qui est un réel

élément de richesse. Pour ces biens, le partage égal est la règle à l'intérieur de chaque groupe d'héritiers, sous la protection énergique de la « légitime romaine », qui pénétra dans les Pays de coutume sous le nom « de Soutenance ». Elle assure à chaque enfant la moitié de la part qui lui revient dans la succession du *de cuius*.

2) Les propres dont l'origine se trouve dans les tenures roturières de l'époque féodale.

La tenure roturière est une terre ou un domaine agricole, dont un seigneur investit un membre inférieur de la hiérarchie sociale. Le tenancier n'a pas à prêter hommage à son seigneur, et un contrat fixe ses obligations. Celles-ci consistent en prestations en nature et en services.

A l'origine la tenure roturière n'est ni aliénable, ni héréditaire, mais par la suite, elle devient un élément du patrimoine du tenancier figurant à sa mort dans sa succession.

Comme d'une part, les revenus de la tenure ne doivent pas servir à armer un chevalier, et que d'autre part, la quantité de propriétaires importe peu pour assurer le service des prestations en argent ou en nature, on admit que le domaine ferait, au décès du père, l'objet d'un partage égal entre ses enfants. Mais il arrive fréquemment que la part reçue par chaque enfant ne lui procurant pas des revenus suffisants pour mener une existence indépendante sur sa terre, il soit obligé de s'engager comme cerf sur le domaine d'autrui. Pour remédier à cet inconvénient, se créa, sous le nom de « communauté taisible », une coutume tendant à assurer le maintien de l'indivision entre les enfants au décès du père. Au décès d'un membre, la communauté n'est pas dissoute et continue à subsister entre les enfants.

Ces communautés disparurent peu à peu avec le développement de la richesse et la division des grands domaines. Chaque enfant reçoit un lot lui permettant de mener une existence indépendante.

Lorsque la féodalité eut perdu tout pouvoir, les biens qui

composaient la tenure roturière devinrent la propriété libre de la famille, et prirent le nom de propres.

On appelle donc propres les immeubles hérités de la famille qui doivent lui faire retour au décès de celui qui les a détenus et administrés en son nom.

Une rigoureuse égalité préside au partage des propres entre les lignagés, c'est-à-dire entre les parents les plus proches par le sang du défunt. Le père n'a pas la possibilité d'avantager l'un de ses enfants au détriment des autres. La conservation des biens composant le patrimoine de la famille est assurée par deux institutions coutumières : la réserve des quatre-quints, et le retrait lignager.

La réserve des quatre-quints protège les lignagers contre l'abus des legs de ses propres que le *de cuius* aurait fait à leur détriment. Son droit de disposition est limité au cinquième de ses propres. Les quatre autres cinquièmes sont dévolus *ab intestat* aux parents les plus proches de la ligne d'où provenait les propres.

Si le défunt ne laisse pas de descendants, les biens hérités de la ligne paternelle feront retour à un lignager paternel, et ceux hérités de la ligne maternelle, à un lignager maternel; c'est la règle : « Paterna paternis, Materna maternis ».

La réserve coutumière ne garantit le droit de succession des héritiers que contre les dispositions testamentaires, et non contre les donations entre vifs.

Lorsque la légitime romaine pénétra dans les pays de coutume, pour assurer plus fortement la protection des descendants, elle garantit le droit des légitimaires contre les donations entre vifs. Le retrait lignager permet aux membres de la famille, appelés à la succession du dépositaire du patrimoine familial, de faire tomber la vente d'un propre consentie par ce dernier.

3) L'origine des biens nobles se trouve dans les fiefs ou alleux nobles. Lors de leur transmission, le partage égal entre les enfants du vassal n'est pas possible pour deux raisons :

D'abord, les revenus du fief doivent permettre au vassal de s'équiper avec une armure et d'entretenir un certain nombre d'écuyers, pour pouvoir répondre à l'appel du suzerain en cas de guerre. D'autre part, à la mort du vassal, le fief doit faire retour au suzerain qui peut en disposer à sa guise.

Une coutume se créa alors selon laquelle le fils aîné du vassal est investi d'office du fief à la mort de son père, comme étant le plus apte, pour assurer le service de guerre. Cette coutume se perpétua sous le nom de droit « d'ainesse », même à une époque où le fief était devenu héréditaire.

Le privilège de masculinité permet ainsi, lorsque le Seigneur meurt, ne laissant que des collatéraux, d'écarter les filles pour investir du fief un frère du défunt. On use également de la renonciation des filles à la succession pour assurer la transmission des terres aux fils seuls. Les filles ainsi écartées de la succession de leur père, reçoivent une dot en compensation.

Enfin, dominant toutes ces institutions particulières, l'emploi fréquent de la substitution, permet d'assurer de génération en génération la transmission intégrale du domaine familial à l'aîné mâle.

Mais lorsque la féodalité militaire tomba en décadence, la règle de l'indivisibilité du fief ne fut plus respectée et le fils aîné, n'eut plus droit qu'à un maigre préciput, consistant dans le principal manoir et le « vol du chapon » assorti d'une « part avantageuse ».

Le droit d'ainesse ne produit d'effet grave que si la succession ne comprend qu'un bien impartageable ; l'aîné seul a droit à ce bien, de sorte qu'en réalité il acquiert toute la succession, a charge toutefois d'assurer l'existence de ses puînés. C'est là un fait caractéristique du droit coutumier, qui cherche à protéger le patrimoine, et à le conserver de père en fils, entre les mêmes mains.

Nous voyons donc, que si la règle du partage en nature des patrimoines familiaux est dans notre droit, une règle tradi-

tionnelle, elle était corrigée par des exceptions nombreuses imposées par un état politique et social particulier. En effet l'existence de grandes familles puissantes était nécessaire pour assurer la stabilité du régime et il fallait éviter avant tout le morcellement de ces grandes propriétés.

« Il y¹ eut là une forte visée coutumière de confier les fiefs et les exploitations rurales pour en maintenir la stabilité à travers la suite des générations ». (1).

Le fondement de toutes ces institutions successorales dérogeant à la règle du partage égal en nature, fut la nécessité de permettre à la terre de jouer son rôle protecteur des privilèges de la noblesse.

Ainsi la conception de la transmission successorale est nettement inspirée d'une politique familiale, du patrimoine, et cela, il est curieux de le remarquer, grâce à un grand nombre d'exceptions à la règle commune du partage égal en nature. Cette conception, on a pu d'ailleurs le remarquer, est beaucoup plus accusée en pays de coutume qu'en pays de droit écrit.

Dés avant la révolution, ces institutions successorales base de l'organisation féodale, et même de l'ancien régime, furent vivement combattues par les jurisconsultes, les philosophes et les économistes. Aussi, diviser la terre semblera pour les législateurs de la révolution, le meilleur moyen d'empêcher la reconstitution d'une classe privilégiée, et par conséquent d'assurer l'égalité.

Il ne faut cependant pas tomber dans l'erreur qui consiste à croire que c'est la Révolution qui a créé la propriété paysanne. C'est contraire à la vérité historique. Pierre Gaxotte a montré avec des chiffres impressionnants qu'à la veille de 1789, une grande partie de la terre de France, était cultivée par ceux-là même qui en étaient propriétaires. La répartition du sol entre les propriétaires cultivateurs allait sans cesse grandissant.

(1) Charles Lefèvre, Ancien Droit des successions, p. 19.

§ II. — LE DROIT RÉVOLUTIONNAIRE

« Les Français, a écrit Tocqueville, ont fait en 1789, le plus grand effort auquel se soit livré aucun peuple, afin de couper pour ainsi dire en deux, leur destinée et de séparer par un abîme, ce qu'ils avaient été jusque là, et ce qu'ils voulaient être désormais ». (1).

Cet effort a été particulièrement important en matière successorale ; influencé par les écrits des philosophes, et en particulier par le Contrat social de J. J. Rousseau, ainsi que par l'exemple que venait de donner la République Démocratique des Etats Unis, où, sous l'impulsion de Jefferson, le droit d'aînesse et la transmission intégrale des exploitations foncières, fortement pratiqués jusqu'alors, avaient été supprimés au congrès Fédéral de 1787, les hommes de la Révolution s'efforcèrent de ruiner définitivement la noblesse.

Or, nous venons de le voir, ce qui avait permis à cette caste de se maintenir forte et puissante, c'était précisément la transmission intégrale des domaines à un seul enfant, grâce à un certain nombre d'institutions successorales.

« Au couchant de la Monarchie, les services auxquels les privilèges avaient correspondu à l'origine, étaient si anciens, qu'ils étaient oubliés ; donc les privilèges étaient très difficilement supportés, ils ne pouvaient résister au puissant souffle d'égalité qui traversa les premiers mois de la Constituante ». (2).

Dans la nuit du 4 Août 1789, les privilèges féodaux disparaissent. Un décret du 15 Mars 1790, décide : « Tout privilège, toute féodalité ou noblesse des biens étant détruits, les droits d'aînesse et de masculinité à l'égard des fiefs, domaines et alleux nobles, et les partages inégaux à raison de la qualité des personnes, sont abolis ».

(1) A. de Tocqueville : l'ancien Régime et la Révolution, préface.

(2) Joseph Barthélémy.

Cependant la constituante obéissant à une préoccupation d'équité, distingua les droits féodaux d'après leur caractère et leur origine. Les droits personnels avaient été imposés par la force, et ils étaient contraire à la dignité humaine : C'était la corvée, ou droit pour le seigneur de réclamer, de tout ceux qui se trouvaient sous son autorité, un certain nombre de journées de leur profession, à son seul profit. Les droits personnels furent abolis immédiatement et sans indemnité.

Au contraire, les droits réels avaient à l'origine une convention : Le seigneur avait donné un champ, en retour, le paysan s'engageait à verser une prestation, soit en nature, soit en argent : Grains, volailles, denrées, ou fruits de la terre. Ces charges qui n'étaient en somme qu'un prix, furent maintenues, mais déclarées rachetables.

La convention ne se laissa pas arrêter par les scrupules, elle supprima radicalement le régime féodal, et pour en effacer toutes traces, ordonna même que tous les titres seraient brûlés. Ainsi les possesseurs de la terre en devinrent sur le champ, et gratuitement, les complets propriétaires, (17 Juin 1793).

Un autre décret du 17 Mars 1793, réduisit la quotité des biens dont le père de famille peut disposer et n'autorisa à en disposer qu'au profit des étrangers. « Ce nouveau régime successoral, décidant que tous les héritiers au même degré, succéderont par portions égales, aux biens qui leur sont déferés par la loi, devait dans l'esprit des législateurs révolutionnaires, servir à consolider le régime démocratique qu'ils venaient d'établir, comme sous l'Ancien droit, la succession avait servi à la consolidation du régime aristocratique. La monarchie qui vient de disparaître ne subsistait que par ce qu'elle s'appuyait sur de grandes familles riches et puissantes ». (1).

Or, à cette époque l'égalité que l'on voulait assurer entre

(1) Vallier : le fondement du droit successoral, th. Paris 1902, p. 198).

les héritiers était nécessairement une égalité en nature. Les hommes de la Révolution fortement individualistes et égalitaristes, avaient une conception de la transmission successorale nettement romaine, et s'entendaient à merveille avec les économistes qui espéraient que de nombreuses conséquences avantageuses découleraient du partage égal en nature des successions. Ils pensaient que l'extention de la petite propriété allait entraîner le développement de l'agriculture.

Il y eut bien quelques opposants qui firent remarquer que les exigences de la culture ne sont pas les mêmes dans toutes les parties de la France ; que la division des terres est utile ou funeste selon la qualité du terrain, et la nature des denrées que l'on y cultive. Deux Députés de la Normandie, Achard et Fondevieille défendirent le principe de la transmission intégrale de l'exploitation aux fils seulement : « Le Paysan, disaient-ils, veut que ses terres appartiennent à sa mort à ses garçons, parce que le socle de la charrue a été conduit par leurs mains ».

Cazalès se fit, devant la Constituante, le défenseur des bienfaits du testament pour le respect de l'autorité paternelle, pour la conservation d'une souche aînée dans la famille, pour le maintien de la meilleure exploitation des domaines fonciers, etc.. C'était déjà l'essentiel des idées reprises plus tard par Le Play et son école.

Mais cette critique ne fut point entendue, et la majorité de l'opinion voyait dans la division des propriétés et des biens reçus des parents « La Source la plus féconde de la prospérité publique ».

Par les lois successorales, la Révolution entendait lutter contre l'autorité du père de famille. Son grand dessin était la ruine de toutes les autorités traditionnelles. Il était dans la logique du plan, d'enlever au père le droit de tester.

D'ailleurs, la Révolution a obéi à une conception du « droit de disposition de l'homme » en honneur chez les philosophes du XVIII^{me} siècle. Ils admettaient que la propriété est un des

droits naturels et essentiel de l'homme, mais que ce droit n'allait pas au delà de la mort : « Est-ce que l'homme peut disposer quand il est réduit en poussière », demandait Robespierre à la Constituante.

Les Montagnards restèrent dans cette ligne, le jour où maîtres de l'Etat ils considérèrent que « L'Intérêt public est celui de l'égalité », et réglèrent en conséquence l'héritage.

« La machine à broyer le sol fut montée avec la plus ingénieuse et la plus savante technicité. Les ingénieurs s'appelaient Combacères, Merlin de Douai, Trouchet. Les rouages étaient multiples et divers : c'était l'égalité du partage sans distinction de biens, d'âges ni de sexe. Ensuite la multiplication du nombre des héritiers par la généralisation de la représentation. Mais l'innovation la plus dangereuse restait la suppression du droit de tester ».

A l'époque de la rédaction du code Civil, l'opposition au partage en nature se fait de plus en plus pressante et rallie un grand nombre de juristes éminents.

Malleville, Bigot de Préameneux et Portalis, déclarent que la ruine de l'agriculture est inévitable avec la règle du partage égal. Ils en montrent l'injustice dans certains cas dans une discussion du code Napoléon au Sénat : « Un laboureur a eu d'abord un fils qui se trouvant le premier élevé est devenu le compagnon de ses travaux ; les enfants nés depuis, étant moins nécessaires au père, se sont répandus dans les villes et y ont poussé leur fortune. Lorsque le père mourra sera-t-il juste que l'ainé partage également le champ amélioré par ses labeurs, avec ses frères qui sont déjà peut être plus riches que lui ».

On aurait pu espérer que les rédacteurs du code civil allaient enfin instaurer en France, un régime successoral qui répondrait aux besoins économiques et sociaux du pays et ne serait plus le soutien d'un régime politique et un instrument des luttes des classes comme il l'avait été sous l'ancien droit, et pendant la Révolution.

Il n'en fut rien, et la nécessité politique l'emporta encore une fois dans notre histoire. D'ailleurs Napoléon se rendait fort bien compte des résultats que donneraient l'application du Code Civil ; il le dit à son frère Joseph, Roi de Naples dans une lettre restée célèbre : « Etablissez, disait-il, un code civil, parce que, par lui, tout ce qui ne vous est pas attaché, va se détruire en peu d'année, et ce que vous voudrez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code Civil, il consolide votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est pas « fidéicomis » tombe et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous referez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher le Code Civil et m'a porté à l'établir ». (1).

C'est donc la crainte de voir se reconstituer une classe puissante de grands propriétaires terriens qui a empêché les rédacteurs du code civil d'apporter au principe d'égalité en nature dans les partages les tempéraments qu'exigeait l'intérêt économique et social du pays, bien compris.

§ III. — LE CODE CIVIL

Le Code Civil a retenu deux idées essentielles de la législation successorale de la Révolution Française :

D'abord l'unification de la législation ; les différences profondes qui existaient entre le droit écrit et le droit coutumier, ainsi qu'entre les diverses coutumes de chaque province, ont disparu.

Ensuite l'idée d'égalité entre les enfants et à l'intérieur des groupes de parents successivement appelés à recueillir l'hérédité, égalité qui est conçue comme devant être obtenue en nature.

Le code est revenu à une organisation très proche de celle que la Constituante avait voulu adopter en 1791 et qui n'avait pas été entièrement voté. L'esprit individualiste que nous

(1) Lettre du 5 juin 1806 de Napoléon 1^{er} au Roi Joseph, du Casse : Mémoires et correspondance politique et militaire du roi Joseph.

avons vu apparaître avec les philosophes a marqué son empreinte sur le régime successoral.

« On a sacrifié la dévolution familiale du droit coutumier pour se livrer entièrement à l'influence de la législation de Justinien. La nouvelle 118, point culminant et synthèse de l'évolution du droit successoral de Rome, sauvegardée sans interruption jusqu'à la brisure Révolutionnaire par son application aux régions méridionales de la France, a été le modèle sur lequel les rédacteurs du code ont calqué leur conception de la succession ab intestat. Il fallait en effet choisir ou créer. Un essai de conciliation entre les principes du droit écrit, et ceux du droit coutumier eut abouti à une organisation hybride non viable, et les essais de création du droit intermédiaire pouvaient être jugés exagérément systématiques et arbitraires. Aussi l'esprit de conciliation dont notre loi de 1804 est si généralement inspiré n'apparaît-il sur le terrain du droit héréditaire que par place et de façon limitée. L'esprit du droit Romain domine aussi bien la conception de la transmission que celle de la réserve. » (1).

Une des choses les plus nouvelles apportées par le Code Civil, c'est d'avoir placé côte à côte, les deux formes de transmission testamentaire et ab intestat ; Jusque là en effet on avait toujours vu l'une des deux formes imposer sa prééminence et marquer de son empreinte l'organisation du droit successoral.

Sans entrer dans les détails, examinons les principales dispositions du code Napoléon :

Le principe essentiel qui nous intéresse au premier chef, celui du partage égal en nature entre héritiers, au décès du père de famille, est posé dans les articles 826 et 832 § 2 du code civil, qui décide que « chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles de la succession ».

(1) Les Successions par Maury et Vialleton, traité pratique de droit civil, Planiol et Ripert, Paris 1928.

La première phase du partage consiste à replacer dans la masse successorale les biens dont le de cujus a pu disposer de son vivant à titre d'avancement d'hoirie au profit de ses héritiers. Ceux-ci devaient en faire le rapport en nature à leurs co-héritiers. Cependant, le rapport des meubles avait lieu en moins prenant, ainsi que le rapport des immeubles aliénés par le donataire (art. 868 et 860 du code civil). Le rapport en nature, aux termes de l'art. 859 du code civil, n'était pas non plus exigé, s'il y avait dans la succession des immeubles de même valeur et bonté, dont on pouvait former des lots à peu près égaux, pour les autres héritiers. Le père de famille pouvait donner un immeuble à l'un de ses enfants, non plus à titre de simple avance, mais pour l'avantager par rapport à ses frères et sœurs. Il en était ainsi lorsque la donation était faite par préciput et hors part. Si la valeur de l'immeuble donné ne dépassait pas les limites de la quotité disponible, la libéralité devait, bien entendu, être intégralement respectée, puisque le père de famille n'avait fait qu'user de la liberté de tester dans la mesure où la loi l'y autorisait. Mais si la donation excédait la limite légale et portait atteinte à la réserve, elle devait être réduite et ramenée à la quotité disponible. Cette réduction s'opérait en nature, l'héritier réservataire lésé était fondé à exiger que l'immeuble donné soit intégré dans la masse successorale, sauf les exceptions prévues par l'art. 866 et 924 du code civil.

La part de succession formant la réserve est transmise ab intestat aux héritiers que désigne la loi. Elle est par suite entièrement soustraite à la volonté du de cujus qui ne peut la modifier par l'effet d'acte à titre gratuit. Les opérations préliminaires terminées, il y a lieu de procéder au partage des biens héréditaires.

La règle du partage égal en nature présidait alors à la composition des lots. Sans doute, si tous les héritiers étaient majeurs et maîtres de leur droits, ils pouvaient procéder à un partage amiable. Composant les lots à leur gré, ils avaient toute liberté pour attribuer le domaine familial à l'un d'eux,

moyennant le paiement d'une soulte. Mais le partage judiciaire devenait obligatoire, toutes les fois qu'il y avait parmi les co-héritiers un ou plusieurs incapables, ou encore dans tous les cas, où les héritiers majeurs ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Tout héritier pouvait en effet à tout moment exiger le partage. Le juge saisi de la demande en partage jouait un rôle purement mécanique, il ne pouvait ni retarder les opérations, ni ordonner la continuation de l'indivision.

Le principe d'égalité en nature que les co-héritiers pouvaient écarter dans le partage amiable, reprenait ici tout son empire, il morcelait les biens, disloquait les exploitations entraînait la vente aux enchères publiques des domaines matériellement où économiquement indivisibles.

Les biens héréditaires ainsi divisés formaient des lots qui étaient tirés au sort entre les co-héritiers.

Cette réglementation n'était d'ailleurs pas une création artificielle de la loi : elle traduisait, comme on l'a fréquemment noté à juste titre, une donnée fondamentale de la psychologie et des mœurs françaises. A tel point que l'application de la loi par les intéressés était dans la plus part des cas plus égalitaire que la loi elle-même.

Il est vrai que pour parer aux inconvénients d'un tel système et pour permettre au père de famille de transmettre intacte à l'un de ses enfants, son exploitation, les législateurs de l'an XI. créèrent l'institution du partage d'ascendants. Ce pacte de famille devait dans leur pensée, protéger le domaine paternel du morcellement que produit le partage en nature, et permettre à l'ascendant de tenir compte dans la composition des lots des goûts et des aptitudes de ces enfants, tout en maintenant entre eux, l'égalité en valeur.

Cette institution n'a pas répondu aux espoirs qui l'avaient fait naître. La faute en est aux rédacteurs du code, qui n'ont consacré en cette matière, qu'un très petit nombre d'articles, et n'ont pas su la détacher franchement des règles admises pour le partage successoral.

De son côté, la jurisprudence chargée d'interpréter les textes du code, et d'en combler les lacunes, le fit d'une façon peu libérale et peu conforme à la volonté du législateur.

Le code civil marque donc, contre le morcellement du sol et pour la liberté du père de famille, un progrès qui s'en est arrêté là. Il a adouci les textes Révolutionnaires qui imposaient avec une rigueur draconienne l'égalité successorale. Mais son régime n'en est pas moins fondé sur une égalité assez stricte, que renforcent la prohibition des substitutions et celle des pactes sur succession future, et qu'affirme dans toute sa force l'article 832.

Les progrès réalisés pouvaient n'être qu'une étape ; ils ont été un aboutissement. Le mouvement n'a été repris ni par la monarchie légitime, cependant une restauration, ni par la dynastie d'Orléans, devenue légitime par la disparition de la branche aînée, ni par Napoléon III. Il faudra arriver jusqu'aux dernières années de la troisième République, pour voir se traduire dans une législation fragmentaire la préoccupation que cause au point de vue social, comme au point de vue production, le morcellement à l'infinie de la propriété.

« En instaurant dans toute son étendue le principe de l'égalité successorale, on peut dire que le code Napoléon a marqué la voie à toutes les législations Européennes. L'Angleterre, dernier refuge des traditions féodales, a renoncé elle-même aux droits d'ainesse, depuis 1926. Une longue expérience, poursuivie au cours des XIX^e et XX^e siècles, a établi et ancré dans l'opinion publique Européenne, l'idée d'égalité entre successibles, qu'elle ne demandait d'ailleurs qu'à adopter, et qui est devenue une des normes juridiques de notre temps » (1).

Mais l'expérience a fait apparaître quantité d'inconvénients à cela, la petite propriété, la petite exploitation, s'accommodent mal des partages qui viennent s'ajouter à chaque décès ; ce sont ces inconvénients là, que nous allons étudier dans le prochain chapitre.

(1) H. Vialleton, Regard sur quelques problèmes d'organisation successorale).

CHAPITRE III.

Résultats obtenus par le Régime des Successions établi par le Code Civil

Nous avons déjà dit que le partage égal en nature ne fut institué qu'en vue de dissoudre l'ancienne société gardienne de la tradition sociale. Il n'aurait donc du exister que pendant un temps assez limité, et il aurait fallu faire un retour en arrière au bout de quelques temps. Comme le dit l'économiste Anglais Young : « En somme les français sont allés beaucoup trop loin dans le partage des biens, et il en résulte une population malheureuse qui ne saurait exister dans une condition plus vile ».

Ce n'est d'ailleurs pas le principe lui-même du partage égal en nature, mais l'impossibilité d'y déroger pour attribuer à un seul enfant l'exploitation familiale, quand les circonstances l'exigent, qui entraîne dans l'ordre économique et social, les mauvais résultats que nous allons étudier.

§ I. — RÉSULTATS D'ORDRE ECONOMIQUE

Les rédacteurs du code civil, ont voulu multiplier le nombre des petits propriétaires, afin de créer une classe paysanne, base de soutien du régime démocratique qu'ils venaient d'instaurer en France. Ils espéraient en outre, que : « cette main d'œuvre passionnée et minutieuse, donnerait au sol son maximum de fécondité. »

Mais s'il est incontestable que le paysan, qui exploite lui-même son petit domaine en obtient un rendement bien supérieur à celui qu'en retirerait le fermier où le métayer d'un grand propriétaire, encore ne faut-il pas, que la terre ne soit divisée en parcelles trop petites, et que l'unité de l'exploitation soit rompue. Or c'est à ce résultat dommageable, pour l'économie rurale, qu'aboutit l'application brutale, et sans nuance du principe du partage égal en nature.

Il existe une limite au delà de laquelle il ne devrait plus s'imposer, car il faut laisser au moins à la petite propriété paysanne une superficie suffisante pour constituer une unité d'exploitation agricole capable de nourrir une famille de grandeur moyenne. Or cette petite propriété envisagée dans sa plus petite étendue, a été dans bien des cas détruite par le code civil, qui, dans sa réglementation rigide, n'a pas su distinguer le moment où il convenait de ne plus appliquer la division en nature des terres.

Il serait à souhaiter que chaque domaine fut suffisamment important pour nourrir la famille qui le travaille, et sur la qualité de cette nourriture ne soyons pas trop difficile ! La frugalité forcée du paysan, et, par lui allègrement supportée, aboutit à une alimentation insuffisante qui apparaît dans le nombre des malingres rejetés par les Conseils de Révisions.

Nous ne nous étendrons pas sur tous les inconvénients du morcellement et de la dispersion parcellaire, d'autres auteurs, beaucoup plus avertis que nous, les ont maintes fois développés. D'ailleurs la vie journalière nous montre à quel point ils sont importants :

Le paysan, dont les champs sont dispersés sur tout le territoire d'une commune va perdre un temps précieux pour se rendre de l'un à l'autre. Il devra emprunter des chemins d'exploitation mal entretenus, qui contribueront à une détérioration rapide du matériel agricole. Certains champs de faible superficie se trouvent situés très loin de la ferme, le paysan se souciera fort peu d'en entreprendre la culture, il les laissera

en friche. De sorte que si la grande propriété conduit à l'abandon des terres, la trop petite mène au même résultat.

Ainsi partagée, il sera impossible de faire des travaux rationnels de drainage et d'irrigation. Quant à l'emploi des machines modernes, il sera impossible. Leur utilisation pour l'exploitation de petits champs dispersés ne présenterait aucun intérêt. Et pourtant à une époque où la main d'œuvre agricole se fait de plus en plus rare, par suite de l'exode vers les centres urbains, et la dénatalité, l'emploi de tous les procédés technique nouveaux serait désirable.

Un autre inconvénient, aussi important, est de détruire l'unité de l'exploitation. Un domaine d'un seul tenant procure un rendement bien supérieur à un autre de même contenance et de même qualité composé de parcelles séparées, les unes des autres.

Monsieur Louis, nous donne quelques proportions de rendement qui donnent une idée de l'importance de cette remarque (1) :

1) pour un quintal de blé, lorsque la surface moyenne des parcelles passe : a) de un hectare à 33 ares, les frais de production subissent une augmentation de 33 %,

b) de un hectare à 16 ares de 79 % ;

2) Pour un quintal de pommes de terre, lorsque la surface moyenne passe :

a) de un hectare à 33 ares, les frais de production subissent une augmentation de 24 % ;

b) de un hectare à 16 ares de 46 %.

D'autre part, une exploitation suppose la réunion d'un certain nombre d'éléments qui se combinent, se coordonnent, et se complètent pour réaliser un tout homogène. Le centre de l'exploitation sera la ferme, avec son étable et sa basse-

(1) Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine, page 127.

cour, tout au tour le père de famille se sera efforcé de grouper un certain nombre de champs aux cultures variées, appelant les soins du cultivateur à des époques différentes de l'année. Lorsque le père disparaîtra, l'exploitation sera disloquée par le partage en nature, et tous les efforts du père qui a passé peut être toute sa vie à économiser pour accroître son patrimoine, et composer un tout, auront été vains. Les petites parcelles attribuées à chaque héritier n'auront plus de valeur, tant qu'elles ne seront point réunies à une autre exploitation qui sera bientôt à son tour divisée. L'enfant s'il n'a pas les moyens et le courage d'entreprendre cette tâche ingrate, sera obligé de vendre son lot, et s'acheminera vers la misère des villes ouvrières.

Si la vente se fait en bloc, cela permettra sans doute d'éviter la dislocation de l'exploitation, mais, cela aura tout de même pour résultat de la faire passer entre des mains étrangères, et la famille n'ayant plus la base solide d'une terre, sera divisée et dispersée.

Où encore, le tirage au sort des lots conduira à attribuer la terre à ceux que leur éducation, ou leur profession rendent incapables d'exploiter, tandis que les autres, habitués à ce travail iront grossir la population des villes.

On a tâché de remédier à ces conséquences désastreuses par le remembrement du sol, en s'efforçant de favoriser les échanges individuels ou collectifs de parcelles ; mais les paysans ont fort peu profités de ces avantages et les résultats n'ont pas été ceux que l'on pouvait attendre.

Ce n'est pas d'ailleurs seulement pour les exploitations agricoles que nuit le partage égal en nature, les établissements industriels ou commerciaux, les petites entreprises en souffrent également.

Le petit artisanat, sous toutes ses formes, si réputé pour la perfection et la variété des articles qu'il fournit, la petite entreprise familiale, difficilement partageable, administrée par un patron propriétaire, suivant les règles traditionnelles de

sagesse et de prudence, disparaîtront à la mort du père, si les enfants ne s'entendent pas pour continuer ensemble l'exploitation, ou pour la confier à un seul d'entre eux.

La crise dont nous avons souffert pendant cette période d'entre deux guerres, dûe en partie à l'extension démesurée des grandes entreprises qui ont développé d'une manière excessive leurs moyens de production, prouve l'intérêt qu'il y aurait à protéger et à favoriser les petites exploitations.

L'œuvre que le père a fondée par son génie et sa prévoyance est fatalement destinée à périr dans le système du partage forcé. En fait, elle est presque toujours vendue à un étranger, où partagée en nature, et dans les deux cas, elle perd les conditions de succès liées aux traditions et au nom du fondateur.

Ces quelques observations, que nous avons faites, pourraient être multipliées à l'infini dans tous les domaines de l'activité économique, et nous pouvons conclure avec M. Thaller : « Nous roulons positivement à l'abîme, avec ce dogme sacro-saint du partage égal qui a pris depuis le code civil, la valeur d'une loi morale indiscutable. Il n'y a plus pour un homme d'entreprises d'intérêt durable dans l'existence si son œuvre ne peut lui survivre. Or cette œuvre n'est transmissible que dans son indivisibilité... La transmission intégrale du foyer en prenant ce mot suivant son sens le plus large, est indispensable à la continuité de la vie ; sans elle, tout n'est que secousse, accoups brusques, transitions ». (1).

§ II. — RÉSULTATS D'ORDRE SOCIAUX

Si le partage égal n'a pas eu en France, une action aussi destructive sur la propriété qu'on aurait pu le craindre, c'est qu'il a été en partie neutralisé par deux causes qui sont d'ailleurs plus funestes encore : le malthusianisme, qui évite la division de la terre entre les enfants, en supprimant les

(1) Thaller, la réforme sociale 1897, tome II, p. 187.

enfants ; et l'émigration des campagnes, qui « la même où il y à plusieurs enfants, n'en laisse qu'un sur la terre, si même il en reste un ».

L'organisation successorale est le partage dans le code civil ne sont peut être pas les seules causes de la dénatalité, et de l'exode rurale, ils n'en sont pas moins un des facteurs de première importance.

I) Dénatalité :

La situation démographique de la France est angoissante. La crise des naissances qui a commencé très tôt dans notre pays n'a fait qu'empirer ; l'excédant des naissances sur les décès, diminuant sans cesse, s'est changé en déficit depuis 1935. Il meurt plus de Français qu'il n'en vient au monde, et la dépopulation s'accroît avec une effrayante rapidité. Le nombre des naissances qui dépassait le million il y a soixante ans, n'a été en 1938, que de 612.000. L'excédent des naissances sur les décès était déjà faible en 1930 : 71.000, mais en 1938, (nous n'avons pu obtenir les chiffres pour 1939 et 1940) ce sont les décès qui ont dépassés les naissances de près de 35.000. Or en cette même année l'Allemagne s'est accrue d'environ 500.000 habitants et l'Italie de 425.000. La comparaison n'est pas rassurante. La France devient un pays de vieillards ce qui signifie, une augmentation de la mortalité ; si l'évolution se poursuit au même rythme que dans les dernières années, la natalité diminuant, la mortalité augmentant, elle prendra bientôt l'aspect d'une catastrophe. Les prévisions des statisticiens sont d'ailleurs éloquents : La France qui comptait en 1935, 41.426.000 habitants, n'en aura plus en 1945 que 40.702.000 et en 1985, que 29.645.000 soit une perte de 12.000.000 en 50 ans. Mais si ces chiffres devenaient une réalité, la France pourrait-elle se relever, et existerait-elle encore à cette époque ?

De nombreux auteurs s'attaquent au principe de l'égalité en réclamant l'abolition de la réserve, afin que le père de famille puisse répartir en toute liberté, ses biens entre ses

enfants. D'autre veulent seulement substituer « l'égalité en valeur à l'égalité en nature ».

C'est Frédéric Le Play, qui le premier mena la campagne restée célèbre, contre la règle du partage égal en nature dans ses ouvrages : *La Réforme Sociale en France*, et *l'Organisation de la Famille*.

Il préconise, nous l'avons vu, la réhabilitation de la « famille souche », le père conservant près de lui tous ses fils mariés et exerçant sur eux une autorité fort étendue. Sauf quelques objets mobiliers, la propriété reste indivise entre tous les membres.

Il est exact, que le partage forcé qui matériellement détruit le foyer par la licitation périodique, et qui substitue à l'esprit de famille, l'égoïsme individuel, provoque directement la stérilité des mariages. Le père de famille qui a travaillé toute sa vie, pour arrondir sa propriété, pour la doter de tous les bâtiments et de tous les instruments qui lui sont nécessaires, ne peut envisager sans grande tristesse, la dislocation de son exploitation qui se produira après sa mort, si la présence de nombreux héritiers oblige à donner à chacun d'eux une partie égale de terres et de bâtiments, où sa vente, si le partage est impossible. Il sera amené, s'il veut assurer la transmission intégrale de son domaine à un seul de ses enfants, « A avoir un fils unique, puisque la loi ne lui permet pas de faire un fils aîné ».

Il est certain que dans bien des cas, le Paysan préfère mutiler sa famille que son domaine. S'il pouvait laisser à l'un de ses enfants le plus capable, son exploitation, cette restriction volontaire des naissances disparaîtrait peut être. Les autres enfants arriveraient par surcroît.

Un exemple frappant qui vient à l'appui de nos dires, est donné par le recensement de la population de deux départements Français : Dans le département des Basses-Pyrénées, on pratique l'attribution intégrale, institution plus ancienne et plus forte que la loi. Les Hautes Pyrénées au contraire, ont

abandonné cet usage. Or le recensement de la population dans ces régions, a indiqué que sur 1,000 familles, le nombre de celles ayant plus de six enfants, était de 66 dans les Basses-Pyrénées, alors que dans les Hautes Pyrénées il n'était que de 28.

Nous avons déjà constaté que la famille vivait unie grâce aux ressources que lui fournissait son patrimoine. A la suite de la vente du domaine paternel, la famille est désorganisée, et ses membres se dispersent : « Ainsi isolé, l'homme ne songe qu'à lui, se sert au plus vite, s'accroche et mange tout ce qu'il peut, et finira par découvrir qu'en pareil endroit, la meilleure solution le parti le plus sage, est de vivre célibataire après avoir mis son bien en viager » (1).

Il ne faut cependant pas attribuer un rôle exagéré aux lois successorales dans les causes de la dénatalité en France. Certes, elles ont leur importance, mais n'est-ce pas plus tôt un état moral, qui lui-même est le résultat d'une évolution économique et sociale générale ? le souci du luxe et de la vie aisée, est bien autrement important dans la stérilité des mariages. L'individu recherche égoïstement du bien être et cela le conduit à restreindre les naissances.

Il faudrait persuader tout individu que c'est un devoir pour quiconque est en mesure de le faire, de fonder une famille, d'en accepter avec les joies, les obligations. C'est tout un état moral à réformer : « Il faut lutter contre l'individualisme, qui fait que l'individu se prend pour un absolu, et oublie qu'il y a des obligations vis à vis de la collectivité ».

Une politique de défense familiale exercera une influence heureuse sur la natalité, en créant un mouvement d'opinion qui contribuera à modifier l'état moral actuel de notre société. Dans cette politique, il est certain que la réforme de notre régime successoral, dans le sens de la transmission intégrale, a un rôle à jouer, c'est ce qu'a bien compris le nouveau Gouvernement, dans les dernières lois qui ont été promulguées.

(1) Taine, La Révolution tome III, p. 425.

2) L'exode rural

La terre, divisée entre les nouveaux héritiers après chaque décès, finit par être insuffisante pour les faire vivre ;

Ils vendent et émigrent vers la ville, où ils espèrent trouver une vie plus facile, et un sort mieux assuré.

C'est la statistique elle-même qui nous le dit :

De 74,5 % en 1851, l'importance relative à la population rurale en France n'était plus que de 40,8 % en 1931.

Monsieur Caziot constate une diminution de 31,7 % du nombre des habitants de 1851 à 1936, dans 13 départements pris parmi ceux à caractère plus particulièrement rural. De 1892 à 1929, 1.700.000 foyers agricoles ont disparus ;

En 1937, à la suite de l'application de la loi du 40 Heures, les compagnies de Chemin de Fer ayant dû augmenter leur personnel plus de 500.000 demandes ont été adressées par des ruraux.

Ces chiffres se passent de commentaires ; il faut prendre des mesures énergiques car cet abandon des campagnes présente des inconvénients extrêmement graves, tant dans l'ordre économique, que dans l'ordre social. Notre défaite hélas, nous le montre suffisamment.

Le rendement de la terre, délaissée par les jeunes générations, décroît dans des proportions alarmantes. Combien de terres sont laissées en friches ! L'absence de bras, est la cause de tout cela, car dans la petite culture, si répandue en France, on ne peut guère utiliser les perfectionnements du machinisme agricole.

Les causes de cette maladie sont sans doute nombreuses et du même ordre que celles que nous avons trouvées dans la diminution de la natalité. Mais le régime successoral et le partage en nature, en est sûrement une des plus importante.

Au décès du père, les enfants ne recevant qu'une parcelle insuffisante pour nourrir une famille, se voient obligés d'abandonner la terre. Si l'exploitation n'est pas facilement parta-

geable, le législateur n'en permettant pas l'attribution a un seul enfant, il faudra la liciter, au risque de la voir passer entre des mains étrangères, cette possibilité va émousser la solidarité de la famille ; les fils arrivés en âge de travailler, émigreront vers la ville, se souciant fort peu de consacrer leur labeur a cultiver un sol, que le partage fera sortir de la famille ; le découragement gagne les cœurs les plus robustes.

« Ainsi tout œuvre durable est interdite, et dans les foyers démolis par le partage, s'éteint l'esprit de famille, et avec lui disparaît l'amour de la tradition nationale ».

CHAPITRE IV

L'Evolution du Droit Positif depuis le Code Civil

Tenant compte de toutes les considérations que nous venons d'examiner, la jurisprudence et la pratique notariale avaient essayé d'amender les règles légales du partage : Effort pour réaliser l'attribution directe, sans tirage au sort, ou assouplissement du partage d'ascendant par exemple ; la donation partage anticipée, la sous estimation de la terre, permettant de la donner à un seul enfant, la simulation d'un passif fictivement mis à la charge de l'héritier attributaire du sol, et venant déduction de sa part, ont été d'autres procédés très souvent employés. Mais sans doute, faut-il pour que de tels moyens réussissent, que chacun des intéressés donne bon gré, mal gré son consentement, sans cela, les lois de la réserve et son attribution en nature joueraient pour les empêcher ; d'ailleurs ces tentatives eurent forcément une portée limitée, quel qu'ait été la volonté de leurs auteurs.

Vers la fin du XIX^e siècle, un mouvement général s'est formé, auquel il semble bien que la voie ait été ouverte par « L'Auerbenrecht Allemand », forme de dévolution traditionnelle dans plusieurs régions de l'Empire, et que le code civil de 1900 n'a fait que reconnaître et consacrer tel qu'il existait depuis longtemps.

Le législateur Français, mis à part quelques projets qui n'ont pas abouti, et des mesures temporaires prises à l'occasion de la guerre de 1914-1918 (Lois du 19 mars 1917, du 15 Mars 1919, et du 17 mars 1919) a d'abord orienté ses

efforts par des mesures partielles dans deux directions :

Tout d'abord, quelques dispositions législatives, relatives à certaines catégories de biens, sont venues modifier dans une certaine mesure, les règles normales de la succession ab intestat. Le législateur s'est en effet préoccupé d'éviter le morcellement des biens, et d'organiser leur transmission intégrale.

Ces dispositions ont été prises pour les habitations à bon marché (Loi du 12 Avril 1894, art. 8 ; Loi du 5 Décembre 1922, art. 81) et pour le bien de famille insaisissable (Loi du 12 Juillet 1909, art. 18). La loi du 13 Février 1937, est venue ensuite unifier les règles spéciales à deux catégories de biens :

Le Juge obtient la possibilité d'ordonner le maintien de l'indivision malgré l'opposition de certains des ayants droits. D'autre part, l'un des co-propriétaires peut obtenir l'attribution intégrale du bien, sur estimation, les autres co-indivisaires, devant se contenter de soultes. Ces dispositions ont été pratiquement assez peu appliquées, par suite, en particulier, du petit nombre des biens de famille effectivement constitués. D'après le rapporteur qui exposait les motifs du décret-loi du 14 juin 1938 (J. O. 15 Juin 1938, p. 6747) il y en aurait eu à peine 300 ; mais elles ont joué le rôle de précurseur, ainsi que nous nous proposons de le montrer.

D'un autre côté, on a favorisé l'action de la volonté du de cujus, en permettant à ce dernier d'organiser par des libéralités la répartition de ces biens jugée la plus souhaitable, et la plus conforme aux aptitudes des successeurs éventuels. Le législateur s'est engagé dans cette voie, avec l'art. 73 de la loi du 1^{er} Juin 1924, disposition spéciale à l'Alsace-Lorraine, et surtout avec la loi du 7 Février 1938, dont l'objet principal était de réformer le partage d'ascendant, mais qui a également rapporté certaines modifications aux règles du rapport et de la réduction.

Principes généraux de la réforme apportée par le décret-loi du 17 Juin 1938

L'idée directrice de la Réforme a été la préoccupation de lutter contre le morcellement des exploitations rurales. De fait les paragraphes principaux du décret, appliquent aux exploitations rurales dont la valeur ne dépasse pas une certaine limite, les dispositions imitées de celles mentionnées plus haut, pour les habitations à bon marché, et le bien de famille : Maintien forcé de l'indivision et attribution intégrale.

Mais le décret va beaucoup plus loin dans ce sens, il modifie également le droit commun des successions. Les réformes visent tous les immeubles, et ont même parfois un domaine d'application plus large. Le décret change les règles de l'art. 832 du code civil, applicables à la composition des lots dans le partage, pour lutter de façon générale contre le morcellement des immeubles, et la division des exploitations.

D'un autre côté, complétant la loi du 7 Février 1938, et essayant de consolider le plus possible les attributions réalisées par le *de cuius*, le législateur réforme de façon profonde, le rapport et la réduction des libéralités immobilières.

Si l'on veut donner le sens général de ces réformes, on peut dire que l'égalité en nature, que nous avons critiquée dans le chapitre précédent s'efface pour faire place à une égalité en valeur.

La contre partie de ce système d'attribution intégral, est que l'attributaire va devenir débiteur de soultes, ou indemnités importantes, à l'égard de ses co-partageants, car le principal de l'égalité entre co-héritiers subsiste dans toute son étendue. La généralisation des soultes, relève des problèmes fiscaux et des problèmes de financement essentiels au bon fonctionnement du système ; (Voir notre deuxième partie).

Les expériences étrangères qui ont précédé la réforme Française, en Allemagne et en Suisse notamment, et dont nous

dirons quelques mots plus loin, démontrent cependant que les problèmes relatifs au règlement des soultes et indemnités, sont en la matière des problèmes de premier plan.

Réformes plus récentes apportées par le nouveau gouvernement.

Aussitôt après l'Armistice, le gouvernement, aux prises avec la tâche de reconstruction nationale, a mis les problèmes agricoles au premier plan de ses préoccupations. Dès le 20 Juillet 1940, une loi est intervenue, étendant le domaine d'application des dispositions relatives aux exploitations rurales. Le système successoral spécial, pouvant comporter le maintien forcé de l'indivision, et la transmission intégrale, est légèrement remanié, notamment en ce qui concerne les délais pour le paiement des soultes, et surtout est rendu applicable aux exploitations dont la valeur cheptel et outillage compris, est inférieure à 400,000 Frs.

Deux lois du 9 Novembre 1940, sont encore venues apporter quelques modifications. La première reprend à nouveau le problème du paiement des soultes, La seconde réglementant les droits de successions, contient un article 16, qui modifie l'article 440 bis du code de l'enregistrement, et étend l'exonération de droit de soultes et de retour.

Ces réformes encore partielles sont ainsi que nous le verrons très utiles, on peut cependant regretter que le législateur n'ait pas procédé à une refonte plus complète du décret-loi du 17 Juin 1938, afin d'éliminer les difficultés et trancher les controverses que les commentaires ou l'application pratique, ont fait apparaître.

§ 1^{er}. — MESURES CONCERNANT TOUTES LES SUCCESSIONS

1) Le code civil s'était déjà préoccupé de ne pas morceller les immeubles et les exploitations qui pouvaient constituer un patrimoine familial. En effet, l'art. 832 dans sa disposition

initiale indiquait que : « dans la formation et la composition des lots, on doit éviter autant que possible, de morceler les héritages, et de diviser les exploitations ».

Cependant, comme on le sait, l'interprétation et la pratique avait fait prévaloir une autre préoccupation inscrite dans la suite du texte, ainsi que dans l'art. 826 : Assurer l'égalité en nature des lots, ce qui conduisit en définitive dans la plus part des cas, au morcellement, ou à la licitation. La loi du 7 Février 1938, avait réalisé une réforme partielle, en indiquant dans l'art. 1075 du code civil, que les partages d'ascendants tout au moins échapperaient quant à la composition des lots, aux règles néfastes des art. 832 et 826 du code civil.

Le décret du 17 Juin 1938, décide que dans les partages, la préoccupation de ne pas morceler les fonds de terre et de diviser les exploitations, doit passer avant le souci d'attribuer à chaque héritier des biens de chacune des sortes qu'on retrouve dans la succession.

Désormais, la hiérarchie des préoccupations est inversée. La disposition est générale, elle vise tous les immeubles d'une part, et d'autre part, toutes les exploitations formant une unité économique, non seulement les exploitations agricoles, mais aussi les exploitations industrielles, commerciales, ou artisanales. L'application de cette disposition comporte inévitablement que l'inégalité des lots en nature soit compensée par des soultes, complétant les lots les plus petits. En résumé, le législateur se contente de l'égalité en valeur.

Quant à la préoccupation de l'égalité en nature, elle ne réapparaît que de façon subsidiaire : « Dans la mesure où le morcellement des héritages et la division des exploitations peuvent être évités », dans ce cas seulement « chaque lot, doit autant que possible, être composé, soit en totalité, soit en partie, de meubles ou d'immeubles, de droits, ou de créances, de valeurs équivalentes ».

Cette réforme a recueilli à juste titre, une approbation unanime, il y a lieu de la considérer comme applicable dans tous les partages, notamment ceux de communauté ou de société. Il n'y a aucune raison, bien au contraire, d'écarter le renvoi aux articles 1476 et 1872 du code civil.

Quel que soit le mérite de la règle nouvelle, on doit cependant remarquer que l'inconvénient du partage, surtout quand il est fait judiciairement, le tirage au sort des lots, qui exclue toute attribution faite avec intelligence, n'a pas été supprimé, par la loi nouvelle.

En effet, aucune modification n'a été apportée à l'art. 834 alinéa 2, du code civil. L'exploitation mise dans un seul lot peut donc, par l'effet du hasard être attribuée à un héritier qui ne présente pas les aptitudes nécessaires pour en assurer la direction et qui s'empressera de l'aliéner. Pour éviter ce résultat nuisible, qui aboutira souvent à faire sortir l'exploitation du patrimoine familial, si l'attributaire l'aliène à un étranger, le juge préférera recourir à la licitation.

La réforme risque donc du fait du maintien du tirage au sort des lots, de manquer un des buts que lui a assigné le législateur : Assurer la conservation de l'exploitation dans la famille. On peut dans ces conditions se demander si les tribunaux ne seront pas en droit d'affranchir le partage judiciaire de cette obligation lorsque celui-ci apparaîtra comme une mesure de protection inopportune.

Cette solution n'a pas été pratiquement admise, les nouveaux textes, en effet, ne reconnaissent pas ce droit au juge, ils ne font allusion qu'à la composition des lots, et non à la répartition entre les héritiers.

2) Dispositions tendant au maintien des attributions faites par le de cujus

a) Rapport des immeubles en moins prenant.

Le père de famille, qui désire transmettre son exploitation à celui de ses enfants qu'il juge le plus capable d'en assurer

l'administration, mais qui n'entend pas effectuer le partage de biens, aura recours au procédé de la donation et du leg.

Son choix entre les deux modes de disposition à titre gratuit, sera dicté par l'intention qu'il a de se démettre de la gestion de son exploitation, de son vivant, ou, au contraire d'en conserver la direction jusqu'à son décès.

Sous l'empire du code civil, aucun obstacle ne s'opposait à ce que le père donne où lègue ainsi son exploitation, à un seul de ses enfants, mais le maintien de la disposition rencontrait à son décès, des difficultés nombreuses, parfois insurmontables. Par le jeu des règles du rapport et de la réduction, l'exploitation faisait fréquemment retour à la succession du donateur ou du testateur.

Le bénéficiaire d'une libéralité est en principe tenu d'en faire le rapport en nature à la succession du donateur, afin que soit maintenue l'égalité entre héritiers. Cela consiste à replacer dans la succession l'objet donné lui-même, de façon que cette masse soit composée comme si l'objet n'en était jamais sorti ; c'est un rapport réel.

Le rapport en moins prenant est au contraire un rapport fictif, l'héritier garde ce qui lui a été donné, et il le prend en moins dans la masse de la succession.

Or, l'article 859 du code civil, obligeait l'enfant qui a reçu de son père une exploitation immobilière en donation, à en faire le rapport en nature à la succession de ce dernier. Le décret-loi du 17 juin 1938, renversant le principe ancien, décide que désormais, le rapport des immeubles ne peut être exigé en nature.

Au premier abord, la formule paraît signifier seulement que le gratifié peut, s'il le veut, rapporter en moins prenant, mais qu'il pourra opter si cela lui convient, pour le rapport en nature. Cette interprétation trop favorable au gratifié, ne peut être maintenue : Le législateur n'a pas voulu lui donner l'avantage exorbitant d'une option lui permettant de choisir le mode de rapport le plus favorable ; il a entendu consacrer

pour les immeubles, la règle déjà admise pour les meubles dans l'article 868 : Le rapport doit en principe avoir lieu en moins prenant. L'avantage évident de la réforme est de maintenir au successible le bien qui lui a été attribué par le déposant, les co-héritiers recevant une compensation en valeur.

Quant à la valeur rapportable, elle est déterminée par l'article 860 : « Le rapport en moins prenant est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de la donation ». Cette réforme avait été largement amorcée, sinon entièrement réalisée, par la Loi du 7 Février 1938. Celle-ci avait déjà modifié l'article 860 qui prévoyait le rapport en moins prenant de l'immeuble, lorsque celui-ci avait été aliéné avant l'ouverture de la succession. Dans ce cas particulier, la loi du 7 Février 1938, prescrivait que le rapport se ferait de la valeur de l'immeuble à l'époque de la donation. Les commentateurs de la loi inclinaient en général à étendre cette solution à tous les cas, où par exception le rapport des immeubles avait lieu en moins prenant.

Cependant un doute pouvait subsister. Il a disparu avec la nouvelle rédaction de l'article 860, qui vise de façon générale le rapport en moins prenant des immeubles. La règle est la même que celle admise pour l'estimation de la valeur rapportable, en ce qui concerne les meubles (article 868). Elle est d'ailleurs en harmonie avec la règle applicable, pour l'estimation des biens donnés en matière de réduction depuis la réforme de l'article 922, par la loi du 7 Février 1938.

L'innovation réalisée en matière immobilière permet d'ailleurs d'assurer certaines solutions relatives au rapport en moins prenant des meubles. S'il y a eu quelques doutes en cas de donations portant sur des valeurs mobilières, quant à l'opportunité d'une estimation au jour de la donation, ces doutes doivent disparaître puisque telle est désormais la règle générale, accordée, comme il a été dit plus haut, avec la solution également nouvelle pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible. De même il paraît certain pour les

donations de numéraires en monnaie étrangère que l'évaluation doit être faite d'après le cours du change, au jour de la donation ; En cas de rapport des dettes, procédé technique de règlement destiné à réaliser l'égalité entre co-partageants, c'est l'estimation d'après le cours du change au jour du partage, où de la jouissance divise, qui tend à prévaloir, ainsi que l'on sait.

On peut donc dire, que selon le nouvel article 860, l'immeuble rapportable en moins prenant se trouve fictivement transformé, dès la donation en une somme d'argent égale à la valeur du bien donné à la date de l'acte. Les risques de perte comme les chances de gain sont pour le donataire. Même si l'immeuble vient à périr par cas fortuit, ou de force majeure, le donataire devra la somme rapportable fixée une fois pour toutes. Si l'immeuble fait l'objet d'une expropriation ou d'une vente forcée, même sans la faute du donataire, il ne semble pas que l'on puisse maintenir la règle ancienne qui autorisait le rapport du prix d'adjudication, ou de l'indemnité attribuée au donataire ; l'expropriation où la vente forcée sont des risques comme les autres, sans influence sur la valeur rapportable que la loi fixe au jour de la libéralité.

Les dispositions nouvelles ne sont pas d'ordre public. La volonté des parties peut y déroger :

Ainsi que l'article 859 le prévoit, une clause de l'acte de donation peut imposer le rapport en nature. Un tel rapport ne peut d'ailleurs plus avoir que cette origine volontaire. Bien que le texte ne le dise pas, le rapport en nature pourrait être prescrit par une donation postérieure. Mais en ce cas, et en raison des risques qu'il présente pour les tiers ayant acquis des droits du donataire, il faudrait décider que le rapport en nature, ainsi stipulé, ne pourra nuire aux droits antérieurement acquis. Il semble même qu'il faudra exiger la transcription pour rendre opposable aux tiers la clause du rapport en nature.

Mais quels seront les droits résolus par le rapport en nature ? Avant la réforme de 1938, le rapport entraînait la chute des charges, qui pouvaient constituer des droits

réels émanant du donataire (article 865) mais les aliénations demeuraient valables ; il y avait lieu, seulement en cas de rapport en moins prenant, grace à l'exception de faveur que l'article 860 formulait. L'ancien article 860 a disparu et le texte a reçu un contenu nouveau. Il semble cependant qu'il y ait lieu de maintenir la règle dans sa rédaction primitive. Le législateur n'a pas entendu modifier le statut du rapport en nature lorsqu'il demeure exceptionnellement applicable ; on ne concevrait d'ailleurs pas que ce rapport devienne plus rigoureux au moment précis où le rapport en moins prenant se généralise. On peut enfin, en faveur de cette thèse, argumenter que l'article 865 demeure intact, et qu'il parle uniquement de résolution des « charges ».

Le nouveau texte de l'article 860 indique enfin très clairement que l'on peut déterminer différemment la valeur rapportable.

b) Modification, au mode de réduction des donations immobilières.

Lorsqu'une libéralité a été prélevée pour partie au moins sur la réserve, il convient de la réduire pour la ramener exactement au niveau de la quotité disponible. Pour opérer cette réduction, l'héritier réservataire lésé, dispose d'une action lui permettant de faire anéantir la libéralité.

Toutes les dispositions à titre gratuit excessives tombent sous le coup de la réduction, qu'elles soient faites en avance-ment d'hoirie ou par préciput et hors part. Cette opération est régie par des règles identiques et produit les mêmes effets, quelle que soit la forme de la libéralité.

Le père de famille peut désirer attribuer son exploitation à l'enfant qu'il a jugé le plus capable de la diriger, non plus à titre de simple avance, mais avec l'intention de l'avantager par rapport à ses frères et sœurs. Il lui fera dans ce cas un legs ou une donation avec dispense de rapport.

Si la valeur de cette exploitation ne dépasse pas les limites de la quotité disponible, la donation où le legs doit être

intégralement respecté. Le père n'a fait qu'user de son droit.

Mais si la libéralité excède la limite légale et porte de ce fait atteinte à la réserve, les co-héritiers réservataires de l'enfant attributaire sont en droit d'en exiger la réduction en nature. Ce cas se présente fréquemment lorsque l'exploitation familiale constitue le principal de la fortune du père de famille.

Réintégrée dans la masse successorale, à la suite de l'action en réduction, l'exploitation est partagée entre tous les co-héritiers, proportionnellement à leur quote part héréditaire ou licitée, si elle est jugée matériellement ou conomiquement indivise.

L'attribution désirée par le père est donc anéantie.

Cependant, l'article 866, dans sa rédaction primitive prévoyait une exception à la réduction en nature limitée par des conditions très strictes : Une libéralité immobilière préciputaire ayant été faite à un réservataire, et excédant la quotité disponible, le retranchement ne pouvant d'autre part être effectué commodément en nature, le réservataire était autorisé à retenir l'immeuble à la condition que le dépassement fût inférieur à la moitié de la valeur de l'immeuble. En ce cas, l'excédent était imputé sur la part de réserve du gratifié et, s'il y avait encore un solde, il était réglé en valeur aux autres réservataires.

Le nouveau texte est tout différent. Il est inspiré d'un précédent constitué par l'article 73 de la loi du 1^{er} Juin 1924, disposition spéciale à l'Alsace-Lorraine. L'article 866 nouveau a un nouveau domaine d'application beaucoup plus large en vue de maintenir certaines attributions réalisées par les libéralités du *de cujus*.

Donataires et légataires pouvant se prévaloir de la nouvelle disposition :

Il faut qu'il s'agisse de libéralités adressées à un successeur. L'ancien texte, dans l'interprétation admise ne visait que les libéralités adressées à un réservataire.

Le nouveau texte est beaucoup plus large. On doit prendre le mot successible au sens le plus étendu englobant tout héritier quel que soit son ordre et son degré de parenté. Dans la catégorie des successibles il faut même inclure le conjoint survivant bien qu'il soit successeur irrégulier, car il fait l'objet d'une mention spéciale pour des libéralités portant sur certains objets dont il va être parlé.

Toutefois l'article 866 ne jouerait pas si le successible avait renoncé, anéantissant ainsi son droit héréditaire, ou s'il était écarté comme indigne. (Cette dernière opinion est rejetée par M. de Naurois qui inclinerait à limiter le bénéfice du texte au seul réservataire). (1).

Biens pouvant bénéficier de la réduction par équivalent :

L'objet de la libéralité doit être un immeuble ou une exploitation agricole. Le mot immeuble est clair et se suffit à lui-même. L'expression exploitation agricole prête à plus de discussions. Un auteur s'appuyant sur le fait que les immeubles sont mentionnés par ailleurs a soutenu que le texte viserait l'exploitation agricole mobilière fondée non sur un droit de propriété immobilière, mais sur un droit de bail, et sur la propriété des biens mobiliers (2). Cette opinion nous paraît inexacte : Le législateur a sans doute mentionné l'exploitation agricole à côté de l'immeuble, afin qu'il soit possible d'écarter la réduction en nature pour tous les accessoires de l'exploitation, qu'ils soient ou non immeubles par destination. (3). Remarquons, d'autre part, que les exploitations industrielles ou commerciales ne sont point visées alors qu'elles l'étaient par l'article 73 de la loi du 1^{er} Juin 1924.

Lorsqu'il s'agit du conjoint, l'article 866 nouveau s'applique aussi pour les libéralités portant sur les objets mobiliers ayant

(1) L. de Naurois. Le décret loi du 17 Juin 1938, L'Hermine 1939, p. 17.

(2) Voirins, lois nouvelles 1938, p. 341.

(3) Desbois D. P. 1938, 4, 361 et suivants.

servi au ménage commun des époux. On comprend aisément les raisons de décence qui ont fait protéger spécialement des libéralités de cet ordre, dont le but est de conserver au survivant des objets dont il avait l'usage.

Dispositions à titre gratuit soumises à l'article 866 nouveau :

Il faut que la libéralité soit « faite sans obligation de rapport en nature ». Il résulte de là tout d'abord que l'article 866 s'appliquera lorsqu'il s'agit de libéralités rapportables en moins prenant, ce qui est d'ailleurs aujourd'hui la règle ordinairement applicable aux libéralités faites en avancement d'hoirie. Sur le terrain du rapport, le gratifié est garanti par l'article 859 contre le risque d'une restitution en nature ; mais l'article 866 lui sera également utile pour confirmer qu'il a le droit de conserver le bien donné, même en présence d'un réservataire réclamant sa réserve en nature. Le texte est également applicable bien qu'il n'en dise rien, aux libéralités préciputaires, dont on peut d'ailleurs dire, qu'elles sont « faites sans obligation de rapport en nature », puisqu'elles ne sont pas rapportables du tout. C'est principalement pour ces libéralités que l'art. 866 sera pleinement utile.

Si les conditions que nous venons d'étudier sont remplies, le gratifié est dispensé de subir la réduction en nature. S'il est réservataire, il imputera l'excédent de sa libéralité sur sa réserve ; subsidiairement, il règlera en valeur. S'il s'agit d'un successible ne venant pas au partage en qualité de réservataire, il règlera tout l'excédent en valeur.

Il faut bien comprendre le fonctionnement de la réduction ; l'on sait que depuis la réforme de l'article 922 du code civil, par la loi du 7 Février 1938, l'estimation des biens donnés doit être faite « d'après leur état et leur valeur à l'époque de la donation », pour constituer la masse sur laquelle la quotité disponible et la réserve seront calculées. Mais cette estimation n'est pas applicable lorsqu'il s'agit de réaliser la réduction des libéralités excessives. Il convient en effet de ne pas

perdre de vue que la réduction en valeur n'est qu'un simple substitut de la réduction en nature qui demeure la règle. Il faudra donc opérer de la façon suivante : La réserve étant calculée comme nous l'avons dit, si les biens existant au décès ne suffisent pas à remplir les réservataires de leurs droits, il y aura lieu de réduire les libéralités dans l'ordre prévu par la loi. Lorsque la réduction atteindra une libéralité soumise à l'application du nouvel article 866, le gratifié pourra être tenu de fournir aux réservataires, pour compléter leur réserve, une somme allant jusqu'à la valeur actuelle du bien ; de même qu'en cas de réduction en nature, il pourrait être obligé de restituer le bien tout entier.

L'article 866 nouveau ne reproduit pas, en ce qui concerne la détermination de la valeur actuelle de l'immeuble ou de l'exploitation agricole, les dispositions de l'article 73 de la loi du 1^{er} Juin 1924 qui prescrivent d'estimer le bien sur la base du revenu net moyen à l'ouverture de la succession. Il y a donc lieu de prendre en considération la valeur vénale.

Le règlement aura lieu « en argent ou autrement », ce qui semble autoriser la dation en paiement de biens appartenant par ailleurs au gratifié. Cependant les auteurs en général estiment qu'un règlement sous forme de rente ne serait pas admissible, car il ne donne pas aux réservataires une satisfaction suffisante, il faudrait un texte pour l'introduire.

Les modalités de paiement des indemnités compensatrices dues aux réservataires, sont organisées par un dernier alinéa, ajouté à l'article 866, par un rectificatif au décret du 17 Juin 1938. Cette disposition est inspirée avec certaines différences cependant de l'article 73 de la loi du 1^{er} Juin 1924. Elle a été rendue un moment applicable au règlement des soultes en cas d'attribution intégrale d'une exploitation rurale (Loi du 20 Juillet 1940). mais il n'en est plus ainsi depuis la loi du 9 Novembre 1940.

Il résulte de ce dernier alinéa de l'article 866 que le gratifié débiteur d'indemnités, peut obtenir des délais de paiement, soit à l'amiable, soit en justice. Il semble également que ces

délais pourraient être prévus par l'auteur de la libéralité. « Les délais ne pourront en aucun cas dépasser dix années » : cette disposition est fort compréhensible en cas de délais accordés en justice, ou prévus par le disposant. On ne voit guère, par contre, pourquoi elle viendrait limiter les possibilités d'un accord amiable, plus favorable au gratifié.

Le texte contient une règle ayant trait à la déchéance du terme au cas de vente des immeubles donnés ou légués. La déchéance se produit dans tous les cas, même quand il y a une vente partielle de minime importance. Mais il eut été utile, semble-t-il, de permettre au moins les aliénations par échange ou avec emploi. Comme la vente de l'immeuble est seule visée, on peut admettre que les ventes de biens mobiliers accessoires sont permises, au moins dans la mesure de la bonne administration ; au-delà on risquerait d'encourir la déchéance de l'article 1188 du code civil.

L'article 866, alinéa 4, contient enfin une disposition curieuse et pour le moins contestable : « Les avantages résultant des délais accordés pour le paiement des sommes dûes aux héritiers, ne constitue pas une libéralité imputable sur la portion disponible, et sur la réserve légale, même si les sommes sont stipulées, non productives d'intérêts, pourvu toutefois que le paiement ne soit pas retardé au-delà de cinq ans, à partir de l'ouverture de la succession du disposant ». Une telle règle ne serait compréhensible qu'en cas de délais prévus par le disposant. En dehors de ce cas, même si le délai est judiciaire, et à plus forte raison, s'il s'agit d'un accord entre les intérêts, on ne saurait parler de libéralités à mettre en compte dans le règlement de la succession déjà ouverte. Il semble que le législateur, sans pousser l'analyse, ait considéré que le délai est un avantage supplémentaire accroissant en fait la libéralité préexistante et que l'accessoire suivrait le sort du principal s'il n'en était disposé autrement.

Remarquons, en terminant, que la nouvelle disposition, fort importante, de l'article 866, fait disparaître, en l'absorbant,

l'exception à la réduction en nature, que consacrait entièrement l'article 866 primitif. Par contre, le nouveau texte, laisse intactes les autres dispositions à la réduction en nature résultant de l'article 924, de l'article 930, ou du fait que le bien donné a péri par la faute du gratifié, lequel ne peut plus devoir qu'une indemnité.

3 — Modifications apportées au partage d'ascendants

Le partage d'ascendants est une opération exceptionnelle par laquelle les père et mère et ascendants opèrent de leur vivant entre leurs enfants et descendants la distribution et le partage de leurs biens. Il peut se faire sous deux formes, celles du testament et celle de la donation.

Les rédacteurs du code civil auraient fondé de grands espoirs sur l'institution. Le partage étant l'œuvre de la volonté de l'ascendant, ce dernier va pouvoir opérer une répartition intelligente et rationnelle de ses biens, tenant compte à la fois des aptitudes de ses enfants, et de la nature des biens. Il procure ensuite au père de famille le moyen de se décharger en faveur de ses enfants d'une administration devenue avec le temps trop lourde pour ses mains débiles.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, la rédaction succincte du code civil, et le caractère particulier de ce mode de transmission, qui participe à la fois de la disposition à titre gratuit et du partage ont donné naissance à une jurisprudence qui a considérablement entravé les effets de ce partage.

Le seul remède efficace ne pouvait être apporté que par une réforme législative. Elle a été apportée par la loi du 7 Février 1939, et le décret du 17 Juin 1938. Mais, en réalité, ces modifications sont de pure forme :

a) Le loi du 7 Février, pour libérer les ascendants des contraintes qui imposaient les règles sur la composition des lots dans les partages, avait indiqué dans l'article 1075 qu'ils pouvaient faire la répartition de leurs biens, sans être tenus de se conformer aux articles 826 et 832 du code civil, textes

qui avaient leur rédaction et leur portée originales.

Le décret-loi du 17 Juin 1938, modifiant l'article 832 dans le sens libéral que nous avons vu, a estimé que les partages d'ascendants pouvaient rentrer sous la règle ordinaire. Le membre de phrase écartant les articles 826 et 832 a disparu de l'article 1075. Etant donné le caractère très souple des nouvelles règles de l'article 832, il semble que les ascendants conserveront en pratique une liberté égale à celle que la loi du 7 février 1938, a voulu lui conférer. Il est évident d'ailleurs que l'intention des rédacteurs du décret du 17 Juin 1938 n'a nullement été de restreindre cette liberté.

b) Le décret du 17 Juin 1938, modifiant comme il vient d'être dit la rédaction de l'article 1075 en son alinéa premier, avait par inadvertance supprimé les deux alinéas suivants contenant des règles importantes sur les partages d'ascendants: « Ces partages pourront être faits par actes entre vifs ou testamentaires avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre vifs et les testaments. Les partages faits par acte entre vifs, ne pourront avoir pour objet que les biens présents. Il n'est pas douteux qu'il s'agissait simplement d'un oubli, comme on en rencontre malheureusement d'autres exemples dans la législation moderne, et que les rédacteurs du décret du 17 Juin 1938, n'avaient nullement l'intention d'abroger les dispositions reproduites ci-dessus. L'on s'accordait donc très généralement à admettre qu'elles survivaient à leur suppression matérielle. La loi du 20 Juillet 1940, dans son article 3, a remis les choses en ordre et rétabli dans l'article 1075 les deux alinéas supprimés par erreur.

En dehors de ces modifications de forme, il y a lieu de remarquer une répercussion importante que le décret-loi du 17 Juin 1938 provoquera dans le régime des partages d'ascendants. En cas de nullité pour omission d'enfant, ou de rescision pour cause de lésion, les attributions faites par le partage d'ascendants, annulé ou rescindé, valent au moins comme libéralité, en avancement d'hoirie (article 1078 der-

nier alinéa). L'extension du rapport en moins prenant des immeubles (articles 859 et 860) ainsi que de la réduction en valeur (article 866) profitera aux attributaires.

§ II. — DISPOSITIONS SPECIALES AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES

Après avoir vu les réformes tendant à permettre au père de famille à assurer la transmission intégrale de son patrimoine, à l'enfant qu'il a jugé le plus capable, examinons quels sont les dispositions récentes, prises pour permettre aux enfants d'éviter le morcellement des exploitations par le partage, si le père n'a pas manifesté sa volonté avant de mourir.

Si tous les enfants sont présents, ils pourront facilement procéder au partage amiable et répartir les biens comme il leur plaît. S'il se trouve par exemple dans la succession, une exploitation matériellement ou économiquement indivisible, ils auront toute liberté pour l'attribuer intégralement à l'un d'entre eux, moyennant le paiement d'une soulte.

Mais si les conditions nécessaires pour pouvoir procéder à une répartition amiable de biens ne se trouvent pas réunies, le partage judiciaire s'imposera.

Le Code civil dans son article 815 reconnaissait à tout héritier, le droit de demander le partage de la succession, et faisait obstacle au maintien de l'indivision dans le but de procéder plus tard à un partage amiable.

D'autre part, son article 832, nous l'avons déjà vu, prescrivait de faire entrer dans chaque lot, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature, et entraînait par là le morcellement des exploitations.

Le décret du 17 Juin 1938, a tempéré la rigueur de ces deux principes en leur appliquant un système étroitement imité de la réglementation d'avant garde élaboré pour le bien de famille où les habitations à bon marché.

D'autre part, il admet que dans certains cas, la volonté d'un seul co-héritier peut imposer le sursis au partage des petites exploitations agricoles; article 815 nouveau. D'autre part il prescrit au juge de procéder à l'attribution intégrale, où d'ordonner la licitation de l'exploitation dont le morcellement s'avère impossible ou nuisible: article 827 et 832 nouveaux.

Avant d'examiner les règles particulières à chacune de ces institutions, il nous faut étudier quelques questions générales sur cette conservation intégrale de l'exploitation familiale, lorsque le propriétaire n'a pas songé à y pourvoir.

I. --- Règles communes aux deux mesures prises par la loi.

Il faut que le patrimoine comprenne une exploitation rurale répondant aux exigences de la loi :

1) *La première condition est qu'il s'agisse d'une exploitation rurale*, c'est à dire un ensemble de terres et de constructions affectées à la culture et formant économiquement un tout. Il ne faut pas d'ailleurs entendre par là, exploitation d'un « seul tenant » (sur ce point décision du tribunal Civil de St-Brieux, 28 Mars 1939, Gazette du Palais 1939-I-857). Si le bien indivis d'autre part ne forme pas à lui seul une exploitation agricole, peu importe qu'il soit utilisé à un usage agricole, le régime spécial de maintien de l'indivision ou l'attribution intégrale sera inapplicable (en ce sens arrêt de la Cour de Montpellier, du 14 Octobre 1940, réformant le jugement du Tribunal Civil de Narbonne du 28 Juin 1939).

Au contraire, si le bien était divisé en plusieurs exploitations distinctes, les dispositions nouvelles ne seraient pas non plus applicables. La rédaction de la loi du 20 Juin 1940, vise désormais une exploitation unique. Certains auteurs paraissent regretter que l'attribution intégrale, sinon le maintien de l'indivision puisse être demandés pour chacune des exploitations fractionnaires, mais il nous semble que les dispositions générales de l'article 832, alinéa 1^{er} nouveau, sur la composi-

tion des lots, permettront de donner des solutions satisfaisantes.

2) *La deuxième condition exigée est que l'exploitation soit rurale immobilière.* On entend par là que les immeubles exploités doivent figurer en propriété dans l'indivision. Ce que l'on a appelé l'exploitation rurale mobilière, c'est le droit du fermier ou du métayer et il n'est pas visé. Les ayant droits du fermier ou du métayer, dans la mesure où le droit au bail survit au décès du preneur, ne pourraient mettre en mouvement la procédure de maintien de l'indivision ou d'attribution intégrale.

Les animaux, le matériel, les fourrages, graines, semences, etc.. ont une grande importance et tiennent une grande place dans une exploitation rurale. Mais la théorie de l'immobilisation par destination traduit dans la loi civile ce lien nécessaire. La loi du 20 Juillet 1940, a complété les dispositions des articles 815 et 832, en considérant l'exploitation dans son ensemble « y compris le matériel, l'outillage et le cheptel ». En vertu de cette disposition, suivront certainement l'exploitation, tous les objets mobiliers qui sont affectés à son service, et qui doivent à ce titre être considérés comme immeubles par destination. Mais la théorie de l'immobilisation par destination est à certains égards assez restrictive : il faut que la chose mobilière soit indispensable à l'exploitation. La formule large de la loi du 20 Juillet 1940, permet d'aller plus loin et de prendre l'exploitation avec tous ses accessoires, ~~elle~~ telle qu'elle avait été constituée par le défunt.

3) *Enfin la dernière condition exige que l'exploitation rurale ne dépasse pas une certaine valeur.* La valeur totale des immeubles du matériel, de l'outillage et du cheptel réunis, doit être inférieure à 400.000 Frs ; Avant la loi du 20 Juillet 1940, le chiffre était de 200.000 Frs, auxquels on pouvait ajouter, le matériel, l'outillage et le cheptel pour une somme ne dépassant pas le quart de la valeur des immeubles.

Il était opportun de modifier comme il a été fait, le texte de

1938, car la valeur du matériel, de l'outillage et du cheptel, peut aujourd'hui approcher de la valeur de l'immeuble, et l'exploitation ne peut être poursuivie, avec une partie seulement du matériel, de l'outillage et du cheptel. Toutefois la hausse des immeubles tend à dépasser et à rendre insuffisant ce progrès législatif.

Ici se pose une question : Quand la valeur du total dépasse 400.000 Frs est-il possible de demander le maintien de l'indivision ou l'attribution des immeubles dans le matériel, où avec une partie seulement de celui-ci ?

Remarquons tout d'abord que la limitation en question, ne peut répondre à la même pensée que celle qui intervient en matière d'impôts sur le revenu pour faire établir pour les faibles ou moyens revenus une exemption ou un taux réduit. Aussi une réponse négative à la question posée n'est justifiée que si l'on voit dans la limitation à 400.000 Frs une disposition inspirée par une pensée défavorable à l'égard des familles possédant une exploitation qui atteint cette valeur. Il paraît plus juste d'y voir la volonté de limiter dans l'avenir à un certain taux, l'importance des exploitations. Mais il serait stupide d'exclure de cette mesure de politique économique et sociale les exploitations importantes. Sans doute ne pas leur appliquer les dispositions précitées auraient pour effet d'entraîner leur morcellement, ce qui répond à la dite politique. Mais ce morcellement entraînera parfois une réduction trop grande et même la suppression des exploitations.

Nous pensons donc que, si les circonstances font apparaître la solution comme opportune, il sera permis aux tribunaux d'appliquer les dispositions des articles 815 et 832 à une part de valeur inférieure à 400.000 Frs, des exploitations de valeur totale supérieure. Comme on va le voir, le juge, à un pouvoir d'appréciation, il lui appartiendra d'apprécier l'opportunité du maintien de l'indivision et de l'attribution pour une partie seulement.

Quelles sont les indivisions susceptibles d'application de la nouvelle législation ?

Le législateur a eu en vue les indivisions après décès. L'indivision successorale rentre au coup sur dans ses prévisions. Il faut en dire autant de l'indivision qui suit la dissolution de la communauté par le décès de l'un des époux : les droits que nous verrons reconnus au conjoint survivant pour le maintien de l'indivision où l'attribution intégrale en sont la preuve. Par analogie, il faut, croyons-nous, décider de même lorsque deux époux non communs en biens, ont cependant fait des acquisitions en commun et que l'un d'eux vient à mourir.

Une controverse s'est élevée pour le cas où la communauté se trouve dissoute du vivant des deux époux, soit par séparation de biens ou de corps, soit par divorce. Faut-il considérer que les dispositions relatives au maintien forcé de l'indivision où à l'attribution intégrale sont applicables en ce cas ?

On peut s'appuyer pour soutenir cette thèse que l'article 1476 qui renvoie de façon générale pour les partages de communauté : « à toutes les règles qui sont établies au titre de successions pour les partages entre co-héritiers ». Cependant, il n'est pas possible de s'en tenir à l'application automatique d'un texte rédigé en considération du partage successoral tel qu'il se trouvait réglementé par les dispositions originaires du code. En présence de règles entièrement nouvelles, il convient de se demander si leur transposition au partage de la communauté est légitime.

En se plaçant sur ce terrain, il semble certain qu'aucun des époux divorcés, séparés de corps, où même de biens, ne doit pouvoir demander le maintien forcé de l'indivision qui serait trop contraire à la situation même du ménage (1).

Quant à l'attribution intégrale, on peut hésiter davantage. Pour les habitations à bon marché et le bien de famille, la loi du 13 Juillet 1937, en adapte le fonctionnement, au cas de divorce où de séparation de corps dans des dispositions

(1) Voirins, Loi nouvelles, p. 325.

spéciales. Pour les exploitations rurales, le décret-loi du 17 Juin 1938, n'a pas prévu, une adaptation semblable. La plupart des auteurs admettent cependant que les raisons qui ont fait instituer l'attribution intégrale se retrouvent avec une force suffisante pour que l'on puisse faire fonctionner l'institution au cas de dissolution de la communauté du vivant des époux, en vertu du renvoi général de l'article 1476. Cette solution est susceptible de provoquer de vifs conflits entre les époux séparés ou divorcés. Sans doute, l'arbitrage des juges entre les prétentions rivales permettrait de faire prédominer l'intérêt de l'époux innocent, où s'il y a des enfants, de ce qu'il reste de la famille. Mais la jurisprudence, n'a pas l'air de s'orienter dans ce sens (1).

De même, lorsque l'indivision suit la dissolution d'une société, il ne saurait être question de faire jouer l'attribution intégrale malgré les termes de l'article 1872 du code civil, qui renvoie, pour le partage des sociétés, aux règles du partage des successions : la situation est trop différente, et il n'y a pas d'intérêt familial en jeu.

Avant de passer à l'étude des règles particulières, nous devons dire quelques mots du rôle du juge et de sa compétence.

Le juge n'intervient pas nécessairement, mais en fait, ce sera presque toujours nécessaire.

Les lois sur les habitations à bon marché où sur le bien de famille donnent compétence au juge de Paix. Le décret-loi du 17 juin 1938, décide au contraire, que le tribunal Civil devra être saisi.

Au point de vue territorial la compétence appartient au tribunal du lieu d'ouverture de la succession conformément à la règle normale en la matière, l'article 822 du code civil a été modifié pour tenir compte des nouvelles missions que le juge peut avoir à remplir.

(1) Poitiers, 4 Juin 1940, J. C. P. Successions-partages 1599.

Remarquons que si l'on admettait, contrairement à l'opinion que nous avons adoptée, l'extension des règles nouvelles au cas de dissolution d'une communauté conjugale du vivant des époux, la règle de compétence de l'article 822, ne pourrait être transposée. Il faudrait, semble-t-il, conformément à l'article 59 alinéa 3, du code de procédure, donner compétence au tribunal du lieu de situation de l'exploitation litigieuse.

II. — Envisageons maintenant les deux mesures dans leur teneur respective.

A. — Maintien de l'indivision.

Au décès du père de famille, il peut se faire que les circonstances n'exigent aucunement le partage de sa succession, que la nature des biens et l'argent d'exploitation soient au contraire favorables au maintien de l'indivision. Mais sous l'ancienne législation on se heurtait à de sérieuses difficultés. Le décret-loi du 17 Juin 1938, s'est efforcé de les atténuer lorsque certaines conditions se trouvent réunies.

L'article 815 modifié par la loi du 17 Juin 1938, retient deux cas très étroitement limités de la loi du 13 Février 1937, relative aux habitations à bon marché et aux biens de famille.

1) L'indivision peut être maintenue « à la demande du conjoint survivant, s'il est co-proprétaire du bien, et s'il l'habite lors du décès de son conjoint ». La formule est à quelques nuances près rédigée de la même façon que celle qui lui correspond dans la loi de 1937. Le but de cette disposition est évident : il s'agit de maintenir autant que possible au conjoint survivant la situation dont il bénéficiait avant le décès.

Pour que le conjoint survivant puisse demander le maintien de l'indivision une première condition est nécessaire, pour laquelle tous les commentateurs s'accordent ; il faut qu'il habite déjà sur l'exploitation au moment où le décès de son conjoint se produit. Dans ce cas seulement, le maintien de l'indivision est utile pour conserver au conjoint survivant sa

situation antérieure. Il faudrait d'ailleurs exiger que le conjoint survivant continue à habiter l'immeuble, lorsque le maintien de l'indivision a été prononcé ; mais le législateur n'a pas prévu ce cas, et la seule sanction sera le refus de renouveler le sursis au partage, lorsque la question se posera de nouveau, à l'issue de la période d'indivision en cours.

La deuxième condition que devra remplir le conjoint survivant qui veut maintenir l'indivision est qu'il soit co-proprétaire du bien ; Mais faudra-t-il que le conjoint survivant soit propriétaire de l'exploitation dès avant le décès de son conjoint, et dans ce cas, il faudrait que les époux aient été mariés sous le régime de la communauté, et que l'exploitation fasse partie de cette communauté, ou de façon plus exceptionnelle, que les époux aient acquis indivisément l'exploitation ? Cette interprétation a été repoussée par la plus part des commentateurs (1). Le conjoint survivant peut être également propriétaire de l'exploitation parce qu'il a reçu du défunt une libéralité, où qu'il succède par application de la loi du 3 Décembre 1930, à défaut de collatéraux dans une ligne. Dans tous ces cas, s'il habitait l'exploitation avant le décès, on retrouve les mêmes raisons qui ont poussé le législateur à favoriser le co-indivisaire très particulier, qui est le conjoint survivant : Maintenir autant que possible, la situation qu'il avait avant le décès.

Cette conception extensive a un autre avantage, elle s'harmonise avec l'interprétation que nous verrons s'imposer pour une formule très voisine de l'article 832 à propos de l'attribution intégrale.

2) L'indivision peut être également maintenue « A la demande du conjoint survivant ou de tout autre héritier, si le défunt laisse des enfants mineurs ».

L'intérêt que le législateur prend ici principalement en considération est celui des descendants mineurs. C'est en

(1) Voirins, op. cit. Lois nouvelles, p. 325.

faveur de ces derniers que l'indivision sera maintenue pour éviter un partage qui priverait la famille de son assise terrienne. La famille toute entière trouvera d'ailleurs bénéfice à maintenir l'indivision car en présence de mineurs, le partage serait judiciaire, c'est à dire très onéreux et plein d'inconvénients, malgré toutes les facilités apportées par le décret loi du 17 juin 1938.

Le conjoint n'agit plus ici dans son intérêt propre. Il n'est plus nécessaire qu'il remplisse les conditions de co-propriété où d'habitation exigées dans le premier cas. Il agit dans l'intérêt de la famille et des enfants ou descendants mineurs. Le plus souvent, il sera le tuteur légal de ces derniers, mais nous croyons qu'il peut agir même s'il n'est pas investi de la tutelle. Il n'en demeure pas moins en effet, le représentant qualifié de l'intérêt familial et apte à ce titre, à solliciter de la justice un sursis au partage.

Le juge peut accueillir la demande tendant au maintien de l'indivision, nonobstant l'opposition d'un co-proprétaire ou de ses ayant-droits, mais il n'est pas obligé de le faire. Il jouit d'un pouvoir discrétionnaire d'appréciation qui résulte du texte même. Cette solution déjà admise par les habitations à bon marché, et le bien de famille, ne paraît pas contestable. Le maintien de l'indivision ne peut être demandé et ordonné que pour cinq ans au maximum, mais il pourra être renouvelé jusqu'au décès du conjoint survivant, dans le premier cas, et dans le second jusqu'à la majorité du plus jeune des descendants.

Quels sont les effets du maintien de l'indivision :

La première conséquence est de paralyser l'action au partage où en attribution intégrale. Le maintien forcé de l'indivision fait non seulement obstacle aux volontés des co-indivisaires, mais aussi à l'action de leurs créanciers respectifs, en vue de provoquer le partage, l'article 2205, n'étant qu'une application de l'action oblique.

Comment alors va fonctionner cette indivision imposée

contre la volonté de certains des co-propriétaires ? La loi n'en dit rien, et le législateur n'a même pas reproduit la disposition de la loi du 13 Février 1937, en vertu de laquelle le juge de Paix, fixe le montant des indemnités pour ajournement de partage, au profit de ceux des co-propriétaires qui ne demeurent pas sur le bien indivis. Il est vrai, que même sans texte formel, le droit commun permet au tribunal d'agir de même pour les exploitations rurales, chacun des co-propriétaires ayant le droit de percevoir sa part des revenus de la chose commune, et toute utilisation privative comportant indemnité. La difficulté principale naîtra sans doute du caractère inorganique de l'indivision en Droit Français. Fâcheux dans les indivisions transitoires, ce caractère le devient bien plus encore, lorsqu'il s'agit d'indivision prolongée où imposée. En cas de difficultés, il faudra sans doute, recourir aux règles édifiées par la jurisprudence et au procédé pratique utilisé par elle : Mandat, gestion d'affaire, ou nomination d'administrateur provisoire.

B. — Attribution intégrale de l'exploitation agricole.

L'alinéa 3 de l'article 832 du code civil, modifié et complété par le décret-loi du 17 Juin 1938, institue au profit de certaines personnes et sous certaines conditions une véritable faculté d'appropriation, moyennant indemnité de la petite exploitation rurale.

Cette mesure déroge à la règle générale selon laquelle les biens héréditaires doivent être partagés en nature, si cela est possible, sinon licités.

La demande peut être formée par le conjoint survivant ou tout héritier co-propriétaire du bien rural, tel qu'il a été défini plus haut, « s'il y habitait lors de l'ouverture de la succession et participait effectivement à son exploitation ».

Il faut donc en conclure que l'attribution intégrale pourra être réclamée soit par le conjoint survivant, soit par l'un des héritiers, s'ils remplissent les trois conditions suivantes ;

qualité de co-propriétaire, habitation, participation effective à l'exploitation.

Il est nécessaire de les examiner tout à tour :

1) Quand la qualité de co-propriétaire doit-elle exister ? Nous sommes ici en face de la même difficulté que celle déjà rencontrée à propos de l'indivision, tout au moins pour le conjoint.

Les partisans de l'opinion qui exige un droit de co-propriété antérieure au décès invoquent l'argument d'analogie avec les lois sur le bien de famille où les habitations à bon marché, déjà rencontré à propos du maintien de l'indivision. Dans ces lois, il n'est pas douteux disent-ils que le conjoint pour faire maintenir l'indivision dans son propre intérêt, ou pour demander l'attribution intégrale, doit avoir un droit de co-propriété antérieur au décès. Il doit en être de même dans le nouveau texte des articles 832 et 815. Et comme le législateur mentionne les héritiers dans la même formule que le conjoint survivant, il faut leur appliquer la même solution. Ne seront qualifiés pour demander l'attribution intégrale que les héritiers qui dès avant le décès étaient co-propriétaires de l'exploitation.

Ils ajoutent à l'appui de ce premier argument que pour apprécier si les deux autres conditions (habitation et participation effective à l'exploitation) sont remplis, il faut d'après le texte se placer au moment du décès ; on en déduit qu'il faut agir de même pour la première condition et exiger que la qualité de co-propriétaire existe déjà lorsque la succession s'ouvre.

Enfin disent-ils, il était suffisant que la co-propriété naisse du décès et de la transmission successorale, il était inutile de la mentionner à titre de condition distincte, il suffirait de la qualité d'héritier qui entraîne forcément celle de co-propriétaire.

Mais « si telle devait être l'interprétation du présent texte,

la réforme se présenterait comme une expérience restreinte à des hypothèses exceptionnelles » (1).

On ne peut en effet s'arrêter au dernier argument indiqué : d'abord parce qu'il arrive que les textes modernes ne soient pas rédigés avec tout le soin désirable et qu'une répétition ne saurait surprendre, ensuite parce que la mention de la qualité de co-propriétaire, indispensable, pour le conjoint qui succède le plus souvent en usufruit, était également utile pour l'héritier enfant, d'exclure par exemple celui, qui étant déjà nanti par une libéralité rapportable en moins prenant, ne pourra demander l'attribution intégrale (2).

D'ailleurs il n'est pas sûr que toutes les conditions exigées par la loi doivent être réunies avant le décès. Cela n'est certain que pour la condition d'habitation. La solution contraire paraît préférable, ainsi que nous le verrons pour la participation effective à l'exploitation. A plus forte raison en est-il ainsi pour la qualité de co-propriétaire.

En effet, il faut remarquer que même les auteurs, qui pour le sursis au partage exigent du conjoint survivant un droit de co-propriété antérieure au décès, abandonnent cette opinion sur le terrain de l'article 832 en ce qui concerne le conjoint, et à plus forte raison pour les héritiers. L'argument d'analogie avec les textes sur le bien de famille, et les habitations à bon marché, est d'autant moins probant que ces textes, dans leur partie relative à l'attribution intégrale sont rédigés de façon toute différente. D'autre part, et surtout si l'on exigeait de l'héritier un droit de co-propriétaire antérieur au décès, l'attribution intégrale ne jouerait presque jamais car une telle hypothèse se réaliserait rarement. Le législateur a été certainement plus ambitieux, lorsqu'il a réalisé sa réforme. Cette dernière considération en particulier ne consiste à croire que

(1) H. Desbois D. P. 1939. 4. p. 30.

(2) Tribunal Civil d'Espalion, 1^{er} Mai 1939, rapp. S. J. 1941, 25 Janvier.

la qualité de co-propriétaire peut naître du décès et résulter du titre d'héritier (1).

Quant au conjoint survivant, ainsi que nous l'avons déjà admis pour le sursis au partage, sa qualité de co-propriétaire pourra être antérieure au décès (en particulier si l'exploitation faisait partie de la communauté), où résulter du décès.

On peut remarquer que malgré les dispositions nouvelles, les clauses des contrats de mariage sur la reprise de l'exploitation agricole commune par le survivant des époux conservent des avantages.

2) Pour l'exercice du droit d'attribution l'article 832 alinéa 3 exige également, de la part du demandeur, le fait d'habiter l'immeuble où l'un des immeubles formant le domaine agricole et de participer effectivement et personnellement à l'exploitation.

Si l'une où l'autre de ces deux conditions ne se trouve pas réalisée, la demande d'attribution devra être repoussée même si l'héritier qui n'habitait pas le domaine et ne participait pas à son exploitation lors de l'ouverture de la succession, s'engage à y demeurer, et à l'exploiter personnellement et effectivement.

Il ne faut pas cependant interpréter trop restrictivement ces deux conditions. Cela aboutirait à restreindre la portée d'application du droit à l'attribution intégrale. Aussi s'il n'y a pas de raison de déroger à la première condition, la seconde ne doit pas être exigée au moment du décès. On doit admettre qu'elle pourra être réalisée postérieurement et durant l'indivision.

Cette solution aura l'avantage de permettre à un héritier mineur, qui ne participait pas encore, parce que trop jeune, à la gestion du domaine au moment du décès, de remplir par la suite la condition exigée pour demander l'attribution intégrale.

(1) Briqueler, op. cit. p. 283.

Mais, ceci posé, comment faut-il entendre la participation effective à l'exploitation ? L'interprétation du qualificatif « effective » n'est pas aisée. Le décret du 11 septembre 1938 qui a précisé les conditions nécessaires après l'attribution intégrale pour que le bénéficiaire demeure exempt du droit de soulte ; s'est montré très exigeant : Il faut que l'attributaire exploite lui-même avec sa famille et un seul ouvrier ou domestique (article 3), en pratique, il faut qu'il fasse lui-même l'essentiel des travaux, même manuels ; Il ne semble pas qu'il faille appliquer ici une conception aussi stricte. Il suffit qu'il y ait participation réelle à la gestion soit par direction intellectuelle, soit par travail manuel approprié aux forces de l'intéressé. Ainsi un arrêt de la Cour de Montpellier du 16 Décembre 1940 (rapp. S. J. 25 Janvier 1941) tient compte de la participation d'un jeune garçon âgé de 14 ans et demi au moment du décès et dont l'activité s'est poursuivie et développée durant l'indivision.

On peut cependant très bien concevoir que les tribunaux décident de se fonder sur l'exigence légale d'une participation effective pour écarter les demandes émanant de personnes évidemment inaptes à la gestion du domaine.

Lorsque les conditions exigées par la loi se trouvent réalisées l'attribution de la petite exploitation demandée, soit par le conjoint survivant, soit par tout héritier, ne peut être refusée. Cela ne veut pas dire cependant que les juges n'exerceront pas, par divers moyens, un pouvoir d'appréciation important, ils pourront notamment apprécier si la participation « effective » à l'exploitation est suffisante.

Mais il pourra arriver que les juges soient saisis de demandes contradictoires. Si l'un des intéressés demande le maintien de l'indivision et l'autre l'attribution intégrale, il semble que l'attribution intégrale doit triompher à cause de son caractère obligatoire. C'est d'ailleurs la meilleure solution pour assurer la conservation intégrale du patrimoine familial.

S'il y a plusieurs demandes concurrentes d'attribution intégrale le problème est plus délicat, pour les habitations à

bon marché, et le bien de famille, la loi du 13 Février 1937, a prévu la difficulté « La préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est copropriétaire : toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité il est procédé par voie de tirage au sort ». Il est regrettable que le législateur pour les exploitations rurales n'ait pas guidé l'appréciation judiciaire par des règles analogues. Dans le silence du texte on ne peut transposer une technique aussi précise. Il faut s'en remettre à l'arbitrage du tribunal qui choisira l'attributaire, en s'inspirant de l'intérêt familial et social. Mais il semble que même à défaut de raisons décisives pour choisir, le tribunal ne puisse refuser de procéder à une attribution intégrale et ordonne le partage.

Les juges doivent en outre apprécier si l'attributaire est en mesure de payer les soultes selon les modalités que la loi prévoit, et dans le cas contraire, écarter l'attribution intégrale.

Réglementation de l'estimation et des soultes au point de vue Civil. (au point de vue fiscal, voir la II^{me} partie).

Le bien attribué est estimé suivant la procédure de l'article 824. Il faut prendre en considération la valeur vénale.

Si les autres co-indivisaires ne peuvent être allotis par ailleurs, le règlement se fera au moyen de soultes. Il résulte de la loi du 9 Novembre 1940, que la moitié de la soulte devra être payée immédiatement, sauf conventions contraires. Pour l'autre moitié, l'attributaire « pourra exiger de ses co-partageants des délais qui ne devront pas être supérieurs à cinq ans ». L'intervention de la justice est inutile.

Si l'attributaire procède ultérieurement à des ventes partielles le produit des ventes servira d'abord à payer les co-partageants et s'imputera sur les soultes restant dues.

En cas de vente totale, il y aura déchéance du terme et les soultes seront immédiatement exigibles.

Bien entendu, le paiement des soultes sera garanti par le privilège du co-partageant, la loi du neuf novembre 1940,

a évidemment perfectionné le régime civil des soultes, mais il ne semble pas qu'elle ait entièrement résolu le problème. D'autre part, elle impose aux non attributaires un lourd sacrifice en différant le paiement pendant des années, ce qui peut être très préjudiciable en période d'instabilité économique. D'autre part, il n'est pas sûr que l'attributaire puisse payer des soultes élevées même à l'aide des délais légaux et d'un intérêt réduit.

Il faut cependant remarquer que l'attributaire, s'il participait directement et effectivement à l'exploitation familiale avant le décès du titulaire pourra être en situation de bénéficier des dispositions du décret loi du 29 Juillet 1939, article 63 et suivantes, sur le contrat de travail à salaire différé. La créance qui lui sera acquise de ce chef augmentera ses droits, et sera de nature à diminuer les soultes.

§ III. — APPLICATION PRATIQUE DANS LE TEMPS

Après cette étude rapide des textes de lois nouvellement promulguées et intéressant au premier chef, la réforme de la transmission héréditaire dans un sens familial, nous devons dire quelques mots de leur application dans le temps.

Il n'est pas possible d'adopter une solution unique, tout dépend de la nature des réformes réalisées et des institutions auquel elles ont rapport.

1) En ce qui concerne les modifications apportées aux règles de l'indivision et du partage légal, le principe est que la loi nouvelle s'applique à toutes les indivisions non encore partagées au moment de sa promulgation, même s'il s'agit du successions antérieurement ouvertes. Cette solution est en effet imposée par le principe de l'effet immédiat des lois nouvelles.

Mais on peut se demander s'il n'y a pas conflit avec le principe selon lequel les droits du réservataire se fixent au plus tard à l'ouverture de la succession, et selon la loi en vigueur à cette date. Mais il semble que l'objection peut

être écartée en présence d'une loi dans laquelle le législateur entend réorganiser le partage, et qui ne porte atteinte aux règles de la réserve que de façon indirecte ou implicite. Cette observation paraît comporter l'application des règles de conflit concernant les lois en matière de partage.

Il faut donc décider, et c'est l'avis de la majorité de la jurisprudence et de la doctrine, que les règles nouvelles sur le maintien forcé de l'indivision, sur l'attribution intégrale et la composition des lots, sont immédiatement applicables dans les indivisions n'ayant pas fait l'objet d'un règlement définitif, contraire aux règles nouvelles (1).

Par contre, s'il y a un règlement définitif incompatible avec les règles nouvelles, celles-ci sont inapplicables. C'est le cas où le partage était déjà consommé, où pour le maintien de l'indivision, lorsque le partage a été ordonné par une décision définitive.

2) Pour les modifications des règles du rapport, elles touchent à l'application de stipulations contractuelles. « Le législateur en la matière dispose, mais n'impose pas, il réserve la possibilité d'un accord entre les parties ». Il faut donc décider que les textes nouveaux ne s'appliqueront pas aux libéralités antérieures, mais seulement aux donations postérieures à la mise en vigueur du décret du 17 Juin 1940.

3) Enfin, pour la réduction en valeur étendant l'article 866, il y a lieu de décider que la règle nouvelle s'appliquera dans toutes les successions ouvertes postérieurement à la loi nouvelle, même s'il s'agit de libéralités faites antérieurement.

En ce qui concerne les réservataires, la solution se justifie par l'idée que seule l'ouverture de la succession peut fixer leurs droits.

Au point de vue des libéralités antérieures, la solution ne présente pas l'inconvénient puisqu'elle est favorable au maintien de ces libéralités.

(1) Tribunal Civil de St-Brieuc, 28 Mars 1939, Gaz. Palais 1939, P. 857).

§ IV. — APPRÉCIATION DE LA NOUVELLE LÉGISLATION

Les réformes introduites dans le cadre de notre régime successoral par les nouvelles lois que nous venons d'exposer, ont fait un grand pas vers l'attribution intégrale des exploitations familiales à l'enfant le plus capable d'en assurer la direction.

Tout d'abord, par le moyen des donations en avancement d'hoirie et des legs soumis au rapport, le donataire, si le disposant ne laisse pas d'héritiers réservataires à son décès, conservera l'exploitation qu'elle que soit sa valeur, petite, moyenne ou grande, et quelle que soit sa nature : agricole, commerciale, industrielle. Il lui suffira de rapporter en moins prenant à la succession du donateur, une somme d'argent représentant la valeur de l'immeuble au jour de la donation.

La disposition nouvelle qui fixe la date d'estimation au jour de la donation, permet au donataire de connaître la somme dont il sera tenu de faire le rapport, elle favorise le donataire quand une dévaluation monétaire sera intervenue entre la date de la donation, et le décès du donateur.

Ces réformes sont-elles opportunes ?

L'on doit approuver sans réserves, la généralisation à toutes les donations d'immeubles du rapport en moins prenant, ce mode d'exécution permettant au donataire choisi par le disposant pour être son continuateur, de conserver l'exploitation qui lui a été attribuée. Les co-héritiers du bénéficiaire de la libéralité ne sont pas lésés.

Par contre, la nouvelle époque d'estimation des immeubles faisant l'objet d'une donation en avancement d'hoirie, paraît moins justifiée. En période d'instabilité monétaire, elle aboutira à créer de graves inégalités entre co-héritiers.

La réforme est certainement heureuse dans le domaine des partages d'ascendants, car tous les enfants reçoivent des parts égales établies d'après des cours et des évaluations de

la même époque. C'est à eux de veiller à ce que les biens qu'ils ont reçus conservent leur valeur et de les faire fructifier par leur travail.

La situation est différente quand il s'agit d'une donation en avancement d'hoirie et c'est au moment du règlement définitif qu'il faudra se placer pour obtenir les biens afin d'établir entre les héritiers une égalité réelle et actuelle.

Comme le fait remarquer M. le Professeur Desbois (1) le nouveau système de calcul apporte pour le donataire, avec la certitude d'avoir à payer une somme invariable, la tentation de spéculer en recourant à la vente du bien. En effet, le bénéficiaire de la libéralité, pour échapper au risque de rapporter une somme supérieure à la valeur de l'immeuble, si celui-ci vient à subir une moins value, sera tenté de la vendre dès qu'une hausse se produira.

D'autre part, du point de vue de la technique générale, ce système de rapport en valeur et de réduction indemnitaire, nuit à la conception de l'unité de la masse successorale que ces institutions ont originairement pour but de reconstituer, telles quelles auraient été au regard des héritiers, si les opérations n'avaient pas été faites.

Il aurait mieux valu, peut être, adopter le système du code civil Suisse qui dans son article 630 décide ; « Le rapport des immeubles et des meubles a lieu d'après la valeur des libéralités au jour de l'ouverture de la succession lorsque le donataire a conservé les choses données où d'après le prix réel, s'il les a aliénées ».

D'autre part, sous l'empire de la nouvelle législation, le donataire est en droit de conserver l'immeuble tout entier, à charge de récompense pour ses co-héritiers, mais seule aura un caractère définitif l'attribution intégrale d'une exploitation agricole à un successible en concours avec des héritiers réservataires. Il est très regrettable que la donation, où le legs

(1) D. P. 1938, 4, p. 364.

d'une exploitation commerciale où industrielle, reste toujours soumis à l'éventualité d'une réduction en nature, s'il excède la quotité disponible.

Si nous devons féliciter le législateur en ce qui concerne le partage d'ascendants d'avoir réalisé une réforme tant attendue et tant désirée, et qui réhabilite cette institution, nous pensons qu'il aurait pu faire un pas de plus, et établir un statut de vraie pre-succession avec effet attributif.

Il n'en demeure pas moins que le partage d'ascendants permet l'attribution intégrale des exploitations familiales sans aucune restriction quelle que soit leur nature et leur importance. La seule question qui peut se poser, c'est si l'héritier est obligé de verser une soulte à ses frères et sœurs, soit au moment du partage, soit au décès, si ses co-héritiers se prétendent lésés ; nous étudierons cette question plus tard.

En ce qui concerne le maintien de l'indivision, il évite, nous l'avons vu le morcellement où la licitation de la petite exploitation agricole, et il prépare pour l'avenir, l'attribution intégrale à l'un des co-propriétaires. Il assure de plus au conjoint survivant et aux enfants mineurs, un foyer et un moyen de subsistance.

Malheureusement la rédaction très défectueuse des nouveaux textes et l'absence de toute réglementation de l'état d'indivision enlèvent à la réforme une grande partie de son intérêt.

Le principe de l'attribution intégrale de la petite exploitation agricole est excellent. Il aura pour effet certain de porter remède au morcellement continu des propriétés rurales, sans cependant nuire à l'égalité entre héritiers.

L'enfant resté au pays natal, qui a aidé son père aux travaux des champs jusqu'à son décès, pourra se faire attribuer l'exploitation que son labeur a fait fructifier. Le fils qui a abandonné la campagne pour la ville, où il s'est créé une situation, ne pourra plus exiger le partage où la licitation du domaine paternel.

Mais nous pouvons faire cependant une critique importante :

Le législateur a encore fixé à un taux trop faible le maximum de la valeur que peut atteindre l'exploitation susceptible de faire l'objet d'une attribution intégrale.

Evidemment le décret du 20 Juillet 1940, a élevé ce maximum jusqu'à 400.000 Frs. Mais comme le dit M. Joseph Barthelemy : « A ce taux là, vous n'obtiendrez pas un domaine à la Carabas », surtout avec l'énorme hausse qu'a subi la propriété rurale au lendemain de l'armistice.

Si la transmission intégrale des petites exploitations, est plus nécessaire que celle des grands domaines, le législateur aurait pu s'inspirer plus profondément du droit Suisse qui ne limite pas la valeur que peut atteindre l'exploitation agricole, de manière à faire bénéficier de la réforme dans les pays des riches cultures, les moyennes exploitations.

CHAPITRE V

La législation comparée

Aux termes de cette première partie, il nous paraît intéressant d'étudier la législation de trois pays étrangers à des points de vue divers.

Tout d'abord l'étude du code civil Suisse, et de ses principales dispositions pour assurer la transmission intégrale des exploitations rurales ou industrielles, nous montrera que le législateur français, s'en est fortement inspiré. Nous verrons dans quelles mesures on pourrait compléter ces dispositions.

L'évolution historique du régime successoral en Russie depuis la Révolution Russe, nous permettra de justifier ensuite les critiques que nous avons opposées à toute les doctrines qui préconisent la suppression de la propriété et de l'héritage.

Nous terminerons, enfin, en donnant un aperçu du projet du code civil Italien, qui pourra nous être d'un enseignement très précieux, car il fait apparaître très nettement l'avantage que l'on aurait en France, à faire une réforme de grande envergure, et à recréer l'unité qui a disparue de notre code, à la suite de la multiplication des lois qui sont venues s'ajouter aux textes primitifs.

§ I. — LA TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE ET LE PARTAGE DANS LE CODE CIVIL SUISSE (1)

La plupart des anciennes coutumes de la Suisse consacraient la transmission intégrale sous la forme du privilège de masculinité établi, soit sur la maison d'habitation, soit sur la succession toute entière.

Si l'influence des principes égalitaires de la Révolution Française ébranla cette tradition, l'idée de l'indivisibilité du domaine rural est demeurée intacte. Cette question joue, en effet un rôle capital dans l'économie de la Suisse. Les grands Alpagnes et les vastes paturages qui s'étendent sur tout le territoire Helvétique, permettent le développement d'une industrie qui ne saurait être morcellée sans en diminuer le rendement.

Le législateur Suisse s'est efforcé de concilier, au mieux de l'intérêt général, l'ancien régime coutumier avec les nouveaux principes égalitaires importés de France. Ces règles sont établies dans le nouveau code civil Suisse de 1907, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1913.

Voici un aperçu rapide des principales questions qui ont un intérêt pour notre étude :

Le père de famille peut, par voie d'attribution collective ou individuelle laisser à un seul héritier un ou plusieurs immeubles, soit par testament, soit par pacte successoral. Il n'est tenu que de respecter les réserves accordées par la loi aux descendants, aux père et mère, aux frères et sœurs et au conjoint.

Le pacte successoral est rédigé dans la forme d'un testament public, en présence de deux témoins. Il ne produit effet qu'au

(1) (Voir la transmission intégrale des exploitations rurales ou industrielles dans le droit Suisse ; Cheron, thèse Paris 1902. Partage et transmission intégrale dans le droit suisse, Saleille, Revue trimestrielle de droit civil 1909.

jour de l'ouverture de la succession du disposant.

Ce pacte a des rapports étroits avec notre institution contractuelle, avec cette différence qu'il peut être fait en dehors du contrat de mariage.

Les libéralités faites, soit par testament, soit par pacte successoral, sont obligatoirement faites, mais si des réductions ou des rapports sont nécessaires, ils sont faits seulement en valeur. Généralement, le disposant entend par ce moyen constituer le lot de l'héritier bénéficiaire, sans porter atteinte au principe d'égalité entre héritiers. L'attribution d'un bien de la succession à l'un des héritiers n'est donc pas réputée legs, mais simple règle de partage (article 608 Code Civil).

Ainsi le père de famille peut grâce à cette institution, assurer la transmission intégrale de son domaine à l'un de ses enfants.

En matière de succession *ab intestat*, si le défunt n'a pas pris de disposition concernant l'attribution de ses biens, le législateur se substitue à lui et ordonne au mieux de l'intérêt général la dévolution de la succession.

Chaque région ayant des besoins différents, est régie par des règles particulières. Aussi l'article 616 laisse aux différents cantons le droit de prescrire que les biens fonds ne pourront être morcelés au-delà d'un minimum de contenance fixé pour les différentes espèces de culture.

Mais, si certains biens ne peuvent être partagés sans subir une diminution notable de leur valeur, comme par exemple un bien fonds, un immeuble urbain, un fonds de commerce, l'autorité judiciaire ordonnera souverainement, soit l'attribution intégrale, soit la vente du bien, en tenant compte des usages locaux ou de la situation personnelle des héritiers (art. 612).

L'article 620 est particulièrement intéressant car il pose le principe de l'attribution intégrale d'une exploitation agricole.

Le voici dans sa teneur : « S'il existe parmi les biens une exploitation, elle est, en tant qu'elle constitue une unité écono-

mique, attribuée entièrement à celui des héritiers qui le demande et qui paraît capable de se charger de l'entreprise ; le prix en est fixé à la valeur du rendement. Cet héritier peut exiger que le bétail, le matériel et les approvisionnements servant à l'exploitation, lui soient attribués. Le prix d'attribution est fixé pour le tout selon les règles applicables à l'estimation des immeubles ».

Les immeubles auxquels s'applique cette disposition, sont seulement les exploitations agricoles formant une unité économique, c'est-à-dire un ensemble de biens ruraux groupés de telle sorte qu'ils ne puissent être désagrégés sans perdre de leur valeur comme instrument de production.

Le juge, et cela est tout à fait remarquable, n'est pas lié par une limitation de valeur ou de superficie.

Il faut aussi ajouter que le bénéfice de la transmission intégrale peut être étendu, aux termes de l'article 625, aux exploitations industrielles (par exemple : une fromagerie, une scierie, un moulin), si elles se rattachent à titre d'accessoire aux exploitations agricoles, « pour en accroître le rendement, en utiliser les éléments naturels, ou même en écouler les produits ».

L'attribution intégrale de l'exploitation est faite au profit de l'héritier appelé à la succession, qui le demande, et qui paraît capable de s'en charger.

L'appréciation des aptitudes du requérant est une pure question de fait. On ne tient compte ni du degré de parenté, ni du sexe.

Si plusieurs héritiers également capables réclament le bénéfice du transfert intégral, l'autorité judiciaire prendra en considération les usages locaux et la situation personnelle, soit pour attribuer, soit pour ordonner la vente ou le partage de l'exploitation.

De plus, le législateur s'est préoccupé d'accorder à l'attributaire de l'exploitation des facilités pour le paiement des soultes dues aux co-héritiers.

En ce qui concerne l'estimation, le code civil suisse décide qu'elle se fera pour les immeubles ruraux, ainsi que pour le bétail et le matériel, d'après la valeur de rendement. Cette valeur peut être fixée par les co-héritiers, mais s'ils ne peuvent se mettre d'accord, par des experts désignés par le juge. Si on ne dispose d'éléments suffisants pour procéder à cette évaluation, elle est fixée arbitrairement aux trois-quarts de la valeur vénale.

Il y a là un avantage incontestable fait à tout attributaire. Mais la charge est devenue si lourde en matière d'exploitation agricole, que l'on considère plutôt comme injustice le principe d'égalité stricte, qui consiste à compter les terres de culture pour leur valeur vénale.

Pour éviter l'injustice qui résulterait de la vente de l'exploitation en vue de spéculer sur la différence existant entre la valeur d'attribution et la valeur vénale, le législateur a décidé que les co-héritiers auront le droit de réclamer leur quote-part du gain réalisé.

Pour l'estimation de l'exploitation industrielle rattachée à titre de dépendance à l'exploitation agricole, on prendra comme base la valeur vénale.

Le législateur suisse a organisé ensuite, un système original pour assurer la garantie des droits des co-héritiers créanciers de soultes. Il évite d'écraser l'attributaire de l'exploitation sous un fardeau trop lourd de dettes. Cette situation aurait pour effet de rendre l'expropriation forcée inévitable, et le but recherchée par la loi : assurer l'intégrité du domaine rural, serait mise en échec.

Il a offert aux autres co-héritiers, au cas d'indivision forcée, le moyen de se procurer un titre facile à convertir en capital, en leur fournissant toutes les sûretés nécessaires.

L'article 622 décide que l'attributaire de l'exploitation peut demander qu'il soit sursis au partage lorsque, par la liquidation des droits de ses co-héritiers dans cette exploitation, ses immeubles se trouveraient grevés, les charges constantes y

comprises, au-delà des trois-quarts du prix, par les sûretés qu'il aurait à fournir. Les héritiers forment dans ce cas une indivision en participation.

Cette indivision est régie par l'article 347. L'attributaire est tenu de verser à ses co-héritiers à la fin de chaque exercice, une part du bénéfice net, déterminé d'après le rendement moyen de l'exploitation au cours d'un certain nombre d'années et en tenant compte du travail personnel de l'héritier exploitant.

L'indivision peut être dénoncée dès que l'exploitant ou ses héritiers se trouvent en mesure de liquider sa situation, sans grever l'exploitation dans de trop fortes proportions. Les droits des co-héritiers de l'attributaire sont fortement assurés.

Au cas de mauvaise administration, ils peuvent demander à l'autorité judiciaire la vente ou le partage de l'exploitation, article 621 du code civil. Si un co-héritier craint de ne point recevoir la part qui lui revient dans les bénéfices de l'exploitation, il peut demander au juge de l'associer à l'exploitation directe du domaine.

L'article 624 autorise un co-partageant qui désire sortir de l'indivision à demander sa part, sous forme de titre de gage. Si ce titre ne dépasse pas la limite légale des trois-quarts du prix d'attribution, il reste remboursable selon le droit commun. Garanti par une hypothèque inscrite sur ce bien fonds, il est facilement négociable. Si l'exploitation est grevée au-delà des trois-quarts de sa valeur, par le fait de cette créance, le co-héritier n'a droit qu'à un titre de rente successorale produisant un intérêt modeste, non exigible pendant dix ans, mais négociable dans un établissement de Crédit Agricole, c'est ce qu'on appelle la « lettre de rente ».

Nous avons beaucoup à emprunter à ces innovations. Sans doute a-t-on dit que les dispositions plus timides, plus nuancées du décret-loi du 17 Juin 1938, dont il est d'ailleurs directement inspiré, semblent mieux en harmonie avec la tradition et l'esprit du droit français, que ces règles libérales n'ont de

succès que si elles ont un vieux fonds de tradition ; mais nous aussi nous avons connu de semblables mœurs agricoles ; Pagesies dans le Midi, Communauté dans le Nivernais et la Franche-Comté ; Indivisions dans le Jura et personne n'oserait dire que ce fut un progrès économique et social d'avoir contribué à les faire disparaître.

§ II. — LA RUSSIE (1)

L'histoire du régime successoral de la Russie après la Révolution offre un intérêt très grand dans notre étude. Son évolution est caractéristique.

La doctrine socialiste a tout naturellement et de tout temps été hostile à l'institution de la transmission des biens par succession.

Les socialistes l'ont attaquée soit en se plaçant principalement au point de vue moral, soit en se servant de l'abolition des successions comme moyen de transférer le capital entre les mains de l'Etat au moment où le Prolétariat prendrait le pouvoir.

C'est ce dernier point de vue qu'adoptèrent les bolchevistes dans la première période de leur suprématie, période appelée « Epoque du communisme militaire ».

Nous verrons ensuite que, venant à l'appui des principes que nous avons défendus depuis le début de notre étude, le gouvernement soviétique a été obligé de rétablir la propriété et l'héritage.

I. — La première période a pour signe caractéristique la profonde transformation des rapports de production et du régime de la propriété.

Les instruments de production et le sol étaient enlevés aux particuliers par voie de confiscation, de nationalisation et de

(1) Voir article de M. Tager dans le Bulletin de législation comparée de 1926.

socialisation. Les produits de consommation demeuraient entre les mains des particuliers qui n'en conservaient que la jouissance, le droit de disposer étant considérablement restreint.

La propriété privée en tant que base de l'ordre économique, a disparu en même temps que la libre disposition des biens, en cas de décès.

Le décret du 14, 27 Avril 1918, a aboli les successions, tant ab intestat, que par testament : « Après la mort du propriétaire, dit l'article 1^{er} du décret, les biens lui ayant appartenu deviennent la propriété de l'Etat, de la R.S.F.S.R. »

Le Patrimoine subsistant après le décès revenait de droit à l'Etat. Sur le produit des biens laissés, celui-ci se déclarait prêt à fournir les moyens d'existence indispensables aux parents incapables de travailler ou indigents, en ligne directe ascendante et descendante, aux frères et sœurs, ainsi qu'à l'époux survivant (art. III).

Le décret établissait une règle spéciale pour les biens ne dépassant pas la valeur de dix mille roubles ; ils ne revenaient pas à l'Etat, mais étaient directement affectés à l'administration et à la disposition des parents présents et de l'époux survivant (art. IX).

Les parts respectives de l'époux et des parents, l'ordre dans lesquels ces héritiers disposaient en commun des biens n'étaient pas établis par les termes du décret, mais laissés à l'appréciation discrétionnaire des tribunaux.

Le décret rétroagissait à l'égard des biens dépendant de successions ouvertes avant sa promulgation, mais non encore entrés dans le patrimoine des héritiers (art. X).

Ainsi le droit successoral tel qu'il est conçu par le droit civil, avait à ce moment disparu en Russie, les droits et obligations de l'Etat, d'autre part, étaient régis non par des dispositions du droit privé, mais par le droit public.

Pendant les années qui se sont écoulées entre 1918 et 1923, le décret du 14-27 Avril n'a eu qu'une portée déclarative et de

principe ; il a eu pour effet de pousser les citoyens soviétiques à dissimuler à l'Etat tout ce qui pouvait avoir quelque valeur.

L'échec du système du communisme militaire est de notoriété publique. L'Etat soviétique a été inapte à organiser la production et la répartition des produits.

La nouvelle politique économique dont les débuts remontent à l'année 1921, a ouvert bien que dans des limites trop étroites, le champ à l'initiative privée. Pour permettre à cette dernière de se développer, le rétablissement des droits civils, considérablement limités d'ailleurs, devint indispensable. Le droit de propriété et avec lui, l'institution du droit successoral réapparaissent.

L'ordonnance du 22 Mai 1922, rétablissait le droit de succession jusqu'à concurrence de dix mille roubles or. Les proches parents et les personnes à la charge du défunt formaient le groupe d'héritiers appelés à la succession.

II. — Le système du Code Civil.

Le code civil établit un ensemble de principes de droit successoral qu'il est intéressant d'étudier dans ses grandes lignes :

« La succession est la transmission, dans les limites établies par la loi, du patrimoine d'une personne décédée, ou judiciairement déclarée décédée, aux personnes vivant ou conçues en ce moment, dont le groupe est limitativement déterminée ».

Le moment de l'ouverture de la succession est en dehors de la mort naturelle, celui où la personne est déclarée décédée. La déclaration de décès peut être prononcée par le Tribunal, s'il s'est écoulé cinq ans depuis le jour où la constatation de l'absence de l'individu a été publiée.

Est considéré comme lieu d'ouverture de la succession, le lieu du dernier domicile du *de cuius*.

Par la délimitation du groupe des héritiers, les dispositions du code diffèrent essentiellement des règles établies par la législation de la majorité des pays Européens.

Le Groupe des personnes (article 418) appelées à succéder

tant dans une succession légale que testamentaire, est limité aux descendants directs et à l'époux survivant, ainsi qu'aux personnes incapables de travailler ou indigentes qui étaient à la charge complète du défunt, depuis un an au moins, avant son décès. D'autre part, les enfants naturels et leur progéniture, succèdent aux mêmes conditions, que les enfants légitimes.

En ce qui concerne les droits de l'époux survivant, les commentateurs de la loi admettent, à la majorité, que ces droits n'appartiennent qu'à l'époux légitime. La personne ayant été en rapports avec le *de cujus*, en dehors du mariage légitime, ne peut être appelée à succéder que si elle rentre dans la catégorie des personnes à la « charge ». Les ascendants et les collatéraux sont écartés de la succession lorsqu'ils n'étaient pas à la charge du *de cujus*.

Ainsi que nous l'avons dit, le code civil a limité la valeur globale des biens susceptibles d'être transmis par voie de succession à dix mille roubles or, déduction faite des dettes du défunt.

L'actif net du patrimoine successoral ayant été établi, ce patrimoine est, suivant le système du code civil réparti entre l'Etat et les héritiers, si l'actif net dépasse la somme de dix mille roubles or, et revient en totalité aux héritiers s'il est inférieur ou égal à cette somme.

Mais l'Etat n'est pas appelé à succéder au même titre que les descendants, l'époux ou les personnes à la « charge ». Il tient ses droits uniquement de sa souveraineté ».

L'Etat entre en possession de la totalité des biens de la succession quand il n'y a pas d'héritiers légaux ou testamentaires, quand le testateur déshérite toutes les personnes qui peuvent être appelées à lui succéder, ou lorsque les héritiers sont absents ou ont renoncé.

Le patrimoine successoral passe en partie seulement à l'Etat quand :

Le bien de la succession s'élève à plus de dix mille roubles or, le surplus lui revient.

Un ou plusieurs héritiers renoncent à la succession, la part des renonçants n'augmente pas la part de ses co-héritiers, mais passe à l'Etat.

Le *de cuius* a déshérité un ou plusieurs de ses héritiers, leur part revient à l'Etat.

L'Etat et les co-héritiers procèdent au partage, à l'expiration des délais accordés aux créanciers pour faire valoir leurs droits, et aux héritiers pour accepter ou renoncer à la succession.

S'il y a des difficultés, si les héritiers n'acceptent pas la proposition de l'Etat, l'affaire est portée devant le Tribunal qui statue en se plaçant « uniquement au point de vu de l'intérêt de l'Etat ». La présence de mineurs parmi les héritiers n'empêche pas le partage de s'effectuer, les représentants légaux ayant qualité pour agir en leur lieu et place.

Toutes les règles indiquées ci-dessus, s'appliquent tant aux successions ab intestat, qu'aux successions testamentaires. Il nous faut donner quelques précisions pour :

1) Les successions ab intestat ; aucune catégorie d'héritiers n'exclut une autre. Le patrimoine est réparti par tête et par portions égales, entre tous les héritiers, par exemple enfants et petits-enfants succèdent de leur chef, et non par représentation. Seuls sont privilégiés les héritiers qui ont habité avec le *de cuius* et qui se voient attribuer le mobilier et l'installation domestique.

2) Les Successions testamentaires ; La loi définit le testament comme une disposition pour le cas de décès faite par une personne, dans la forme écrite, et relative à la transmission du patrimoine, à une ou plusieurs personnes du nombre de celles qui sont invitées à l'article 418 (Héritiers légitimes) où la distribution entre plusieurs de ces personnes.

Le testament est un acte écrit, Les testaments verbaux ne sont admis dans aucun cas. La forme authentique est la seule connue du droit Soviétique.

Il va sans dire que le testateur n'a le droit de disposer de ses biens que dans les limites déterminées par la loi, c'est à dire à concurrence de dix milles roubles or. Il ne peut non plus, comme nous venons de le dire, désigner des légataires, en dehors du groupe des héritiers légitimes, mais il peut :

Soit limiter ce groupe en omettant de mentionner dans le testament certaines personnes de ce groupe, où en les déshéritant expressément ;

Soit modifier les quote-parts des héritiers.

La loi Soviétique ne connaît pas d'héritiers à réserve. Les legs à titre particuliers sont admis, mais seulement au profit des personnes qui peuvent être appelées à la succession comme héritiers légitimes.

Les héritiers tant légaux que testamentaire ont la saisine des biens successoraux mais le testateur a le droit de changer une personne de la mission d'exécuter sa dernière volonté.

III. — Abrogation de la limitation des Successions par les décrets du 29 Janvier et 15 Février 1926.

La règle mécanique de l'expropriation forcée et gratuite du montant des successions dépassant dix mille roubles or, d'actif, mettait obstacle au développement du capital privé, et pourtant elle a été appelé à jouer un certain rôle par les dirigeants de l'U.R.S.S..

D'une part, les particuliers se refusaient à créer des organisations industrielles, à s'établir, sachant d'avance que la presque totalité de leur avoir serait confisqué au moment du décès par l'Etat.

D'autre part, l'accumulation des capitaux se réalisait dans les formes les plus primitives ; l'argent étant mis en cachette ; les successions des étrangers étant régies par la loi de l'U.R.S.S. le capital étranger évitait, ce qui va de soi, d'affluer en Russie.

A la suite de ces considérations, le gouvernement Soviétique a été amené à modifier radicalement la loi. Une ordonnance a supprimé à partir du 1^{er} mars 1926, la limitation du montant du patrimoine pouvant se transmettre par succession et donation.

Le décret énonce très clairement les motifs sociaux ayant provoqué la réforme : « Afin de faciliter la possibilité de continuer l'existence des entreprises commerciales et industrielles, après le décès de leur propriétaire, ainsi qu'à l'effet de créer des conditions plus favorables à la création, et à l'affluence des richesses matérielles et des fonds, le comité central exécutif... »

La modification de la législation se résume en ceci, qu'en dehors des cas de déshérence, l'Etat n'appréhende que les parts des héritiers ayant renoncé à la succession où qui seraient déshérités par le de cujus.

Dans tous les autres cas, l'intégralité du patrimoine successoral est dévolu aux héritiers légitimes ou testamentaires, l'Etat se contentant d'imposer les successions par voie fiscale.

Les autres dispositions du code civil n'ont pas été changées.

IV. — Conclusion :

Cette évolution du droit successoral soviétique est incontestablement très intéressante, et les enseignements que l'on peut en tirer sont utiles.

Les parties et les groupes sociaux qui posent comme problème pratique la socialisation de la production et de la répartition des biens, peuvent se rendre compte que la confiscation totale du patrimoine des personnes décédées, au profit de l'Etat, n'est pas très aisée. Une organisation parfaite des services public, doit exister pour permettre l'abolition des successions ; autrement cette mesure reste lettre morte, et n'a que des effets purement destructifs.

En soi, le principe de la participation obligatoire de l'Etat dans toutes les successions qui dépassent un certain montant,

participation indépendante des taxes et impôts successoraux, n'a rien de nouveau. « C'est ainsi que nous voyons, dit Ambrois Colin, l'ancien constituant Durant de Maillane, dans son plan du code civil, proposer de faire à l'Etat une part dans les successions, en lui attribuant en concours avec les parents les moins proches, une part variant de 1/12 à la totalité, de l'hérédité. »

En somme, l'Etat Soviétique, a été mis, non à côté, mais au dessus des héritiers du sang. Ces derniers se contentent d'un minimum à peine suffisant pour garantir les besoins de leur existence. La part Léonine appartient à l'Etat. C'est ce dernier qui domine dans le partage. Au cas de contestation entre l'Etat et les Héritiers les tribunaux se guident par des considérations d'utilité pratique.

Cette conception correspondait à la politique d'un Etat communiste qui admettait à peine le rôle du capital privé, et considérait comme une faveur et une bonté extrême le fait d'avoir accordé au citoyen des « Droits Patrimoniaux ».

Les nécessités de la vie sociale ont écarté, ainsi qu'il a été exposé, cette limitation du montant des successions au profit de l'Etat. L'alternative a été posée avec une grande netteté ; du moment que la propriété et l'initiative privée, sont appelées à jouer un rôle quelconque dans la vie sociale, l'hérédité ne peut être limitée du moins aussi étroitement, sous menace d'entraver le développement de la vie économique du Pays.

Toutefois, l'Etat continue à participer largement aux successions. Les cas de déshérence sont extrêmement fréquents dans l'U.R.S.S., les collatéraux même les plus proches (frères et sœurs), étant exclus au profit de l'Etat.

Une autre conception nous apparaît remarquable : Les personnes appelées à succéder le sont plutôt comme membre d'un groupe domestique dont le chef est le de cujus. Les liens du sang jouent un rôle subordonné. On ne peut refuser à cette conception un certain esprit d'équité sociale en tant qu'elle fait bénéficier de la succession les personnes à « charge ». L'idée est empruntée à certains systèmes d'assurance

sociale ; son adaptation aux successions ne manque pas de logique.

Si l'on conçoit l'exclusion au profit de l'Etat des parents très éloignés, quand il s'agit de successions ab intestat, cette exclusion ne se justifie pas, pour les successions testamentaires, le testateur pouvant mieux apprécier à qui il faudrait léguer le produit du travail de sa vie.

Remarquons en passant que l'étatisme de la Russie Soviétique, la méfiance extrême que le législateur soviétique éprouve vis à vis de toute force organisée, l'ont amené à la défense de léguer aux personnes légales, autres que l'Etat. D'autre part le législateur n'a admis d'autres formes de testament, que la forme coûteuse du testament authentique ; Trait d'autant plus étonnant que depuis toujours ce système a été considéré par les socialistes comme hostile aux intérêts des **classes indigentes**

§ III. — LE PROJET DU CODE CIVIL ITALIEN

La réforme successorale du projet du code civil Italien, présente pour nous un grand intérêt, tout d'abord à cause de l'afinité des deux législations, ensuite par ce qu'une réforme législative d'ensemble, basée sur la connaissance de tous les problèmes successoraux actuels et de toutes les expériences étrangères est un enseignement très précieux.

Monsieur le professeur Vialleton nous le dit : « Elle montre les horizons qui s'ouvrent, elle nous apprend aussi à mesurer les possibilités entrevues selon les données du réel. La matière des successions n'est pas de celle qu'on puisse qualifier d'exclusivement technique. Elle est soudée à la vie normale, fonction de l'organisation de la famille et de la fortune, et tout cela ne dépend pas exclusivement du législateur ».

Notre attention sera retenue par trois questions :

I. Place de la dévolution ab intestat et de la dévolution testamentaire dans le projet :

Dans les diverses législations, spécialement celles qui sont anciennes, on observe toujours une prédominance marquée de l'un des systèmes successoraux sur l'autre.

Au contraire dans le projet Italien, des diverses réglementations, se dégage plutôt l'impression d'un équilibre des deux dévolutions. Elles sont sur des plans différents et le de cujus peut soit régler le sort de son hérité par testament, soit au contraire la laisser à l'ordre préétabli par la loi. Cependant deux idées s'affrontent : celle de la liberté testamentaire, et celle de l'existence de réserves. (1).

L'opinion italienne a apporté des précisions sur les conflits qui peuvent les opposer, et a dégagé certaines hypothèse d'un grand intérêt pratique. Si le disposant s'est référé dans son testament aux dispositions mêmes de la loi, la prééminence de l'une ou de l'autre des formules dévolutrices pourra conférer à la dévolution un des deux caractères fondamentaux : soit succession légale, soit succession testamentaire. Cela aura de l'importance, tant au point de vue de la détermination des droits du conjoint survivant que pour résoudre certains problèmes délicats de concours de successibles, d'accroissement et de représentation.

Dans le cas où la validité du testament est douteuse, à raison d'une irrégularité de forme, suivant que l'on est pour ou contre la prépondérance ab intestat, on sera plus ou moins sévère pour les dispositions de dernière volonté.

II Obligation aux dettes ultra vires successionis :

Le projet Italien, s'est résolu à maintenir la tradition séculaire de la contribution indéfinie du passif, contrairement à l'exemple des législations anglo-saxonnes et germaniques qui isolent, lors de la transmission héréditaire la masse successorale afin d'en purger son passif et apporter seulement à l'héritier le reliquat d'actif net s'in en reste.

(1) Regards sur quelques problèmes d'organisation successorale, par H. Vialleton, Professeur à l'Université de Montpellier.

Pourtant du point de vue technique de nombreuses raisons qu'il nous serait trop long d'exposer, incitent à trancher la question en faveur de l'obligation *intra vires*.

Mais ceci nous amène à une remarque que nous avons déjà mentionnée : La matière des successions n'est pas une création abstraite, mais l'expression de la vie réelle, en contact permanent avec l'existence quotidienne des individus et répondant à leurs habitudes et à leurs besoins. Tout remaniement qui ne serait pas en harmonie avec les idées maîtresses de l'institution, et en accord avec l'esprit public, profondément imprégné par la tradition, serait « une superposition maladroite, un contreplaquage hasardeux et sans solidité » ;

C'est ainsi que l'héritier est habitué grâce à l'obligation *ultra viris* à se trouver libre au contact de la masse successorale.

Rien d'extérieur ne vient contrôler ses faits et gestes, accomplis à ses risques et périls pendant la période de délibération. Le successible se sent chez lui, il vaque à ses propres intérêts et la dévolution demeure « une affaire de famille ». C'est là un point primordial, surtout quand la transmission se fait en ligne directe, et « il serait difficile d'amener un public nourri de tradition latine à changer de sentiment et d'habitude à ce sujet ».

III. Le Partage et la Dévolution des exploitations :

Deux idées nous paraissent avoir un intérêt tout particulier : Tout d'abord la création de l'institution du « *Patrimonio Familiare* », article 375 et suivant du projet. Mais cette innovation est surtout destinée à procurer plus de bien être au groupement familial et ne s'occupe pas des questions posées par l'intégrité de la propriété terrienne.

Ensuite les questions de dévolution du patrimoine régulièrement constitué (articles 386 à 389). Ils prévoient le maintien intact des biens jusqu'à la majorité des enfants. Un usufruit spécial est créé sur le bien de famille au bénéfice du conjoint survivant.

Le texte fondamental est l'article 329 du projet, inspiré dans une certaine mesure par l'article 620 du Code Civil Suisse, et qui répond à tous les dangers que comporte le démembrement d'une propriété constituant une unité économique. Il généralise le procédé et la reprise sur estimation à toutes les exploitations industrielles constituant un tout indivisible, et dont le morcellement serait préjudiciable aux intérêts du groupe familial. Elle étend à l'industrie ce qui en Suisse comme en France n'est envisagé que pour l'agriculture, et cela, sans distinction de valeur ni d'importance. La réglementation est complétée par des mesures destinées à assurer l'efficacité de la reprise sur estimation. Les cohéritiers de celui qui devient seul attributaire de l'entreprise doivent attendre trois ans le payement en capital de leurs créances de soultes.

Le projet du code civil Italien, nous le voyons donc, apporte des mesures propres à assurer la conservation de l'héritage toutes les fois qu'elle est véritablement nécessaire.

DEUXIEME PARTIE

LE PATRIMOINE FAMILIAL ET LE DROIT FISCAL

Pour avoir une idée complète de la Politique de protection du patrimoine familial, nous devons nous placer maintenant sur le plan fiscal. Les acquisitions de biens par transmission successorale sont frappées d'un droit de mutation au profit de l'Etat.

Les gouvernements, spécialement ceux qui se sont succédés pendant la période d'entre deux guerres, trouvant là une matière facilement imposable, n'ont cessé d'augmenter ces droits qui ont fini par avoir le caractère d'une véritable confiscation.

Cette perception exagérée, a donné lieu à un immense développement de la fraude, et le législateur a dû prendre une série de mesure pour la déjouer.

« C'est ainsi que ce droit fiscal a pris peu à peu un caractère particulier car il se saisit des états de fait et non des situations de droit, et il en est arrivé à méconnaître les règles du droit civil ».

C'était au milieu de l'indifférence populaire que les lois successives qui ont élevé les tarifs des droits de mutation ont été votées. Ceux-ci offrent un caractère particulier : si tous les contribuables sentent peser lourdement le poids des impôts, l'aggravation des droits de mutation présente pour eux un péril moins immédiat, et l'on n'y prête attention que le jour où il faut les verser au fisc.

Mais les excès de cette fiscalité ont des répercussions très graves sur les patrimoines privés et sur cette unité fondamentale qu'est la famille.

La transmission de la richesse se fait tous les 30 ans, en moyenne, et dans la plus part des cas, pour les fortunes d'une certaine importance, les héritiers ne pourront pas reconstituer le capital entamé par le paiement des droits avant qu'eux mêmes ne viennent à décéder. C'est donc un acheminement vers la ruine de la fortune privée qui est en train de s'accomplir, et avec lui, toutes les funestes conséquences qu'elle entraîne.

Depuis longtemps une grande réforme était réclamée dans le sens de la diminution des tarifs et d'une réorganisation de la répartition de l'impôt.

La résistance était grande, d'une part sans doute à cause des besoins de l'Etat qui ne faisaient que croître, mais aussi peut être par application de la théorie qui affirme que tout vieil impôt est bon et tout nouveau mauvais, à cause des ruptures d'équilibre qu'il provoque et des déboires que donne longtemps son recouvrement. Qu'il ne faille toucher au système fiscal qu'avec prudence, cela est peut-être vrai en matière d'institution et d'aggravation d'impôt, mais il est exceptionnel qu'une intervention soit inopportune lorsqu'elle a pour objet des mesures de détente fiscale.

Notre nouveau gouvernement a compris que « les bonnes finances ne sauraient méconnaître que la prospérité d'un pays découle avant tout de l'accroissement du patrimoine national, c'est à dire du capital humain et matériel de production et que toute entrave à cet accroissement est finalement préjudiciable à la collectivité ».

C'est de la primauté du social et de l'économique sur le fiscal que s'inspire manifestement la nouvelle politique financière. Cette tendance n'est peut-être pas nouvelle, mais jusqu'ici elle ne l'emportait pas aussi décisivement, contrariée par des nécessités inéluctables où des passions partisans.

La loi du neuf novembre 1940 est enfin intervenue et nous verrons toutes les heureuses modifications qu'elle apporte, prenant en considération la politique familiale et la lutte contre la dénatalité. C'est ce que nous tâcherons de faire ressortir de l'étude de la loi.

Un bref exposé des principes qui sont à la base de l'impôt successoral en Angleterre, en Allemagne, et en Italie, nous donnera un élément de comparaison et d'utiles enseignements.

CHAPITRE I

Principes Généraux de l'Impôt Successoral

§ I. — CARACTERES DE L'IMPOT SUCCESSORAL.

L'impôt successoral n'était autrefois qu'une simple taxe, perçue à des taux très modiques, que le fisc percevait sur les mutations par décès, de même qu'il percevait des droits de mutation à propos des transmissions de biens à titre onéreux. Aussi est-il resté jusqu'à une date assez récente d'un rendement assez faible.

Ce caractère s'est peu à peu modifié et les droits de succession ont acquis une physionomie propre, en même temps que s'élargissait la place qu'ils tenaient dans les ressources budgétaires de l'Etat. Cette augmentation de tarif est dû à plusieurs raisons fiscales, et en particulier aux trois grands avantages qu'il possède ; ou du moins que l'on veut lui concéder :

1) L'Etat moderne ayant besoin de ressources fiscales à grand rendement trouve dans cet impôt une contribution d'une perception facile puisqu'elle s'effectue au moment où l'héritier recueille une fortune à laquelle il n'a pas contribué, « moment psychologique », comme on l'a dit car il songe moins que l'Etat lui prend une partie de ce qui lui échoit. L'héritier n'oppose donc pas aux prétentions du fisc la résistance que celui-ci rencontre lorsqu'il prétend par exemple imposer le revenu du travail ou de la fortune personnelle du contribuable.

Cela est peut-être exact pour les petits héritages, mais nous verrons par la suite l'importance qu'a pris la fraude en cette matière et qui démontre que, là comme ailleurs, la résistance du contribuable est très grande.

2) Il touche à des richesses que le fisc peut avoir moins de scrupule à ménager, car elles sont acquises sans travail de la part de celui qui les reçoit.

A cela nous pouvons répondre : combien de fois le fils ou l'héritier, et en particulier, celui du petit propriétaire ou du petit commerçant, a travaillé avec le père et participé directement à l'accroissement des biens familiaux. Le fisc percevra cependant un droit sur le total de la succession.

3) Dans la plupart des impôts se pose le problème de l'incidence. L'incidence est « ce phénomène par lequel une personne à qui le fisc réclame le montant de l'impôt, le déverse sur un tiers qui peut-être parviendra à son tour à en transmettre la charge à autrui, de sorte que le contribuable légalement désigné, se borne à faire l'avance de l'impôt et se rembourser sur d'autres personnes ignorées du fisc qui le supporteront définitivement ». (1).

Or l'impôt successoral ne peut être rejeté sur personne, il reste à la charge de l'héritier, contribuable désigné par le fisc.

Cette qualité, bien qu'évidente a été contestée par le professeur Bastable qui prétend qu'en affirmant que l'impôt successoral n'a pas d'incidence, on oublie trop souvent que cet impôt peut avoir certaines répercussions sur la distribution de la richesse nationale. Etant donné que cet impôt frappe le capital, il y aura lieu de dire que toute la société souffrira de la restriction de la production résultant de cette imposition de capital. Sans méconnaître cette objection, on peut faire remarquer que l'incidence et les répercussions économiques et

(1) Allix, traité élémentaire de science des finances, p. 567.

sociales sont deux choses qu'il ne faut pas confondre et qui ne se ressemblent pas.

Quoiqu'il en soit ces considérations auraient pu suffire, devant les besoins toujours grandissant de l'état, à légitimer une certaine élévation des tarifs. Mais de nos jours il s'était transformé, de simple impôt, en un véritable prélèvement d'une partie de la succession au profit de l'état.

Il faut se demander à quel titre le législateur moderne a cru pouvoir gréver les successions dans de telles proportions.

Les conceptions sont nombreuses et le soin avec lequel elles ont été élaborées montre l'importance et l'intérêt du problème posé.

§ II. — FONDEMENT DE L'IMPOT SUCCESSORAL

Nous n'avons pas ici la prétention d'envisager toutes les solutions, mais seulement celles qui nous ont paru le plus dignes d'intérêt. Ce sont elles qui nous permettront de comprendre le développement historique et les diverses modalités d'application de l'impôt successoral.

I. Etat garant de l'exécution des volontés du défunt

Cette théorie reconnaît que l'état doit respecter l'héritage, mais qu'il peut le soumettre à des droits et à des impôts en échange de l'exécution qu'il consent à assurer, des volontés du défunt : Il fait payer le prix de ses services.

L'impôt est donc la contre partie de la protection que l'état accorde aux particuliers et à la propriété. Il est juste que tous le supportent en proportion des avantages que la société leur garantit et des dépenses qu'elle a faite pour eux.

Et ce seront ces dépenses qui donneront la mesure du service rendu et devront être prises comme base lorsqu'on voudra fixer le montant de l'impôt.

Mais dans ce cas la taxe ne pourrait être que très légère, et il est évident que si les taux de l'impôt atteignent les tarifs

actuels, cette théorie du « coût de services », ne peut être invoquée. Ce ne serait alors qu'une simple taxe d'enregistrement qui devrait être proportionnelle ou même dégressive, et non pas progressive, puisqu'il est relativement moins coûteux d'enregistrer une somme élevée qu'une faible somme.

Pour certains auteurs, notamment M. Leroy-Beaulieu, ce qui donne la mesure de cet impôt, c'est la valeur de la protection que l'état accorde à cette transmission. (1).

Ce serait une sorte de prime d'assurance très légère : $1/2$, ou 1 %. Quand elles atteignent les hauteurs actuelles, ce ne sont plus des primes d'assurance, mais « une sorte de rachat, un reste d'investiture féodale où même une confiscation, un pillage », écrit-il indigné. Il reconnaît d'ailleurs que les lois fiscales obéissent rarement dans toutes leurs applications à une théorie philosophique ou sociale.

Cette vieille théorie est actuellement abandonnée, et il est inutile de chercher si les prix dans les transactions privées et les assurances sont semblables aux taux de l'impôt. L'Etat doit d'ailleurs protéger la propriété non seulement au moment du décès, mais pendant la vie des particuliers et de leurs héritiers. « Il ne serait pas plus juste de faire payer aux citoyens un droit pour le prix de protection accordée aux mutations de leurs biens, qu'il ne le serait de demander aux victimes d'un délit le montant du salaire des agents de police auxquels elles ont recours, »

II. — Théorie des facultés contributives

De nombreux auteurs estiment que dans la répartition des charges publiques sur les contribuables, l'Etat doit tenir compte de la capacité de chaque individu à payer l'impôt.

« L'impôt doit infliger à chacun une privation égale, un sacrifice égal ». (2).

(1) Traité de Législation financière, T. I, p. 636.

(2) Suret, L'impôt progressif, Paris 1910, p. 209.

Cette théorie tend à être admise par la science financière pour expliquer l'impôt successoral : les successions représentent pour les héritiers un revenu accidentel peut-être, mais qui n'en vient pas moins augmenter leurs possibilités fiscales. La succession n'est qu'un « revenu irrégulier, spasmodique, de hasard. Un impôt logique sur le revenu ne saurait donc frapper des gains accidentels où fortuits de ce genre.

Le professeur Einandi estime que la mesure des facultés contributives, doit consister dans la dépense. Et, puisque les héritiers dépensent d'habitude une partie des biens recueillis, un impôt successoral assez faible se trouve justifié. Son taux doit varier d'ailleurs, selon le degrés de parenté avec le défunt et le montant des parts recueillies, par ce que les héritiers éloignés qui considèrent l'héritage comme une aubaine, sont moins enclins à épargner que les héritiers les plus proches.

Cette théorie est sujette à caution. En effet le fait de recueillir un héritage n'est pas toujours pour les héritiers un enrichissement, surtout en ligne directe où, la mort prématurée du père de famille est pour les enfants qui vivent avec lui un événement qui bien souvent peut entraîner une diminution considérable de revenu par la disparition de son activité où de certaines ressources dont il était personnellement pourvu.

Nous nous rallions cependant à la majorité de la doctrine en reconnaissant que c'est la théorie qui mérite le plus d'être retenue pour justifier l'impôt successoral.

III. — Droit souverain de l'état

Cette théorie considère l'impôt successoral comme étant une part de l'héritage que l'état prélève en vertu de son droit souverain et en échange de l'exécution qu'il consent à assurer aux volontés du défunt.

L'état est le propriétaire primitif de tous les biens se trouvant sur son territoire, il n'a fait qu'en concéder la jouissance

temporaire aux particuliers, mais ces biens doivent lui revenir après leur mort. Il peut consentir à laisser les héritiers prendre la succession, mais ce sera avec son autorisation et avec son contrôle et il a la pleine liberté d'édicter à cette occasion les conditions qui lui paraissent convenables.

Cette théorie est à la base du droit de relief qui fut perçu au profit du seigneur en France, jusqu'à la Révolution.

J. J. Rousseau dans son contrat social expose cette théorie : « L'état, à l'égard de ses membres est maître de tous leurs biens par le contrat social qui sert de base à tous leurs droits. » (1). Mais pour lui, c'est seulement pour garantir aux particuliers leur propre liberté et propriété que cette aliénation a lieu. « Lorsqu'en acceptant, dit-il, les biens des particuliers, la communauté les en dépouille, elle ne fait que leur en assurer la légitime possession, changer l'usurpation en véritable droit et la jouissance en propriété ».

L'état peut donc reprendre à la mort du possesseur, les biens par lui laissés. Mais Rousseau s'arrêtait là dans son raisonnement qui peut conduire, poussé jusqu'au bout, à la suppression par l'état de l'héritage. Au contraire il préconisait le respect de la vocation héréditaire, car, pour lui, « rien n'est plus funeste aux mœurs et à l'état lui-même que des changements répétés dans la répartition de la fortune entre les citoyens.

L'héritage ne serait pas un droit naturel, mais une institution sociale. C'est ainsi que Stuart Mill s'est prononcé dans ce sens : « Un mort perd tous ses droits parmi les vivants. Les biens de l'homme à sa mort, deviendraient donc vacants si la loi n'y avait pourvu. Puisque la nature n'a donné à l'homme aucun pouvoir sur ses biens terrestres, au delà du terme de sa vie, l'état est libre d'apporter des conditions et des réserves au droit qu'il crée de toute pièce en faveur du de cujus. Il est fondé à prendre la première part et à laisser le reste aux héritiers ».

(1) J. J. Rousseau, Contrat Social Livre I, ch. IX du domaine réel.

L'impôt est précisément la part de l'état.

Cette théorie a influencé dans une assez large mesure ; à l'époque contemporaine la législation fiscale des principaux pays. Le cas resté célèbre où il en fut ainsi, est l'essai qu'a tenté la régie française, au milieu du siècle dernier, de se faire reconnaître, par les tribunaux, un privilège qui lui aurait permis de primer les autres créanciers, pour la perception des droits de mutation par décès, et d'en réclamer le montant à tout détenteur des immeubles recueillis en héritage, même à un tiers acquéreur. Pour cela la régie a soutenu que le droit de l'état sur les successions n'est pas une simple créance, mais qu'au contraire, qu'il s'agissait d'une prérogative fondée sur la copropriété préexistante de l'état sur les biens de la succession. La jurisprudence justifia cette prétention dans plusieurs arrêts (Cour d'Appel de Paris 3 mai 1835, D. 1835,2,272 ; et Cass. 28 juillet 1851, S. 1851, 1. 761.)

Mais à la suite de vive protestations de la doctrine, la Cour de Cassation sur un rapport du Conseiller Laborie, rejeta définitivement cette théorie de la propriété éminente dans un arrêt du 24 juin 1857, D. 1857, I. 233 : « Une semblable thèse empruntée au régime féodal avec une extension qu'elle ne comportait pas, même alors, serait non seulement un démenti à la vérité historique, mais aussi la négation de tous les principes de notre droit public et de notre droit civil, soit sur la nature et les conditions d'existence de l'impôt, soit sur la plénitude et l'indépendance du droit de propriété tel qu'il est défini avec une énergique précision par les articles 544 et 545 du Code Napoléon ».

Il a été question plus tard de lui donner une sorte de consécration légale : un amendement déposé au cours de la discussion de la loi fiscale du 25 juin 1920 et rejeté par la chambre, attribuait à l'état en tant qu'héritier une part d'enfant légitime dans toutes les successions. C'est en effet, de la fameuse théorie de l'état cohéritier qu'il s'agissait, théorie qui se rapproche très sensiblement de la théorie de la propriété éminente : « L'homme ne vit pas seul, il vit au milieu de

ses semblables, envers lesquels il a des droits et des devoirs. La collectivité est représentée comme une grande famille à laquelle chacun de nous est redevable et qui peut prétendre à une part de nos affections et par là même à une part de notre héritage ».

C'est sur ces théories que l'on s'est appuyé en Angleterre en 1894 pour réformer l'impôt successoral. L'état peut n'avoir aucun scrupule à frapper les successions de taxes très lourdes, puisque l'héritier n'a de droits que dans la mesure où l'état veut bien lui en concéder. L'impôt apparaîtrait donc comme une sorte de tribut payé à l'état en échange de son consentement à la dévolution héréditaire.

Il suffira d'une rapide critique pour montrer que cette théorie ne peut être retenue :

Juridiquement elle est insoutenable, la succession ab intestat peut être considérée comme résultant d'une sorte de testament tacite ; le decujus donne son adhésion à la loi successorale.

Si l'on fait ainsi coïncider succession et testament, ce dernier équivaut à une donation entre vif faite par le testateur avec réserve d'usufruit. Supprimer la succession ab intestat, comme le voudrait Stuart Mill, ce serait donc supprimer le droit de tester et s'attaquer aux prérogatives essentielles du droit de propriété.

D'autre part, l'héritage implique la parenté, et l'état moderne n'est pas une association génétique. D'ailleurs, l'héritage n'est pas une question de droit public, mais de droit privé.

Se représente-t-on tout ce que cela entraînerait ? Immixtion de l'état dans toutes les affaires privées, partages judiciaires, ainsi que quantités de mesures vexatoires et gênantes telles qu'inventaire, apposition des scellés et application de ce redoutable article 832 du code civil, c'est-à-dire que dans presque tous les cas il faudrait vendre les immeubles.

IV. — Théorie Socio-Politique

Les différentes théories que nous avons déjà vues, se sont toutes efforcées de rattacher l'impôt successoral à quelque notion juridique ou fiscale.

Avec la théorie socio politique, nous nous plaçons sur un tout autre plan ; ses partisans utilisent l'impôt pour corriger certains abus jugés par eux intolérables, par ce que contraires à toute notion de justice humaine et aux intérêts généraux de la société. L'institution de l'héritage lui-même est à leurs yeux plus ou moins contestables et ils veulent se servir de l'impôt pour l'abolir progressivement et pour enrayer l'inégalité actuelle de la répartition des richesses ce qui pour eux ne manquerait pas d'engendrer des conséquences bien-faisantes pour la prospérité de la nation.

Nous ne rencontrons pas ici une conception particulièrement récente. Déjà Stuart Mill, frappé par le spectacle des cas de parasitisme auxquels l'héritage peut donner lieu, s'en était indigné avec véhémence.

Pour remédier à cet état de chose, il préconisait un impôt progressif très lourd sur les successions, et il allait même jusqu'à recommander l'abolition pure et simple de la succession ab intestat même en ligne directe et une stricte limitation du droit de tester. (1).

Nous ne reviendrons pas sur l'exposé des doctrines socialistes que nous avons déjà fait dans notre première partie. Mentionnons seulement qu'ils ont eu presque tous l'idée de se servir de l'impôt successoral pour redresser les inégalités dans la répartition des richesses.

Cette théorie a été vivement attaquée par la plupart des économistes libéraux et des spécialistes de la science des finances qui excluent tout élément social dans l'application des impôts, et se restreignent volontier à l'examen de leur

(1) Principes d'Economie Politique, Livre V, Ch. IX, Sect. I.

seul côté financier. Pour eux, l'impôt n'a et ne doit avoir qu'un seul but, celui d'alimenter le trésor public.

Leur argument est sans doute défectueux, car, comme le dit M. Allix : « Il est certain que tout impôt exerce une action sur le régime d'une société et que la marche des phénomènes économiques en subit le contre-coup. On ne voit pas pourquoi l'état en principe ne pourrait pas se servir de cette force dans un but social ou économique et pourquoi, parmi tous les modes possibles d'intervention de l'état le mode d'intervention par la voie fiscale lui serait contesté » (1).

En somme cette théorie nous paraît excellente si le but social économique ou moral, présente lui-même un intérêt pour la société. Nous en retrouverons des applications dans les chapitres qui vont suivre.

(1) Traité Elémentaire 1931, p. 454, 455.

CHAPITRE II

L'Evolution de l'Impôt Successoral

L'impôt de mutation par décès, tel que nous le trouvons aujourd'hui en France est l'œuvre de la loi du 25 février 1901. Mais ce régime et toutes ses modifications ultérieures, n'est autre que celui établi par la loi du 22 frimaire an VII, laquelle reste encore le cadre, en matière d'impôt d'enregistrement. Cette dernière loi a subi l'influence des principes établis en France sous l'ancien régime.

Il nous faut donc, pour bien comprendre les principes actuels, suivre l'évolution subie par cet impôt depuis l'origine jusqu'à nos jours. Nous ne ferons qu'un historique rapide, aperçu d'études beaucoup plus approfondies qui ont été faites avant nous, essayant surtout de nous étendre sur les principes et sur les résultats obtenus.

§ I. L'ANCIEN DROIT

« Anciennement les fiefs étaient personnels et ne passaient pas à l'héritier. S'ils sont par la suite devenus héréditaires, c'est à charge pour l'héritier de se faire investir par le seigneur ; sans cette investiture, l'héritier est sensé n'avoir pas encore succédé au fief et le seigneur peut par la saisie féodale s'en remettre en possession comme d'un fief vaquant. Le rachat est le prix de l'investiture. Ce n'est qu'à la charge de ce rachat que le seigneur est tenu d'accorder l'investiture à

l'héritier, et que l'héritier vis à vis du seigneur peut succéder au fief (1).

Le seigneur en effet demeure propriétaire éminent et reprend sa terre à la mort du titulaire du fief où de la censive, pour en investir l'héritier. Celui-ci payait donc une véritable redevance au seigneur en raison du droit qu'il exerçait sur la terre inféodée.

L'organisation de ce droit n'était pas inspirée de celle de l'impôt successoral établi à Rome par Auguste (l'an 759) le « vicesima hereditatum » ayant disparu à une époque beaucoup trop lointaine pour exercer une influence quelconque sur les institutions féodales du même ordre. D'ailleurs il existe une grande différence de nature entre les deux prélèvements, « le vicesima hereditatum », étant un véritable impôt destiné au trésor de l'Etat sans rapport avec la redevance due au seigneur.

Peu à peu l'investiture disparut, tout au moins pour les censives. Le mort apparut comme saisissant lui-même son héritier, mais les seigneurs continuèrent à percevoir leurs droits, car ils étaient censés garder leur propriété éminente, cependant, peu à peu, les censives s'en affranchissent, la charge devient spécifique, le sens étant déjà assez lourd, les fiefs restent seuls assujettis aux droits de relief où de rachat, en raison de l'organisation sociale. Cette différence se maintint jusqu'à la fin de l'ancien régime. Mais Pothier nous parle encore à ce moment-là de censives qui se trouvaient dans la ville d'Orléans, et pour lesquels il est dû à toutes les mutations pour les successions, même en ligne directe, un profit qui consiste dans le revenu d'une année de la maison et qu'on appelle « relevaison ».

Il importe de noter que, hors quelques coutumes, la ligne directe était exempte de ce droit, les héritiers étaient censés continuer la personne du défunt, on ne pouvait donc imposer

(1) Pothier, traité du Douaire, n° 232.

les successions qu'ils recueillaient. Il est d'ailleurs probable, nous disent MM. Allix et Lecerclé « que ce sont les féodistes de l'époque qui pour lutter contre les abus des fiscalités seigneuriales, ont eu l'idée d'invoquer cette notion de saisine héréditaire dont l'origine est discutée et remonte sans doute au droit germanique et grâce à laquelle le fait matériel de la mutation, qui aurait dû comporter paiement du droit de relief, se trouve en quelque sorte dissimulé derrière la fiction de la continuation de la personne du défunt, par ses hoirs directs ». (1). Evidemment cette règle ne s'applique pas sans exception, et le principe de l'exemption de la ligne directe n'est pas unanimement admis comme en droit romain.

Le droit était, en effet, très nuancé, très varié, directement influencé par les traditions locales.

Il est curieux de constater que la conception de la propriété familiale, si naturelle pour Pline le jeune n'ait pas complètement disparue, on la retrouve en effet dans certaines coutumes du Midi de la France.

La quotité de ce droit, était d'une année du revenu du fief, mais on observe qu'il n'en fut ainsi réglé et qu'après la rédaction des coutumes ; jusque-là il avait été arbitraire dans sa quotité, et même à partir de ce moment, il ne fut jamais fixe, et n'eut pas d'assiette bien déterminée.

La déduction des dettes n'était pas consacrée par le droit coutumier, et le seigneur percevait son droit sur la valeur brute du fief. Cela n'avait pas une grande importance à cette époque où les dettes chirographaires étaient rares en raison de la prohibition du prêt à intérêt.

Le véritable impôt sur les successions nous apparaît avec le centième denier, organisé par plusieurs édits, s'échelonnant de 1703 à 1708, perçu dans toute l'étendue du royaume et en vue de contribuer aux dépenses de l'Etat.

C'était un droit réel perçu au profit du roi et relevant de

(1) Les droits d'enregistrement 1932, p. 2.

l'idée de souveraineté, en sus des profits féodaux ou censuels, acquittés au seigneur, qui relèvent, eux, de l'idée de suzeraineté et de patrimonialité. Ce droit peut être en effet rattaché au principe de propriété éminente du roi, sur les terres du Royaume. Louis XIV, plongé dans les embarras financiers de la Guerre de Succession d'Espagne, ne se faisait-il pas assurer en Sorbonne que tous les biens de ses sujets étaient sa propriété ?

Ce centième denier était le prix de « l'insinuation », formalité établie par François I^{er}, et qui consistait au début, dans l'inscription des donations entre vifs auxquelles elle conférait la publicité. Mais, plus tard, l'édit de 1703, étendit considérablement le champ d'application de l'insinuation à toutes les mutations immobilières entre vifs et par décès, en présentant la nouvelle contribution comme le prix de cette formalité.

La nature du bien immobilier importait peu, que ce soit un fief, une censive, « ou même un franc Alfeu ». Car il faut remarquer qu'à cette époque les francs alleux semblaient seuls comporter jusque-là, le droit de propriété absolue, tel que l'avaient conçu les Romains, et étaient restés en dehors du mouvement d'inféodation des terres ; mais ils ont succombé en 1704 à la suite de la déclaration amplificative de l'édit de 1703.

Il est à remarquer que la ligne directe était, en principe, exempte de l'impôt ; seuls la ligne collatérale et les étrangers le payaient et seulement sur les immeubles, les meubles étant considérés comme négligeables.

Cette opinion est d'ailleurs discutée par certains auteurs qui font remarquer que, dans la déclaration amplificative de l'édit de 1703, en 1704, le roi réglementant les francs alleux, parle du centième denier, et dit « qu'il est de moitié seulement dudit droit de succession en ligne directe ».

Mais on peut facilement répondre à cela qu'un édit de 1706, dispense du paiement du droit, tous les biens immeubles qui écherraient en ligne directe.

Ce système fiscal bien souvent attaqué, et critiqué, subsiste néanmoins jusqu'à la fin de l'ancien régime.

§ II. — DROIT INTERMEDIAIRE

La Constituante supprima les droits royaux existant : « contrôle, insinuation, centième denier et autres ». Mais les droits féodaux n'ont été abolis que par le décret du 17 Juillet 1793 ; et l'on consacra les droits de mutation, sous le nom « droits d'enregistrement », comprenant entre autres une taxe sur les concessions, à laquelle la ligne directe fut assujettie.

Mais bientôt toute une série de lois ultérieures vinrent compliquer de nouveau la législation, et la nécessité d'une nouvelle simplification se fit de plus en plus sentir. D'où la loi fondamentale du 22 frimaire an VII (1^{er} décembre 1798).

Voyons rapidement quelles en sont les principales caractéristiques, car, malgré ses remaniements successifs, cette loi est fondamentale en la matière.

Elle fit l'objet de deux rapports remarquables, l'un de Duchatel au Conseil des 500, l'autre de Cretet au Conseil des Anciens. Ces travaux nous montrent quelle était l'intention du législateur.

Les principales innovations sont : la suppression d'un certain nombre de classes spéciales d'héritiers, diversement traités par la loi, car, nous dit Cretet, à proprement parler, il n'y a guère que deux vocations successorales : celle des descendants directs et celle des collatéraux, et l'imposition des biens mobiliers, dans tous les cas, avec un tarif de faveur, il est vrai ; mais le principe était posé et cette exemption partielle disparaîtra progressivement pour aboutir à l'égalité parfaite entre meubles et immeubles, avec la loi de 1850.

Cette loi confirme définitivement la taxation des successions en ligne directe. C'est là, en effet, une grave question sur laquelle on ne saurait passer dans cette étude, et il sera très intéressant de rechercher sur quelle théorie on s'est appuyé à cette époque pour voter la loi.

L'exemption en ligne directe était, comme nous l'avons déjà dit, admise en général jusqu'à la Révolution. Elle était apparue aux principaux auteurs, comme une règle imposée par la raison naturelle et la justice.

C'est ainsi que Dumoulin, parlant du droit du Vexin Français, enclave coutumière qui frappait les successions en ligne directe elle-même, dans le ressort de la coutume de Paris, qualifiait cette taxation « de droit exorbitant, odieux, barbare, et même contraire à la sagesse et à l'humanité de la loi commune ».

On retrouve dans le rapport de Cretet au Conseil des Anciens (1) une influence très nette de cette idée : « Nos habitudes et nos mœurs, dit-il, opposent une grande résistance à l'établissement du droit d'enregistrement sur les successions directes ».

Et un peu plus loin, dans un langage grandiloquent de l'époque : « Conservons, citoyens représentants, tous les biens que la nature et la civilisation ont créés pour unir les pères et les enfants ; les familles protègent et le berceau des citoyens et leur développement et leur conservation. C'est dans leur sein qu'ils reçoivent les premières leçons de morale et qu'ils se façonnent à la dépendance, aux lois, que leur sensibilité se nourrit des affections les plus douces, et qu'ils apprennent à devenir les dignes membres de la cité. C'est enfin de la nature que les enfants reçoivent les biens de leur père, les lois qui les garantissent doivent protéger leurs droits ».

Duchatel, exprimait la même idée : « pour les successions en ligne directe, s'il y a mutation, on ne peut s'empêcher de reconnaître que le père revit dans ses enfants, qu'il y a en quelque sorte continuité de jouissance et que si les enfants succèdent sous l'empire et la protection des lois, la nature aussi les met elle-même à la place des auteurs de leurs jours ».

L'objection principale a donc bien été aperçue par les législateurs de l'an VII. Mais ils y ont trouvé une base juridique. C'est non seulement sous la protection des lois que les enfants

(1) 17 Brumaire, an VII, rep. T. I., p. 52.

succèdent, mais encore sous leur empire. Dans tous les cas, la faveur et la protection de la loi, ne peut être gratuite, et il n'y a pas de raison pour exempter qui que ce soit, du prix de cette faveur.

Cette idée est nouvelle : L'ancien droit hésitait encore, mais restait, dans la plupart des cas attaché à l'argument déjà exprimé par Pline le Jeune, à savoir qu'il ne peut y avoir à vrai dire une transmission de biens entre les parents et leurs enfants. C'est une application de la théorie de la co-propriété familiale, la possession collective des biens par tous les membres de la famille, justifieraient l'exemption de mutation, puisqu'il n'y aurait pas de vraie mutation matérielle des biens, entre les propriétaires successifs.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons remarquer qu'on discute la question de droit, pour savoir si l'impôt doit être payé, et c'est surtout devant la nécessité d'augmenter le rendement, que la ligne directe n'est plus exemptée. On lui accorde cependant des tarifs de faveur.

Les tarifs proportionnels que fixait cette fameuse loi étaient des plus modérés. Les auteurs ne voulaient pas que le taux de l'impôt dépassât une année de revenu des biens successoraux. On estimait sagement à cette époque, qu'un droit pour le paiement duquel il faudrait vendre une partie de la propriété, où sacrifier plus d'une année de revenus, où encore emprunter à gros intérêts la somme nécessaire pour l'acquitter, serait nuisible à l'intérêt public et ruineux pour les fortunes des particuliers.

Voici le tableau des tarifs, combien simple et modeste, par rapport à ceux d'aujourd'hui :

Ligne directe : Meubles 0,25 % ; Immeubles 2 %

Entre époux : Meubles 0,625 % ; Immeubles 2,50 %.

Collatéraux et non parents : Meubles 1,25 % Immeubles 5 %.

Les tarifs de l'impôt furent, sous la pression toujours nouvelle et toujours renouvelée des besoins budgétaires, succes-

sivement relevés par les lois du 21 Avril 1816, 21 Avril 1832, et 15 Mai 1850. On augmentait en même temps le nombre de catégories d'héritiers imposables, afin pensait-on de mieux répartir l'impôt. Les taux applicables à la ligne directe que fixait la loi de frimaire, sont cependant restés les mêmes jusqu'à la fin du siècle dernier ; et il est intéressant de remarquer que le maximum de ces taux, n'a jamais dépassé 9 % de la valeur des biens successoraux jusqu'à la loi de 1901.

L'évènement le plus remarquable pendant cette période de stabilité relative, c'est l'assimilation complète du point de vue fiscal, des meubles aux immeubles qui a été institué par le texte de 1850. On avait en effet dans l'ancien droit très peu d'estime pour les meubles : « Res mobilis, Res vilis ». Le caractère de la personnalité de la transmission héréditaire, qui s'opposait au droit réel du fisc sur l'ensemble du patrimoine transmis, devaient au contraire, essentiel quand il s'agissait de meubles. Le droit politique peut en effet justifier des règles spéciales de l'hérédité qui s'éloignent du principe naturel des affections présumées, comme le droit d'ainesse, et le privilège de masculinité. Mais ces règles ne se justifient qu'en matière immobilière, et à défaut d'intérêt social ou familial prépondérant, ce qui demeure c'est le caractère du lien intime et direct existant entre les biens mobiliers et leur possesseur. (1).

Et il semble que ce soit en relation étroite avec ce principe d'exemption fiscale des meubles que celui de la non distraction des dettes se soit historiquement établi.

Les dettes, elles aussi, s'attachent à la personne ; elles sont la manifestation et l'activité essentiellement individuelle et il serait extraordinaire et contraire au bon sens que le patrimoine familial sur lequel repose l'avenir d'une famille, put souffrir des conséquences des actes accomplis par un seul. Sans doute la règle « qui s'oblige, oblige le sien » existe, mais les immeubles du débiteur ne sont pas à proprement parler à

(1) Voir Bijon, Etude critique de l'évolution de l'Impôt de succession ; Thèse 1927.

lui, au point qu'il puisse en disposer d'une manière absolue, mais il lui reste à offrir en garantie ce qui est vraiment sa propriété : ses meubles et selon l'expression consacrée, ses meubles seront le siège de ses dettes.

Mais ce ne sont pas les raisons, pour lesquelles la non distraction des charges ne fût pas admise par la loi de frimaire an VII. C'était plus tôt par craindre d'amoindrir les recettes de l'impôt par la distraction du passif héréditaire et surtout de faciliter la fraude. Le maintien de cette règle devenait de plus en plus injuste avec les élévations successives des tarifs de l'impôt, surtout quand la loi de 1850 assimila les meubles aux immeubles, au point de vue taux de l'impôt. Il a fallu attendre la loi de 1901 pour voir admettre en France, un principe inclus dans presque toutes les législations étrangères et adoptées par la France même, en ce qui concerne ses colonies. Il est vrai que la question de la déduction des dettes était liée dans les projets de réforme à celle de la progressivité du taux de l'impôt, et l'opposition du parlement à l'égard de cette dernière règle explique le retard à admettre la distraction du passif.

§ III. — LA LOI DE 1901 ET LA LÉGISLATION D'APRÈS GUERRE.

I. — La Loi de 1901

Au début du XX^{me} siècle et sous la pression des besoins budgétaires et des conceptions nouvelles de la justice fiscale, l'impôt sur les successions change de caractère. On substitue à la proportionnalité des tarifs la progressivité, celle-ci d'abord modérée, mais prenant par la suite et particulièrement en période de crise financière, des proportions énormes, à tel point que cette impôt au lieu de frapper seulement la mutation des biens s'en prend désormais à la fortune acquise : il est devenu un impôt sur le capital.

Le principe de la déduction des dettes fut admis, et une

nouvelle règle d'évaluation des biens transmis en nue-propriété et en usufruit s'établit.

1) Le principe de la progressivité.

On en parlait depuis 1848, et de nombreuses propositions sur ce point avaient été faites, mais les tentatives se heurtaient à la résistance du Sénat, qui craignait que la progressivité ne s'étendit aux autres contributions.

C'est le projet établi par Poincaré en 1894, alors ministre des Finances, qui l'emporta finalement. La Résistance avait été acharnée, mais les défenseurs du projet s'efforçaient de démontrer : « que la graduation proposée est nettement dissimilable de la progression collective ou communiste ayant pour but de créer un instrument spoliateur et de nivellement des fortunes en confisquant les biens sous le non trompeur d'impôts ». (1). Mais telle n'était pas l'opinion des parlementaires extrémistes qui se tenaient de part et d'autre de l'opinion opportuniste du gouvernement et pour qui il s'agissait avant tout de compenser les diminutions des recettes devant résulter de la nouvelle évaluation de l'usufruit et de la nue-propriété, ainsi que de la distraction des dettes. Pour eux, il s'agissait de la consécration légale d'un principe nouveau et absolu, valant désormais pour tous les impôts.

Il nous faut ici donner quelques explications sur le principe de la progressivité en l'opposant à celui de la proportionnalité des tarifs.

Les auteurs invoquent différentes théories en faveur de la progressivité :

Écoutons M. Poincaré : « Il nous faut des recettes nouvelles ; or si nous songions à augmenter seulement les tarifs proportionnels déjà existants, et les charges irréductibles de liquidation que supportent les successions, quelque soit leur médiocre importance, demeurant les mêmes, vous auriez en augmentant également les tarifs applicables aux petites et aux

(1) Monestier, 31 décembre 1901, Ext. Sénat doc. parl. n° 475.

grosses successions, frappé en définitive plus lourdement les premières, proportionnellement à leur importance globale ». Et Monsieur Caillaux dans son discours au Sénat du 15 Janvier 1901, appuyait cette thèse sur des calculs indiscutables.

Le meilleur argument est basé sur cette idée que chacun doit payer l'impôt selon ses facultés contributives, où encore que l'impôt doit infliger à chacun un sacrifice égal, une privation égale, et que pour réaliser cette fin, il doit être plus lourd pour les riches que pour les pauvres, les facultés contributives des premiers étant plus développées que celles des seconds. Il ne serait pas juste de faire payer aux pauvres et aux riches, une même quote-part soit sur le capital, soit sur le revenu, le pauvre pouvant, alors être privé d'une fraction nécessaire, alors que le riche ne sacrifierait qu'un peu de son superflu. « Il est évident disait Caillaux que celui qui a un petit revenu et qui paye 1/10^{me}, fait un sacrifice plus grand que celui qui a un gros revenu et qui en paye 1/5^{me} ».

Ces arguments sont incontestables, et il est certain que c'est seulement la crainte de voir la progressivité être employée comme instrument de révolution sociale qui se trouve à la base de l'opposition acharnée que manifestent certains auteurs à son encontre. D'autant plus que des socialistes tel que Kautsky, dans « son Lendemain de la révolution sociale » le donne comme base de la première étape de la réalisation du collectivisme : La confiscation ainsi dépourvue de brutalité, on s'y habituera et elle paraîtra moins douloureuse.

Sans doute, comme le dit M. Paul Louis « Le jour où la Nation Française, voudra socialiser toutes les propriétés mobilières et immobilières, elle pourra user d'autres procédés plus rapides et plus sûrs » (1). Et en fait, ce n'est pas la barrière de la proportionnalité qui pourra résister à une confiscation des capitaux par les socialistes, si jamais ils ont le pouvoir de le faire.

(1) Cité par Ybarnegaray, Etude critique de l'impôt progressif sur les successions, thèse Paris 1910, page 84.

D'aucuns, partisans de la progressivité, lui assignent un but spécial, dans lequel elle trouverait sa limite. L'impôt progressif servirait à rétablir l'équilibre dans la répartition des charges publiques, équilibre qui se trouverait rompu par la progressivité à rebours des impôts indirects. Il n'est guère discutable, disent-ils, que ces derniers impôts, et plus particulièrement les impôts de consommation, pèsent plus lourdement sur les pauvres que sur les riches. Un impôt progressif sur les revenus où sur le capital, établirait donc une sorte de compensation, car les taux de ces impôts seront d'autant plus élevés que la fortune où le revenu seront plus importants.

Monsieur Leroy Baulieu (1) hostile à la progressivité proprement dite, admet cependant cette théorie, car la progressivité qui en résulterait serait forcément modérée : « Le taux, écrit cet auteur, devrait rester uniforme et modéré pour toutes les successions au dessus de 10,000 Frs. L'impôt eut été ainsi dégressif, en ce sens que les exemptions, ou modérations n'eussent été accordées qu'à la minorité de la matière imposable, et que ces exemptions eussent eu pour origine, non pas de vagues considérations sentimentales, mais l'observation positive que les droits de timbres et les frais de justice sont particulièrement lourds, pour les petites successions.

Mais pour justifier les taux actuels de l'impôt successoral, il nous faut faire appel à la théorie plus moderne des facultés contributives.

Messieurs Seligman (2) et Jèze tiennent compte non seulement de la consommation des richesses, de la privation, que cause à chacun de nous, le paiement de ces impôts, privation qui est évidemment plus lourde pour le pauvre que pour le riche, mais aussi de la production de la richesse : Un homme riche peut accroître plus facilement sa fortune qu'un homme

(1) Op. cit., pages 240 et 643.

(2) L'impôt progressif page 296 et suivantes.

pauvre. Un impôt qui frappe les gros capitaux plus lourdement que les autres se justifie donc aisément.

Mais sur quelles bases établir la progressivité. Evidemment le grand danger se trouve dans l'exagération qu'elle peut entraîner, M. Caillaux l'avoue lui même : « Si l'on comprend qu'il faille tenir compte dans le calcul de l'impôt des sacrifices consentis par chacun pour le bien commun, si l'on conçoit que le système d'impôt le plus parfait du point de vu philosophique serait celui qui demanderait à chaque citoyen un effort égal, on ne conçoit pas qu'il soit possible de découvrir la règle mathématique qui permettrait de déterminer une suite naturelle de nombres, pour en faire les éléments d'un tarif gradué, correspondant à l'égalité du sacrifice. »

En somme, les avantages de la progressivité sont supérieurs à ses inconvénients. Elle est même recommandable lorsque la répartition de la richesse se trouve mal organisée, elle peut même apporter un soulagement légitime aux classes non possédantes.

Il existe cependant un grave danger à employer ce système surtout avec le régime politique qui était celui de la France. « C'est alors une sorte de virus qui chemine et se développe dans l'organisme fiscal, tend à y pulluler et à y grossir sans cesse ». Les taux furent d'abord fort modérés dans le but de favoriser les petites successions plus tôt que de frapper lourdement les grosses. Mais ils ne tardèrent pas à s'accroître et à atteindre d'énormes proportions. Il faut surtout se garder de croire que cette évolution n'a eu pour raison d'être que de répondre aux desiderata des théories fondées sur la notion de justice fiscale, c'est essentiellement le fait du régime parlementaire : « Ce qui a fait dans les nations modernes, la force et le prestige de l'impôt progressif, c'est moins la conception théorique sur laquelle on peut le fonder, que le caractère démocratique des Etats Modernes ; la majorité des citoyens formés par des gens de petits revenus, s'efforcent de rejeter le poids de l'impôt sur la minorité aisée et riche.

Quoiqu'il en soit, les taux à percevoir d'après la loi de

1901, sur chaque part héréditaire, étaient raisonnables.

Ils ne dépassaient pas pour le chiffre maximum de un million, les taux de 2,55 % en ligne directe, 7 % entre époux, 12 % entre frères et sœurs, 13,50 % entre oncles et tantes, petits neveux et petites nièces, 17,5 % entre parents du cinquième et sixième degré, et enfin 18,50 % entre parents au delà du sixième degré, et entre personnes non parentes.

2) Evaluation de l'usufruit et de la nue-propriété.

C'est la deuxième réforme réalisée par la loi de 1901, jusqu'alors le système de la loi de frimaire an VII, avait été conservé : Les droits que payait l'usufruitier et le nu-propriétaire, étaient perçus sur une fois et demie, la valeur du bien.

Désormais, l'usufruit et la nue-propriété, sont évalués chacun à sa valeur nette et réelle, lors du décès et de façon à ce que leur valeur cumulée ne dépasse pas celle du bien dont la propriété se trouve démembrée.

Voici la clause contenue dans son article 13 : « Si l'usufruitier à moins de 20 ans révolus, l'usufruit est estimé au sept dixième de la propriété entière, telle qu'elle doit être évaluée d'après les règles de l'enregistrement. Au dessus de cet âge, cette proportion est diminuée pour l'usufruit et augmentée pour la nue-propriété, d'un dixième pour chaque période de dix ans, sans fraction. A partir de 70 ans révolus de l'âge de l'usufruitier, la proportion est fixée à un dixième pour l'usufruit et neuf dixièmes, pour la nue-propriété. »

Lorsqu'il s'agit d'un usufruit à terme fixe, ce barème ne ne pourrait évidemment pas être appliqué. L'usufruit à terme fixe ne dépend pas des chances de vie de l'usufruitier. Aussi la loi du 1901 décidait-elle que ce genre d'usufruit sera estimé (article 3 alinéa 2) « aux $\frac{2}{10}$ ^{me} de la valeur de la propriété entière, pour chaque période de dix ans de la durée de l'usufruit sans fraction, et sans égard à l'âge de l'usufruitier ». Cette dernière règle étant considérée comme l'exception à celle de l'usufruit viager. (1).

(1) Cour de Cassation Chambre Civ. 20 Mars 1922, J. Enreg. 31.548.

Nous mentionnons ce système en insistant sur le fait qu'il pourrait être étendu à toutes les successions : l'impôt serait payé d'après l'âge de l'héritier. (Ce qui a été fait en Angleterre pendant une certaine période). M. Leroy Baulieu estime que « tout au moins faudrait-il ne soumettre qu'à un demi-droit les successions qui se reproduisent à un court intervalle, par exemple dans un délai de cinq ans, afin d'éviter une somme de confiscation.

3) La Déduction du passif successoral.

La troisième nouveauté apportée par la loi de 1901 est le principe de la déduction des dettes. L'article 2 décide que les droits doivent être liquidés sur la part nette, par chaque ayant-droit. Mais il faut que la dette soit existante au moment du décès, qu'elle résulte d'un titre susceptible de faire preuve en justice contre le défunt. La loi prévoit en outre un ensemble de mesures destinées à faciliter aux agents de l'administration le contrôle des déclarations relatives aux dettes, ainsi que certaines exceptions qui limitent l'étendue du principe.

Depuis longtemps, l'accord s'était fait en France, et nous n'insisterons pas sur cette question qui ne présente aucun intérêt si ce n'est pour mémoire.

Les tarifs ne restèrent pas longtemps fixés aux mêmes taux. Un an après, le gouvernement par la loi du 30 Mars 1902, étendit la progressivité aux sommes dépassant un million de francs. Puis en 1910, nouvelle révision qui établit une progressivité encore plus rapide et apporta des modifications aux catégories d'héritiers imposables. Trois catégories furent distinguées dans la ligne directe, avec en revanche, l'assimilation des parents au delà du 4^{me} degré, aux étrangers.

Mais les principes demeurèrent les mêmes, et il faut attendre la loi du 31 Décembre 1917 pour voir apparaître une réforme très importante, la création de la taxe successorale dont nous dirons quelques mots, bien qu'elle eut disparue depuis, car elle s'inspirait d'une politique familiale.

II. — La taxe successorale : 1917-1934.

La guerre et les dépenses formidables qui l'accompagne ayant créé un énorme déficit budgétaire, M. Klotz, alors ministre des finances, voulant en finir avec la politique ruineuse d'emprunts, s'adressa aux impôts pour accroître les revenus de l'état. Il eut l'idée de faire appel aux droits de succession, mais au lieu d'augmenter seulement les tarifs des droits existants, il créa la taxe successorale.

Celle-ci, voisine de « l'estate duty » anglais, se superposait en quelque sorte aux anciens droits, frappant l'ensemble de la succession et non plus la part seule de chaque héritier.

On voulut en même temps favoriser les familles nombreuses en exemptant de cette nouvelle taxe les successions où le défunt laisserait un certain nombre d'enfants. C'était la première fois en France que la loi prenait en considération dans cette matière, les charges de famille.

Le Sénat et la Chambre eurent bien quelques difficultés à se mettre d'accord, mais le projet fut finalement voté et incorporé à la loi du budget du 31 Décembre 1917, dont l'article 10 dispose :

« Dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants où représentés, il est perçu, indépendamment des droits auxquels les mutations par décès de biens meubles ou immeubles sont assujettis, une taxe progressive par tranches sur le capital net, global de la succession ».

Suit un tableau des tarifs ; le taux varie entre un minimum de 0,20 % et un maximum de 24 % et présente des différences importantes suivant la situation de famille du défunt.

Sans doute la raison principale de la création de cette taxe successorale était la nécessité où l'on se trouvait en 1917 d'augmenter les revenus de l'Etat.

Mais on a fourni d'autres justifications de nature à la faire accepter de ceux qui craignaient à juste titre, une taxation abusive de la succession : elle ne faisait que com-

penser les avantages dont jouissait les fils uniques. Les partages de successions donnent lieu à des formalités qui sont d'autant plus onéreuses que le nombre des co-partageants est plus grand. On faisait aussi remarquer que plus une famille est nombreuse, plus elle a de chances d'avoir à payer plusieurs fois les droits de succession, car des décès successifs peuvent se produire dans son sein.

Enfin il fallait compenser les impôts et les charges de toute nature beaucoup plus élevés pour les familles nombreuses, que pour les familles restreintes, et qui ont grevés le patrimoine du défunt pendant sa vie.

Pour rétablir l'égalité un impôt devait donc être prélevé sur le patrimoine des familles sans enfants où n'en ayant qu'un petit nombre.

On a ajouté à cela une raison d'intérêt social. La taxe successorale est un impôt perçu seulement lorsque le défunt ne laisse pas un nombre suffisant d'enfant. Ceux qui limite volontiers le nombre de leur progéniture pour éviter le morcellement de leur patrimoine après décès, sauront que leur succession sera lourdement frappée et que leur calcul, sera ainsi déjoué. Cette taxe devait donc avoir une influence heureuse sur la natalité.

Après une modification de tarif par la loi du 25 Juin 1920, une réforme importante fut réalisée par la loi du 29 Décembre 1929 (art. 12) qui supprima le texte pour toute succession où le défunt laisse au moins deux enfants vivants où représentés, au lieu de quatre.

Les tarifs furent réduits ensuite pour les successions de petite et de moyenne importance par la loi du 16 Avril 1930 (art. 18) et la loi du 31 Mars 1931 (art. 18) exonéra de la taxe certains immeubles servant à l'exploitation agricole, dans les successions en ligne directe. Ces adoucissements aboutirent enfin à la suppression complète de la taxe successorale par le décret du 11 juillet 1934, et de la réforme fiscale du 6 Juillet 1934, qui réalisait une simplification.

Faut-il regretter cette suppression ? Nous ne le pensons pas car à divers point de vue la taxe était critiquable.

En créant la taxe successorale de 1917, on avait oublié le caractère essentiel de l'impôt qui est un mode de répartition des charges publiques, entre les contribuables vivants d'après leurs facultés. L'impôt sur la part successorale est beaucoup plus juste que l'impôt sur l'ensemble de la succession, car l'héritage accroît les facultés de l'héritier ; c'est donc l'héritier qu'il faut considérer, et non pas le défunt.

On comprend parfaitement une réduction de tarif pour l'héritier chargé de famille, tandis qu'il est mal aisé de fonder sur une base juridique solide, une taxe tenant compte des charges de famille du défunt.

Quant à l'argument qui consiste à voir dans la taxe successorale une mesure d'encouragement à la natalité, il ne nous paraît pas évident : Croit-on vraiment qu'un homme puisse être incité à avoir beaucoup d'enfants par le fait qu'à son décès le fisc percevra des droits moins élevés. « Les parents craignent déjà de ne pas laisser à chaque enfant une part suffisante, et l'on vient les gratifier d'enfants fictifs supplémentaires ! » c'est comme le dit M. Allix d'une logique « saugrenue ». La taxe successorale n'offrait d'ailleurs aux familles nombreuses qu'un avantage négatif puisqu'on se contentait de les exonérer d'une augmentation d'impôt.

En fait, la taxe successorale n'avait guère de raison d'être et venait compliquer inutilement notre système fiscal qui n'est déjà pas si simple.

Evolution des tarifs jusqu'à nos jours :

Les besoins de ressources fiscales toujours nouvelles se faisant sentir une fois de plus, la loi du 25 Juin 1920, relève les taux de l'impôt de mutation par décès qui atteignirent 19,50 % en ligne directe, et 59 % en ligne collatérale.

La taxe successorale atteignait 39 %. Les tarifs sont alors exorbitants : On aurait pu dans certaines hypothèses par le

cumul de l'impôt de mutation par décès et la taxe successorale prélever 98 % de l'actif successoral. Pour éviter cette confiscation totale des patrimoines privés, la loi dut fixer une limite : Le prélèvement ne devait en aucun cas dépasser 80 % de la part nette, recueillie par un héritier donataire ou légataire.

Et pourtant, en 1924, cet impôt subit, comme les autres d'ailleurs, la majoration de 20 % édictée par la loi du double décime.

La loi du 3 Août 1926, essaya pendant une période assez brève d'alléger les taxes fiscales. Le point important est la suppression du maximum de 80 % qui agissait rarement mais était une sorte d'épouvantail pour les contribuables. Elle le ramenait à 25 % pour la ligne directe, et entre époux 35 % pour la ligne collatérale jusqu'au 4^{me} degré et 40 % entre parents au delà du 4^{me} degré, et entre étrangers.

En raison du redressement financier du pays et du retour à l'équilibre budgétaire, on put se permettre de démobiliser les fortunes et de revenir à la fiscalité du temps de paix, par la loi du 29 Décembre 1929, qui accorda des dégrèvements aux petites et moyennes successions dévolues en ligne directe et entre époux.

Mais la loi du 31 Décembre 1936, inspirée par un ministère socialiste et par là même peu favorable à l'héritage, accentua encore la progressivité du taux, supprime les deux tarifs de faveurs précédemment établis et élève les maxima de 30 à 40 % en ligne collatérale, de 40 à 50 % pour les parents au delà du quatrième degré.

Les tarifs sont encore majorée de 8 % pour les successions ouvertes par la mise en vigueur du décret du 2 Mai 1938 article 9.

Enfin le décret du 29 Juillet 1939, inséré dans le code de la famille, conserve en général les mêmes droits, mais établit une quantité de mesures fragmentaires, inspirées par la campagne contre la dénatalité, et par la politique familiale.

On ne saurait dire que le législateur a toujours négligé la famille en aménageant l'impôt successoral : non seulement les tarifs tiennent compte du degré de parenté et du nombre d'enfants du défunt, mais on trouve un système de dégrèvement qui comprend comme dans les impôts directs, des déductions sur les sommes soumises à l'impôt et des réductions sur le montant de cet impôt.

Mais sans entrer tout de suite dans le détail, nous pouvons dire que si le dégrèvement destiné à compenser les charges de familles, sont insuffisants, c'est en partie parce que l'impôt est trop élevé. Il est devenu un véritable prélèvement sur le capital et même dans certains cas une confiscation pure et simple.

Déjà en 1911, M. Leroy Beaulieu, s'indignait des tarifs alors en vigueur et s'écriait : « L'Etat se conduit comme un voleur », qu'aurait il dit en voyant ces tarifs !

Ainsi nous sommes partis au début de l'évolution d'une conception de l'impôt successoral, instrument fiscal, et nous aboutissons à une conception de l'impôt instrument social.

Avans d'aborder l'étude de la législation actuelle, il nous a paru intéressant de nous demander quels auraient été les résultats d'une semblable politique si un nouveau gouvernement, inspiré d'une politique familiale et sociale nouvelle, n'avait fait un vigoureux retour en arrière.

CHAPITRE III

Conséquences de l'augmentation de l'impôt

Sans entrer dans le détail des tarifs prévus par le législateur, quelques exemples donneront une idée de l'importance de la part prise par l'état dans chaque succession, sous l'empire de la législation qui était encore la notre hier :

Un père meurt, laissant à son fils unique 50.000 Frs. L'état lui prendra 2.500 Frs. S'il avait laissé 500.000 Frs, l'état lui aurait pris 80.000 Frs. Et s'il avait laissé 50 millions, l'état aurait pris 12.500.000 Frs.

Un oncle meurt, laissant sa succession à ses neveux. L'état prendra 15.000 Frs sur chaque part si celles-ci s'élèvent à 50.000 Frs ; 200.000 Frs si celles-ci s'élèvent à 500.000 frs ; et 2 millions si celles-ci s'élèvent à 5 millions.

L'impression qui se dégage de ces quelques exemples, est l'excès du prélèvement fiscal. Quand la quote part de l'état dans une hérédité peut s'élever jusqu'à 40 % et même 50 %, on ne peut plus parler d'impôt, mais comme on l'a dit de spoliation.

Dans une famille les générations se succèdent environ tous les 30 ans. Mais bien souvent, les mutations sont plus rapprochées. Cela résulte de l'organisation même des différents ordres de dévolution héréditaires et des concours entre héritiers. Une succession n'est pas toujours dévolue aux descendants, mais bien souvent à l'époux, pour une certaine

partie, ou aux frères, sœurs ou descendants. Lorsqu'on prend 30 ans comme intervalle de temps moyen qui sépare deux transmissions héréditaires, on est au dessous de la vérité. Et si l'on remarque que les taux de l'impôt successoral peuvent atteindre 25, 40 et même 50 % au delà de la ligne collatérale, un engoissant problème se pose :

L'héritier pourra-t-il reconstituer la part de capital dont le fisc s'est emparé, avant que se produise une nouvelle mutation, ou au contraire le capital sera-t-il irrémédiablement diminué ?

Il ne faut cependant pas croire que le capital disparaîtrait complètement. L'arithmétique est là pour nous montrer que la diminution sera toujours constante, sans jamais atteindre zéro. Par exemple, si le prélèvement est de 33,33 % et le capital 99.900 Frs, au bout de trois générations un capital de 29.500 Frs subsistera encore : A la première génération, l'état prendra le tiers, c'est-à-dire 33.300 Frs. A la deuxième, il ne prendra plus que 22.200 Frs, tiers de ce qu'il restait. A la troisième génération il ne prendra plus que 14.500 Frs et il restera encore 29.500 Frs.

Pour les partisans de l'impôt successoral le problème n'existe pas. Le contribuable, prétendent-ils, pour faire face aux exigences du fisc, acquitte la taxe au moyen de disponibilités qui lui appartiennent personnellement où qu'il puise dans la masse successorale.

Oui, ce serait sans doute le cas normal, si les tarifs étaient moyens, c'est-à-dire, comme on l'admettait autrefois égaux au montant de revenu d'une année. Hélas, nous en sommes bien loin et bien rares sont ceux qui ont des économies personnelles suffisantes pour pouvoir payer les droits d'une succession moyenne qui leur échet.

D'autres soutiennent qu'avec le progrès de la science et de l'industrie la productivité des capitaux augmente beaucoup, favorisant cette « cicatrisation du patrimoine ». Et ils appuient leur thèse sur le fait que la fortune ne fait que s'accroître.

Mais si les biens meubles et immeubles ont augmenté ces dernières années, ce n'est qu'une réaction contre les dépré-

ciations excessives des biens pendant les périodes d'incertitude monétaire d'après guerre et surtout par suite de la dévaluation progressive de la monnaie.

Il faut tenir compte de l'effort constant de l'héritier pour augmenter son avoir par des économies. Si à la veille de l'héritage il disposait de ressources suffisantes pour subvenir à ses dépenses et si après avoir hérité, il est assez parcimonieux pour ne pas augmenter son train de vie en puisant aux ressources nouvelles, dont il a désormais la jouissance, il apparaît que le capital recueilli par héritage s'accroîtra chaque année des fruits qu'il produit en faisant le calcul avec un intérêt de 3 % on obtient l'espace de temps qu'il faudra pour reconstituer tout le patrimoine. Avec un intérêt composé, la période varie entre 2 et 12 ans selon le taux de l'impôt.

Ce serait encourageant si on ne se souvenait des conditions rigoureuses que nous avons supposées chez l'héritier et qui se rencontrent très rarement.

D'autre part, nous avons tenu compte du fait que l'héritier, bien souvent jouissait déjà d'avantages, si non pécuniaires, du moins qui pouvaient lui éviter bien des dépenses supplémentaires du fait de la vie de famille. Ensuite la succession peut lui avoir apporté certaines charges supplémentaires ou ne pas produire un intérêt aussi élevé.

Il fallait imaginer que l'héritier était à ce point riche que tous ses besoins étaient largement satisfaits par sa fortune personnelle, l'échéance de l'hérédité ne modifiant pas le chiffre de ses dépenses, soit que l'héritier, très avare, veuille bien subir toutes sortes de privations pour capitaliser les revenus de son héritage.

En fait, la plupart du temps, l'héritier se croira pourvu d'une source de revenu supplémentaire dont il entend jouir en totalité ou en partie. Où bien l'héritage écherra à une personne pauvre, il sera lui même de faible importance, depuis longtemps on comptait sur lui et on conçoit facilement qu'en ce cas tous les revenus seront utilisés pour améliorer la condition de la famille, pour payer certaines dettes, etc.

Donc, dans beaucoup d'hypothèses, et nous avons vu que ce sont les plus normales, le capital ne pourra être reconstitué dans son entier avant qu'il ne se produise une nouvelle mutation.

Les petites hérédités transmises en ligne directe, vu le taux modéré de l'impôt, pourraient plus facilement éviter cet ébrèchement du capital, mais leur revenus seront très difficilement capitalisés car elles tomberont chez des gens pauvres.

Quant à l'intégrité des successions importantes, et de celles qui sont dévolues à des parents éloignés, ou à des étrangers, elle sera impossible à assurer en raison du prélèvement fiscal.

Il nous faut aussi tenir compte d'une réaction psychologique de la part du contribuable qui par suite de l'état d'esprit que fait naître chez lui l'importance des tarifs fiscaux, lui fait considérer son hérédité comme une aubaine dont il faut jouir tout de suite en consommant les revenus et même le capital. L'épargne est ainsi découragée.

Le patrimoine transmis est dans tous ces cas définitivement entamé. Lors de la nouvelle mutation, l'état fera une nouvelle brèche et de générations en générations, le capital ira en s'amenuisant jusqu'à ce que la dernière parcelle soit un jour confisquée par l'état.

§ I. — POINT DE VUE FISCAL

Sur ce plan là encore, les dangers de tarifs excessifs ne sauraient être trop énergiquement dénoncés : ils comportent tous les inconvénients que présentent, sous quelque forme qu'il soit affecté, le prélèvement fiscal sur les capitaux privés :

M. Roussillion, dans un article sur l'impôt contre la famille le faisait remarquer : « L'état en dévorant avidement les richesses qui n'ont pas eu le temps de se reconstituer, atteint à la fois la prospérité du pays et la sécurité des finances publiques ».

L'impôt qui ruine le capital taxé a pour effet de restreindre le rendement futur de cet impôt, puisque la perception suivante sera opérée sur un capital diminué. Si l'on veut maintenir un rendement constant, il faudra accroître sans cesse le taux de l'impôt ce qui accélérera la course à la ruine. Les perturbations économiques causées compromettront par ricochet le rendement de nombreux impôts qui dépendent de cette activité économique. La somme prélevée sur la succession sera à peu près complètement perdue pour la nation, et il y aura non seulement destruction du capital actuel, mais également du capital futur.

C'est ce que nous montre M. Allix par un exemple : « Sur un domaine de deux millions, l'état prélève un million comme droit de succession, et l'héritier n'ayant pas d'argent disponible, vend la moitié de son domaine et verse le produit de cette vente à l'état. Le million en question ne disparaîtra pas absolument, mais au lieu d'être un capital accumulé et consolidé comme il l'a été jusqu'à la vente, il va se fondre en quelque sorte en revenus, traitements, en salaires, en arrérages de titre de rente, etc. Il y aura donc destruction de capitaux et par suite destruction de valeurs futures ; Sans l'impôt le légataire aurait gardé le domaine. L'acquéreur aurait maintenu dans d'autres placements une épargne d'un million. Du fait de l'impôt, elle a disparu et le revenu auquel elle aurait donné naissance a été supprimée dans son germe » (1).

La part des dépenses budgétaires qui est consacrée à des investissements durables, travaux publics, monopoles d'état, ne saurait justifier l'appauvrissement des patrimoines privés par ce que les gestions d'état se montrent toujours si coûteuses que les particuliers ne retrouvent jamais une valeur équivalente à la perte subie par leur patrimoine.

On peut, cependant faire remarquer que le produit de l'impôt successoral est affecté, par la loi du 7 août 1926 à l'amortissement de la dette publique, ce qui justifierait dans une

(1) Allix, *Traité élémentaire*, p. 499, 500.

certaine mesure un taux de prélèvement élevé, d'une part parce que l'amortissement allégeant chaque année la charge budgétaire permet des dégrèvements fiscaux et d'autre part, par ce que les sommes remboursées aux particuliers détenteurs de titres de rente sont rendues à l'activité économique du pays. Ce raisonnement est exact si l'on veut accélérer le rythme des remboursements avec des ressources budgétaires prélevées sur les revenus des particuliers. Mais si on rembourse en ruinant les particuliers à qui l'on a emprunté, il n'y a plus qu'un jeu d'écriture, l'état ne peut améliorer son crédit au détriment de celui de ses sujets. « Il n'est point d'exemple d'état riche avec des sujets pauvres ».

Il suffit d'étudier les statistiques, pour se rendre compte que la fiscalité a pour résultat de ruiner les patrimoines français, spécialement ceux de moyenne importance, c'est-à-dire ceux dont le montant variat entre 100.000 Frs et 1 million.

Le mal est d'autant plus grave que l'instabilité de la monnaie a fait perdre les 4/5 d'un grand nombre de créances stipulées en francs.

Certains esprits (2) s'accomodent facilement de la législation actuelle en affirmant que les abus constatés sont corrigés par l'auto-défense du contribuable : La fraude.

« On comprend, disait M. Allix, que les scrupules des gens les plus honorables tombent devant l'idée du devoir familial qui l'emporte facilement sur celle du devoir civique ». Mais on ne saurait trop s'élever contre l'idée que le contribuable lésé a en stricte morale le droit de chercher à échapper par la dissimulation quand il en trouve le moyen, à ces spoliations.

C'est une tendance contre laquelle il faut lutter, on prétend qu'elle a toujours existé. Pourtant dans certains pays, en Angleterre par exemple, un citoyen croirait déchoir, s'il ne faisait pas au fisc des déclarations scrupuleusement exactes. C'est une idée d'honnêteté envers ses concitoyens et la collectivité en général.

(2) Voir Lescœur : Pourquoi et Comment on fraude le Fisc.

Elle est surtout odieuse en matière d'impôt successoral, par ce qu'elle est très inégalement pratiquée.

D'abord par ce qu'il reste encore des familles qui observent une grande probité juridique, et qui estiment que la meilleure méthode pour obtenir une modération des impôts, c'est de faire une campagne d'opinion pour que chacun paie sa part et pour cela qu'il faut donner l'exemple.

Ensuite, par ce que la fraude n'est pas toujours possible, ni facile. Tous les éléments des divers héritages, ne peuvent être dissimulés au même degré ; immeubles, fonds de commerce, entreprises industrielles, valeurs nominatives et au porteur. La dissimulation n'est facile que pour l'argent liquide, les titres de bourse au porteur, les bijoux, l'argenterie les meubles meublant, etc.

La fraude se pratique principalement chez deux catégories d'héritiers :

Les petites successions de quelques milliers de francs bien souvent ne sont pas déclarées. D'après les statistiques, sur 800.000 décès, à peine 400.000 donnent lieu à une déclaration de succession. Même en tenant compte de la mortalité infantile, et de ceux qui n'ont vraiment rien, il est certain que de nombreuses petites hérédités sont passées sous silence.

Pour les très grosses successions, le défunt prend souvent de son vivant toutes ses dispositions avec ses héritiers présomptifs, pour éviter à ces derniers la majeure partie du fardeau fiscal. La preuve se trouve dans le nombre des millionnaires qui décèdent chaque année. Il serait en France de 1.300. (1). Certes la France est un pays de petites fortunes et beaucoup de gens ont un train de vie supérieur à leurs revenus. Mais ce chiffre est nettement au dessous de la vérité.

La fraude est donc pratiquée aux deux « extrémités de l'échelle » et fait perdre chaque année au fisc des sommes importantes, car les petites hérédités qui esquivent les droits

(1) Chiffre donné par le Bulletin de statistique et de législation comparée, année 1939.

sont sans doute très nombreuses et les grosses sur lesquelles on fraude, si elles sont rares, représentent des sommes considérables.

La catégorie des hérédités moyennes est beaucoup plus difficilement accessible à la fraude et par la même supporte une grande partie du poids de l'impôt ; or ce sont les plus intéressantes, car ce sont elles qui ont fait la fortune de la France.

A côté de la fraude, il existe une pratique tout à fait légale qui diminue le rendement de l'impôt.

C'est la donation partage ou partage d'ascendant, à laquelle nous avons consacré quelques pages de notre première partie. Le fisc y a établi un tarif inférieur aux droits de mutation par décès, et même à celui des donations. Assez peu pratiquée, il serait souhaitable qu'elle entra dans nos mœurs.

§ II. — POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

L'impôt successoral, par la diminution et la destruction des patrimoines qu'il entraîne, a une grande influence sur la famille et la société.

I. Amoindrissement des initiatives privées

Pour un chef de famille un puissant stimulant au travail, est la possibilité de laisser dans la meilleure situation pécuniaire possible ses descendants. « Cette tendance vers un mieux être est la source d'énergies fécondes pour les membres de la famille ». Elle donne notamment de l'initiative et de l'ardeur dans la gestion de ses intérêts pécuniaires.

Par contre, quand il sait que les produits de son travail et de son épargne, seront pris par le fisc au lieu de rester entre les mains de ses héritiers, il cherche à tourner cette fiscalité, parfois même sort de la légalité : il acquiert « une mentalité de bête traquée », et la saine gestion de son patrimoine, celle du bon père de famille, en souffre beaucoup. L'excès de la fiscalité ces dernières années, l'hostilité qu'elle traduit contre

certaines éléments de la société le progrès du socialisme révolutionnaire, inquiètent les esprits les plus confiants.

Cette incertitude dans l'avenir nuit au développement normal des initiatives privées, développement qui implique de la sérénité, un effort continu et un avenir sans menaces constantes.

Les socialistes, on le sait, objectent que la transmission successorale, en maintenant les inégalités de fortune, incite à l'oisiveté les bénéficiaires de gros héritages et qu'il est par conséquent nécessaire de maintenir une lourde fiscalité successorale. Erreur, car il y aura toujours des prodiges et des économes, des habiles et des maladroits. D'autre part, nous ne sommes plus à l'époque des bas de laine et des sacs d'écus, et les patrimoines se composant d'immeubles, de valeurs mobilières, d'entreprises, nécessitent une surveillance constante.

Aux difficultés créées à l'encontre de l'héritier par le code civil pour conserver intégralement l'exploitation paternelle, la législation fiscale en a ajouté d'autres : Les droits successoraux.

Bien souvent ils seront tellement élevés, que l'héritier sera obligé de renoncer à poursuivre l'exploitation de l'entreprise léguée. Si la succession qu'il recueille est à peu près exclusivement constituée par cette seule entreprise, et cela se voit fréquemment, les propriétaires ayant été obligés, par suite de la dévaluation de la monnaie, d'augmenter les investissements de capitaux, comment le successeur pourra-t-il se libérer de sa dette envers le fisc ? Cet héritier sera peut-être le fils ; il aura travaillé jusqu'à la mort de son père dans la maison, et n'aura pas une fortune personnelle suffisante, il devra recourir à l'emprunt et gréver d'un fort intérêt son usine où son commerce.

C'est ainsi que ce malheureux successible se trouvera en présence des plus grandes difficultés à un moment où il aura, peut-être besoin de toutes ses disponibilités pour franchir une mauvaise passe, surmonter une crise, etc. Combien d'exemples nous avons autour de nous de cas semblables ?

Si les propriétaires sont ruinés, c'est le chômage et la misère pour tous les ouvriers et employés. Si c'est l'état que l'on veut mettre à la place du patron, on ne parviendra jamais à réaliser des conditions aussi bonnes pour la production que ne le fait l'initiative privée.

La propriété paysanne est, elle aussi menacée par les charges qui grèvent les transmissions héréditaires. Il faudra peut-être hypothéquer, voire vendre le domaine familial où tout au moins une partie, pour payer les droits de succession exigibles dans les 6 mois du décès, s'il n'existe pas les disponibilités suffisantes.

Découragé, l'héritier ne cherchera pas à triompher des difficultés du moment, et désertera le domaine paternel. Il cessera d'être un de ces petits propriétaires fonciers dont l'existence a été si salutaire pour notre pays, pour aller grossir d'une unité nouvelle, les populations des importantes agglomérations ouvrières des centres urbains.

II. Disparition de l'esprit d'épargne.

Epargner, c'est réserver pour l'avenir une partie de ses revenus en restreignant ses dépenses. La bonne gestion de tout patrimoine, quelle qu'en soit l'importance, implique une épargne raisonnée : Il existe de nombreux aléas dans la vie de la famille, et ceux-ci doivent être prévus par un excédent des recettes sur celui des dépenses. Les grands organismes financiers, les sociétés commerciales où industrielles, se constituent des réserves.

C'est de la même façon, que les particuliers, riches ou pauvres, sur la masse de leurs revenus annuels, doivent se constituer des réserves.

De nos jours, en raison des troubles économiques et financiers de plus en plus fréquents, l'épargne est plus que jamais nécessaire. Et pourtant on constate une certaine régression, compte tenu de la dévaluation de la monnaie et de l'augmentation du coût de la vie.

Les causes en sont nombreuses, et nous sortirions des limites que nous nous sommes fixées, en les énumérant. Mais l'excès de fiscalité, principalement des droits de succession perçus en ligne directe, en est une cause très nette.

En effet, le mobile primordial qui incite le chef de famille à épargner, est de s'assurer une vieillesse à l'abri du besoin, et après sa mort, procurer à ses enfants le maximum de bien être, un patrimoine qui leur permette de connaître un bonheur plus grand que celui qu'il a connu lui même, et de les aider dans la lutte pour l'existence. Celui qui ne possède rien est obligé d'accepter n'importe quel travail, sans avoir la possibilité de discuter, faute de pouvoir attendre quelque temps qu'une bonne occasion se présente.

Au contraire, le fait d'avoir des revenus, mêmes minimes, donne de l'indépendance, tout au moins, une certaine aisance ; s'ils sont plus importants, ils donnent à leur propriétaire des possibilités d'utilisation économique très étendues, tant il est vrai que « la première pistole est plus difficile à gagner que le deuxième million ».

Mais depuis que les tarifs des droits successoraux ont été portés à des taux excessifs, le chef de famille, celui qui a le devoir de former ou d'améliorer le patrimoine qui est non seulement le sien, mais aussi celui de sa famille, considère, non sans tristesse que toute son épargne, résultat de privations parfois prodigieuses, sera après sa mort âprement disputée par le fisc aux personnes qui lui sont chères, à ses enfants, à ses héritiers. Plus il aura épargné, plus la gestion de son patrimoine aura été intelligente, et plus le fisc se montrera exigeant, puisque les tarifs sont progressifs.

On a vu ainsi dans des familles les plus notables, aux traditions les plus solides, et les plus respectables, l'esprit d'épargne s'atténuer et disparaître, spécialement dans des familles sans enfant, mais qui auraient pu se perpétuer chez un neveu, où même chez un enfant adoptif. On passe alors de tortueuses conventions fraudatoires, où bien encore ces personnes prennent une retraite anticipée et placent leur fortune

en viager, à moins qu'elles ne la dilapident pûrement et simplement.

Notre époque a provoqué le développement dans tous les milieux de la société des habitudes de dépense somptuaire comme **on** n'en avait jamais vu jusqu'à lors. C'est un paradoxe en apparence, que de voir ainsi des gens appauvris, renoncer aux saines tradition de l'épargne et s'étourdir dans les plaisirs. Il y a là un phénomène qui rappelle les derniers siècles de la décadence romaine.

« Appartient-il vraiment aux lois successorales d'aider ainsi à la destruction de classe sociale, destruction que tout favorise dans la société moderne éprise du gain exceptionnel et soudain et trop souvent immoral par ce qu'il ne porte pas en lui un travail proportionné à son importance ? Car c'est bien à cette destruction que participent les lois de ces dernières années inconsciemment où consciemment, seulement préoccupées du rendement fiscal des mesures adoptées » (1).

§ III. — POINT DE VUE SOCIAL

I. Augmentation constante de la clientèle des institutions sociales

La courbe des dépenses quotidiennes est sujette à des oscillations imprévues, parfois très importantes et causées, soit par la maladie, soit par les accidents, la naissance d'un enfant, un décès, la grève où le chômage. De tels événements seraient catastrophiques pour la plusparts des gens, si toute une législation sociale n'était venue organiser des services d'assistance.

Cette législation procède de la doctrine socialiste. Elle est la contrepartie de cette tendance à supprimer le patrimoine par voie fiscale. Les ressources nécessaires seront prises dans la confiscation des fortunes, et les héritiers n'auront pas à se

(1) Bijon, Evolution des droits successoraux.

plaindre puisque le fonctionnement de ces caisses providence, rendra inutile la possession de richesses personnelles. On réalisera une répartition égalitaire des bienfaits que procure la fortune.

Théoriquement tout cela est merveilleux, mais l'exemple de la Russie soviétique est là pour nous rappeler que ce n'est que chimère.

Nous reconnaissons que cette législation sociale part d'un principe excellent, mais elle ne doit avoir qu'un rôle supplétif. Quand un membre de la famille subit un risque, il doit d'abord, s'adresser à ses proches, à sa famille qui lui donnera un secours pécunier. L'aide fournie sera toujours plus intelligente, plus raisonnée, plus honnête.

Il est curieux de constater combien toutes les initiatives d'état, généreuses et bonnes dans leur principe, sont d'application difficile et donnent des résultats souvent peu encourageants.

II. — Disparition de la classe moyenne

On peut diviser notre société en trois classes :

La classe prolétarienne, composée de personnes qui vivent uniquement de leur travail ;

La classe moyenne, comprenant les gens qui ont une certaine fortune, mais insuffisante pour leur permettre de vivre sans travailler.

La classe fortunée qui compte des personnes qui ont un revenu suffisant pour vivre sans travailler, mais qui ne sont pas nécessairement oisives, car la gestion d'une fortune nécessite bien souvent une réelle activité.

D'après les statistiques la France est un pays de petites fortunes. En effet, sur 362,638 successions déclarées en 1936, 339,783 soit 94,7 % avaient un actif inférieur à 100,000 Frs. Sur 2,813,090 assujettis à l'impôt sur le revenu, 2,659,726, soit 94 % ont un maximum de 50,000 Frs de revenus annuels.

Quelle est la classe qui est la plus atteinte par l'impôt successoral ? Ce n'est pas la classe prolétarienne par ce qu'un grand nombre de ses membres ne laissent que des successions très faibles qui ne sont pas déclarées où, si elles le sont, le prélèvement fiscal est très faible.

Ce n'est pas non plus la classe riche où nous avons vu que se pratiquait une fraude intense.

C'est donc la classe moyenne qui subit tout le poids de l'impôt. La fraude n'est pas facile, l'honnêteté y reste encore grande d'ailleurs. Le résultat sera son appauvrissement progressif et sa disparition. Socialement, c'est un fait très grave.

C'est elle qui a fourni jusqu'à ces dernières années des cadres remarquables ; le meilleur hommage qui lui est rendu c'est celui de l'étranger qui avait recours bien souvent à notre personnel dirigeant.

La propriété d'un petit capital dans chaque famille est un élément de stabilité sociale, avantage précieux dans un pays, si l'on considère le progrès inquiétant des activités révolutionnaires jusqu'à l'armistice.

Le socialisme, en s'efforçant de détruire cette classe moyenne est donc dans la logique de son système. C'était besogne facile que de dresser la masse des prolétaires, numériquement en majorité et par conséquent intéressante au point de vue électoral contre « les bourgeois », en avivant les jalousies et en excitant les convoitises au nom de l'égalité et d'une meilleure répartition des richesses. Et la fiscalité est un moyen commode pour atteindre ce but.

III. — Désagrégation du groupe familial.

La fiscalité sur les successions est venue accélérer le resserrement du cercle familial, et elle contribue à la désagrégation de ce groupe familial stricto-sensu qui est le dernier retrenchement de la famille.

L'excessive fiscalité que nous combattons, en développant

L'égoïsme et l'individualisme, accentue d'une façon très sensible cette regrettable évolution.

Pour satisfaire les appétits égoïstes, les ambitions, faire triompher des revendications adressées à l'état, aux personnes administratives, aux patrons, les gens se groupent, s'embrigadent en des associations corporatives, syndicats professionnels, unions pour la défense de tels ou tels intérêts au sein desquels l'individu fait nombre, sa volonté étant supplantée par celle de chefs, dont les intérêts personnels ne sont pas toujours identiques aux intérêts collectifs, qu'ils prétendent défendre.

L'individu consacre à ces groupements une partie importante du temps qu'il réservait autrefois à sa famille. Ses préoccupations sont tournées vers l'œuvre de ces associations et, peu à peu dans la même mesure, l'esprit de famille tend à disparaître, le groupe familial est relégué au second plan.

Dans les rapports mutuels, les membres de la famille ne s'ignorent peut-être pas complètement, mais la solidarité économique est beaucoup moins agissante que jadis. Entre parents en ligne directe, quand l'un est dans le besoin, l'entraide est moins spontanée, le demandeur est obligé de faire valoir ses droits en justice. Entre collatéraux, les liens d'affection ne résistent pas à la moindre discussion d'intérêt, ce qui fournit des arguments aux partisans d'une confiscation intégrale des hérédités déferées aux collatéraux, alors qu'en réalité, cet égoïsme est une conséquence de l'écrasante fiscalité que nous avons subie.

IV. La Dénatalité

Le groupe familial ruiné, démoralisé par les taux excessifs des impôts successoraux, faut-il s'étonner que le pays souffre de dénatalité ? « On se récrie sur l'arrêt des naissances, alors qu'on a détruit les nids et le couvert », nous dit le Procureur Général La Tour du Pin.

La dénatalité, nous l'avons vu, a des causes multiples, mais l'impôt a pour effet certain, en restreignant la part

héréditaire des enfants, d'inciter les parents à n'avoir qu'un enfant, afin qu'il soit, après avoir hérité d'eux, dans les meilleures conditions possibles.

Il nous faut reconnaître que déjà le législateur était entré dans cette voie : rappelons la taxe successorale créée en 1917, qui n'était pas perçue lorsque le decujus laissait un certain nombre d'enfants, et les abattements accordés aux familles nombreuses.

Les résultats de cette expérience ne sont pas évidemment positifs. Mais est-ce que ce n'est pas dû à l'insuffisance des mesures prises ?

« Il faudrait, dit M. Landry, (1) poursuivre la politique commencée, développer, renforcer la législation que cette politique a déjà constituée, et aller bien au delà de ce qui a été fait jusqu'ici. Il s'agissait d'affaiblir plus encore les motifs, les mobiles qui détournent d'avoir des enfants, c'est à dire notamment de réduire encore la différence de niveau de vie que crée, pour un revenu égal, la composition diverse des familles ».

(1) La Révolution démographique, Sirey 1934, p. 94.

CHAPITRE IV

Le Droit Positif Français

Notre gouvernement du lendemain de l'Armistice, inspiré par une politique qui depuis longtemps hélas nous manquait en France a promulgué tout dernièrement une loi qui réhabilite la notion de : « patrimoine familial », si longtemps absente de notre législation comme il nous est apparu dans les chapitres précédents.

Elle est de nature a stimuler puissamment l'épargne, en particulier la petite et la moyenne épargne, en soustrayant à tout impôt successoral une part du patrimoine familial, tout en étant inspiré du principe essentiel d'encourager les familles nombreuses. En conséquences des abattements et des dégrèvements appréciables, sont édictés en faveur des familles comportant au moins trois enfants vivants où représentés.

Examinons cette loi et les principes nouveaux qui s'en dégagent.

§ I. — LA LOI DU 19 NOVEMBRE 1940 ET LES DROITS SUCCÉSSORAUx ANTÉRIEURS

Elle abroge l'article 405 du code de l'enregistrement, modifié déjà par l'article 151 du décret du 29 Juillet 1939, et le remplace par les dispositions suivantes :

Les droits de mutation par décès, sont fixés au taux ci-après pour la part nette recueillie par chaque ayant droit (Voir le tableau qui se trouve à la fin du texte).

Ces tarifs sont applicables en règles générales, à toutes les successions et quel que soit le montant de celles-ci. Ils

n'ont pas subis de grands changements. Comme précédemment, les droits diffèrent :

1) Selon le degré de parenté de l'héritier avec le défunt et le nombre des enfants laissés par ce dernier.

2) Selon l'importance de la part nette taxable, recueillie par l'héritier, celle-ci étant divisée en treize tranches, dont chacune est frappée d'un droit distinct suivant une progression, laquelle dans l'ensemble ne se trouve pas sensiblement modifiée.

La majoration uniforme de 8 % appliquée par le décret loi du 2 Mai 1938, à l'ensemble des impôts, y compris les droits de mutation par décès, est supprimée en ce qui concerne ceux-ci. Elle est en fait incorporée aux nouveaux droits, qui se trouvent légèrement élevés. D'une manière générale, l'augmentation est voisine de 10 % (y compris l'ancienne surtaxe de 8 %). Cependant elle est plus sensible pour l'héritier en ligne directe descendante au premier degré, lorsque le défunt n'a laissé qu'un enfant, ce qui est destiné à contribuer au relèvement de la natalité.

Ces taux ne sont pas toujours applicables dans leur intégralité.

Des plafonds notablement inférieurs aux taux frappant les tranches les plus élevées avaient déjà été assignés précédemment aux droits incombant à chaque successible. La nouvelle loi favorisant les familles nombreuses, a fixé le pourcentage de la part nette que le montant des droits incombant à chaque successible ne pouvait dépasser ; les maximums sont les suivants :

20 % en ligne directe descendante ou ascendante et entre époux, lorsque le défunt laisse trois enfants ou plus, vivants ou représentés ;

25 % en ligne directe descendante ou ascendante et entre époux, lorsque le défunt laisse deux enfants vivants ou représentés ;

30 % en ligne directe descendante ou ascendante et entre

époux, lorsque le défunt laisse un enfant vivant où représenté ;

35 % en ligne directe descendante ou ascendante, et entre époux, lorsque le défunt ne laisse aucun enfant vivant où représenté ;

40 % entre frères et sœurs ;

45 % entre oncle et tante où neveux et nièces ;

48 % entre grand-oncle ou grand-tante, et petits neveux et petites-nièces, et cousins germains ;

50 % entre parents au delà du 4^e et entre personnes non parentes.

Comme les plafonds antérieurement en vigueur étaient de 25 % en ligne directe entre époux, 40 % en ligne collatérale et de 50 % entre parents au delà du quatrième degré, et entre personnes non parentes, la nouvelle loi, à cet égard ne fait qu'améliorer la situation pour les enfants, le conjoint et les ascendants du défunt, si celui-ci laisse trois enfants où plus, et elle ne la modifie point s'il y a deux enfants. Elle l'aggrave en revanche s'il n'y en a qu'un, et plus sensiblement s'il n'y en a point du tout.

Certaines déductions sont en outre prévues dans le but de favoriser les familles nombreuses. Elles sont faites par des abattements et des dégrèvements extrêmement appréciables.

L'abattement est effectué sur l'actif net de la succession : « Dans toute succession où le défunt laisse au moins trois enfants vivants où représentés, il est effectué sur l'ensemble des parts recueillies par les héritiers en ligne directe descendante, et par le conjoint survivant, un abattement de 500.000 frs majoré de 100.000 Frs par enfant vivant où représenté en sus du troisième. »

L'ancien article 408 du code de l'enregistrement, tel qu'il avait été modifié par le décret du 29 Juillet 1939, relatif à la famille et à la natalité française, avait stipulé qu'il serait déduit de l'actif de la succession par le calcul des droits, 20 % lorsque le défunt laisserait 3 enfants, 50 % lorsqu'il en laisserait 4, et 100 % au cas où le nombre des enfants serait

égal ou supérieur à 5. Mais la déduction ne pouvait en aucun cas dépasser 30.000 Frs par enfant en sus du deuxième.

Nous remarquons donc qu'à la déduction de 500.000 Frs accordée aux familles de 3 enfants, correspondait précédemment à un maximum de 30.000 Frs seulement, et que pour une famille de 5 enfants, l'abattement ne pouvait antérieurement dépasser 90.000 frs, sera désormais de 700.000 frs, il faut ajouter à cela que dans tous les cas où joue l'abattement, les droits ne s'appliquent qu'à la fraction taxable des diverses parts, où en d'autres termes, que la division de chacune d'elles en tranche ne s'effectue qu'après déduction des sommes correspondant à cet abattement.

En résumé, dans une famille de trois enfants, la fortune du défunt peut être transmise aux descendants en ligne directe, et au conjoint survivant à concurrence de 500.000 Frs, sans qu'il y ait aucun droit de succession à verser, et ce montant se trouve accru de 100.000 Frs par enfant, en sus du troisième, tandis qu'aucun abattement n'est consenti aux familles comptant seulement un ou deux enfants.

Le texte du nouvel article 408 C. E., appelle une observation : alors qu'antérieurement la déduction basée sur le nombre d'enfants du dé cujus était opérée sur l'actif global net, elle ne joue plus que sur l'ensemble des parts recueillies par les héritiers en ligne directe descendante et le conjoint survivant. En conséquence, dans le cas où des ascendants, des collatéraux, où des non parents, recueilleraient un émolument à titre universel, la déduction ne leur profiterait pas, mais s'imputerait toute entière sur la masse dévolue au successible visé par ce texte.

Le législateur a accordé des réductions de droits, en considération de la situation des familles, non plus du défunt, mais des héritiers. Elles se cumulent avec les abattements sus indiqués, en ce sens qu'elles sont effectuées sur les droits tels qu'ils s'établissent le cas échéant, compte tenu de ces abattements.

Ce n'est pas une nouveauté, cela avait été institué par le décret du 29 Juillet 1939. Mais dans la législation antérieure, la réduction était de 25 % des droits, si l'héritier, le légataire, ou le donataire, avait trois enfants, de 50 % quand il en avait 4, de 75 % quand il en avait 5, et de 100 % lorsqu'il en avait 6 ou plus. Toutefois il était stipulé qu'elle ne pourrait dépasser 5.000 Frs par enfant en sus du deuxième.

Désormais les droits seront diminués de 75 % si l'héritier à 3 enfants, et de 100 % s'il en a 4 ou plus, et le maximum que la réduction peut atteindre est fixé non plus à 5.000 mais à 50.000 Frs toujours par enfant, en sus du deuxième.

Là encore les avantages reconnus se trouvent donc accrus dans de très fortes proportions. Il y a lieu d'insister sur ce point, que les réductions en question sont complètement indépendantes de la situation de famille du défunt, que par conséquent elles jouent même si celui-ci n'a pas laissé d'enfant ou si sa parenté avec l'héritier est éloignée, voire s'il s'agit d'une succession entre personnes non parentes.

Un exemple va nous permettre de montrer pour une succession déterminée l'avantage que la loi apporte à une famille ayant trois enfants, et la surcharge qui en résulte si le défunt ne laisse qu'un enfant.

Supposons une succession de un million de francs, les héritiers étant les 3 enfants du défunt et le conjoint survivant, et chacun recueillant une part nette de 250.000 Frs. D'après la législation antérieure, chaque enfant avait à payer 13.365 Frs de droits. La nouvelle loi réduit cette somme à 7.610 frs. Et si l'un des enfants du défunt à lui-même trois enfants, il ne paiera que 1.973 frs, alors que précédemment les droits étaient dans ce cas de 10.023 frs.

Si maintenant le patrimoine passant aux héritiers est le même, mais qu'il n'y ait qu'un enfant, et que par supposition celui-ci et le conjoint recueillent chacun la moitié soit 500.000 Frs, l'enfant aura à acquitter des droits s'élevant à 81.555 frs au lieu de 69.853 frs qu'il devait payer sous le régime de la loi précédente.

Le tableau ci-dessous permet mieux encore de mesurer, par quelques exemples, la portée des règles nouvelles.

Dévolution	SITUATION DE FAMILLE		ACTIF successoral	PART virile	DROITS EMIGIBLES	
	du défunt	des héritiers			avant la loi	après la loi
Ligne directe	1 enfant	1 enfant	100.000	100.000	7.222,50	8.955
	1 enfant	3 enfants	500.000	500.000	64.462,50	20.388,75
	1 enfant	4 enfants	500.000	500.000	59.062,50	néant
descendante	4 enfants	1 enf. chacun	500.000	125.000	17.172	néant
	4 enfants	3 enf. chacun	500.000	125.000	12.879	néant
au 1 ^{er} degré	8 enfants	3 enf. chacun	5.000.000	625.000	351.648	71.320
entre époux	2 enfants	2 enfants	500.000	50.000	2.943 (1)	3.000 (1)
	pas d'enfant	pas d'enfant	500.000	500.000	143.750	161.166,75
cous, germain	pas d'enfant	pas d'enfant	500.000	500.000	230.000	276.000
	pas d'enfant	6 enfants	500.000	500.000	180.000	40.000

(1) Sur la part de l'époux.

La Semaine Juridique. Le nouveau régime de successions et de partages, 11 janvier 1941.

Il nous faut ajouter qu'une excellente réforme avait déjà été faite par le décret du 29 Juillet 1939, dit « code de la famille » :

En effet, son article 155, modifiant l'art. 410 bis du code d'enregistrement, instituait que les droits de mutation par décès liquidés par application des tarifs fixés par l'art. 405, de même que les maxima prévus audit article, sont majorés de 15 % lorsque l'héritier, donataire ou légataire, est au jour de l'ouverture de la succession âgé d'au moins 30 ans est célibataire, veuf, ou marié sans enfant vivants ou représentés.

Le montant de cette majoration est remboursé quand il est justifié de la naissance d'un enfant légitime dans l'année de l'ouverture de la succession. Cette majoration n'a pas été supprimée par la nouvelle loi, et par conséquent, est toujours applicable.

Une autre loi qui avait été promulguée pendant la guerre, le 31 Décembre 1939, modifiait l'article 423 du code de l'enregistrement. Elle établissait des exceptions totales de l'impôt de mutation par décès pour certaines catégories de successions :
Celles :

1) des militaires des armées françaises et alliées morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre ;

2) des militaires qui soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures ou de maladies contractées pendant la guerre.

3) de toute personne dont le décès aura été provoqué, soit au cours des hostilités, soit dans les 3 mois à compter de la cessation des hostilités, par un fait de guerre, suivant la définition qui en sera donné par les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

On ne peut que féliciter le gouvernement d'avoir pris telles mesures : Il eût été choquant que l'Etat puisse s'enrichir d'une partie de la fortune des enfants de la France, morts en se battant pour elle.

Toutefois des restrictions ont été apportées, l'exception ne profite qu'aux parts nettes recueillies par les ascendants, les descendants et le conjoint survivant.

Suivent certains détails donnés pour l'application de la loi :

L'exemption d'impôt dans les cas suscités n'entraîne pas la dispense de la déclaration des successions. Elle est subordonnée à la condition que cette déclaration soit accompagnée :

1) Dans les cas visés par les N° 1 et 2 d'un certificat de l'autorité militaire dispensé du timbre et constatant que la mort a été causée par une blessure reçue où une maladie contractée pendant la guerre.

2) Dans les cas visés par le N° 3 d'un certificat visé par l'autorité militaire où civile compétente, dispensé de timbre et établissant les circonstances du décès.

D'autre part, l'article 15 de la loi du 10 décembre 1940, établit que : « Les droits des legs faits aux mutilés de guerre frappés d'une invalidité de 50 % au minimum bénéficient sur les premiers 100.000 Frs du tarif réduit de 12 % édicté par l'article 417. »

Il nous faut rappeler ici que ce sont les règles du droit civil qui déterminent le degré de parenté et le montant de chacune de ces parts. Nous nous permettons de faire quelques remarques à ce sujet :

En ce qui concerne l'enfant naturel, c'est le tarif de la ligne directe qui s'applique aux successions qu'il recueille lorsqu'il est légalement reconnu, et même quand il est appelé à défaut de parents, au degré successible. (Loi du 25 Mars 1896, art. 8).

Il n'en est plus de même en ce qui concerne la succession recueillie par l'enfant adopté, il est vrai que d'après les dispositions du code civil (art. 357) l'enfant adoptif et ses descendants légitimes, ont, sur la succession de l'adoptant, les mêmes droits que les enfants et descendants légitimes.

Les tarifs applicables aux successions d'adoptant étaient donc celui de la ligne directe descendante. Mais cette ap-

plication des règles civiles engendrait une certaine fraude. Des personnes sans enfant et désireuses de voir leur succession échapper au paiement de la majeure partie des droits dont elles étaient redevables, adoptaient des parents éloignés, où des amis, dont elles faisaient leurs héritiers et qui bénéficiaient ainsi à la mort de l'adoptant de l'application des tarifs moins élevés.

Pour éviter cette pratique frauduleuse, une loi, qui remonte au 16 Avril 1930, vint éditer que désormais, les droits seront liquidés et perçus sans tenir compte du lien de parenté résultant de l'adoption, sauf en certains cas spécifiés, où il est certain que l'adoption n'a pas été déterminée par le désir de frauder le fisc, tel par exemple le cas d'un enfant issu d'un premier mariage du conjoint de l'adoptant, où de pupille de la Nation, où de l'Assistance Publique.

2) Facilités de paiement accordés aux contribuables

Les droits de succession, comme en principe la généralité des droits d'enregistrement, sont payables au comptant, au moment où la formalité est donnée à la déclaration, c'est à dire dans les six mois du décès du de cujus.

Nous avons vu, qu'en raison des élévations successives de tarifs, cette obligation n'allait pas sans difficulté pour les héritiers, quand dans l'actif successoral il n'y avait pas une proportion suffisante de biens liquidés.

Il apparaissait donc qu'il était tout à fait nécessaire de faciliter de paiement des droits de succession. C'est pourquoi de 1911 à 1933, diverses lois ont prévu pour le paiement de l'ensemble des droits, ou des droits afférents à certains éléments de l'actif, des possibilités de fractionnement ou de délais.

Mais elles manqueraient de souplesses et les hypothèses dans lesquelles leur application a été prévue étaient limitées. Or l'obligation d'acquitter à brève échéance en argent une somme souvent très supérieure aux revenus annuels des biens

recueillis, allait souvent contraindre l'héritier à des liquidations inopportunes s'il ne disposait pas des sommes d'argent nécessaires ou des biens facilement négociables. L'aliénation de tout ou partie des biens pourra par exemple dépouiller l'héritier d'une exploitation à laquelle il était rompu au profit d'un acquéreur inexpérimenté. Donc perte de rendement.

C'est ce qu'à bien compris notre nouveau gouvernement et par des amendements apportés aux textes des articles 136, 139, 140 et 442 du code de l'enregistrement, il a assoupli et simplifié le régime de ces facilités tout en fortifiant les garanties du trésor.

Il nous est inutile d'indiquer tous les détails techniques du régime actuel qui trouvent seulement leurs places dans un manuel d'enregistrement.

Nous nous bornerons à indiquer que les paiements fractionnés ne sont plus obligatoirement semestriels, le premier aura lieu au plus tard dans les trois mois de la décision, et non plus dans les six mois suivant l'expiration du délai de déclaration.

On pourra donc former la demande de fractionnement à n'importe quelle époque sous la réserve que le paiement pour solde interviendra au plus tard dans les cinq ans, suivant l'expiration du délai normal.

Le nombre de versements possibles reste fonction de l'importance des droits, par rapport aux émoluments successoraux. Il n'y a plus lieu de lier leur nombre à la nature des éléments de l'actif, mais au pourcentage des droits de mutation sur les parts nettes recueillies.

Pour que la demande de délai soit recevable, il n'est plus nécessaire qu'elle parvienne au receveur deux mois au moins avant l'expiration du délai normal de déclaration ; Mais elle doit être accompagnée d'une déclaration complète et régulière de la succession et donner lieu à la constitution de garanties dont la nature, l'importance, et les modes de garanties sont précisés par notre texte.

Parmi ces garanties figurent, en dehors du privilège général mobilier attaché au recouvrement des droits simples et d'enregistrement, soit un privilège sur les immeubles de la succession, soit des hypothèques sur les immeubles extra-successoraux, soit des nantissements de fonds de commerce où de valeurs mobilières.

Il est d'autre part spécifié que tous les actes constitutifs de ces garanties ou consécutifs seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement ; les honoraires des notaires et les salaires des conservateurs des hypothèques étant réduits de moitié. Les frais afférents à ces actes, empêchaient souvent les héritiers de solliciter le fractionnement des paiements. Cela représente pour les héritiers un allègement des plus appréciables. La disposition qui rendait les droits différés immédiatement exigibles en cas de réalisation de biens successoraux, pour une valeur nette égale où supérieure au montant des droits est abrogée.

Il ne pourra être accordé d'autorisation de paiements différés pour les droits complémentaires dûs en raison d'omission où d'insuffisance.

Les possibilités de règlement différé d'une partie des droits, à raison de l'existence dans l'actif successoral, de créances notariées, nominatives, venant à échéance plus de cinq ans après l'ouverture de la succession, sont étendues au cas où la succession comprend des rentes où émoluments provenant de contrats d'assurance à échéance de plus de cinq ans, s'il s'agit de contrats ordinaires, où simplement à échéance différées, et s'il s'agit de contrats contre les risques de guerre, souscrits dans la condition prévue par l'article 1^{er} du décret du 22 Février 1940.

§ 3. — Les obligations des dépositaires où débiteurs de valeurs successorales

Les articles 10 et 11 de la loi, ont apportés quelques modifications pour lutter contre la fraude : Les diverses déclarations

Les avoirs successoraux imposées aux tiers détenteurs où débiteurs apportent des données très utiles pour le contrôle des déclarations de succession. Le paiement régulier des droits est également garanti par le fait que certains de ces détenteurs où débiteurs ne peuvent se dessaisir de ces avoirs au profit des héritiers, sans que ceux-ci aient justifié du paiement des droits de succession, où sans retenir, jusqu'à cette justification, une somme égale au montant de l'impôt afférent à ces avoirs.

Cette obligation est désormais imposée aux assureurs sur la vie en ce qui concerne les rentes et émoluments dûs à raison du décès de l'assuré, à tout bénéficiaire demeurant en France où à l'étranger, alors qu'elle n'était prévue que pour les bénéficiaires autres que le conjoint survivant où les successibles en ligne directe. La sanction prévue auparavant est maintenue, c'est-à-dire que les contrevenants resteraient personnellement tenus des droits et pénalités exigibles sur les émoluments omis et seraient passibles, en outre, d'une amende de 500 Frs.

4. — Autres changements apportés par la loi

Art. 12 : Les legs faits aux établissements d'utilité publique, sont soumis au tarif fixé par les successions en lignes collatérales au troisième degré. Les legs faits aux établissements publics, sont soumis au tarif fixé pour les successions en ligne collatérale au deuxième degré.

L'article 13 abroge les articles 414 et 414 bis du code de l'enregistrement qui exonérait pour un maximum de 100.000 Frs la valeur des immeubles affectés par le défunt à une exploitation rurale où artisanale susceptible d'être constitués en biens de famille et exonérés sous certaines conditions des droits de succession.

En outre, l'art. 414 bis réduisait, en certains cas, 50 % des droits dûs par des héritiers qui recueillaient des immeubles à usage d'exploitation agricole, et continuaient à en assurer

l'exploitation. L'importance des mesures de dégrèvement de l'actif successoral et des réductions des droits étant de nature à réduire très sensiblement l'intérêt que présentaient ces dispositions, d'une application d'ailleurs délicate, le législateur n'a pas cru nécessaire de les conserver.

5. — Souttes de partages d'immeubles à usage d'exploitation agricole

Le décret loi du 17 Juin 1939, s'était préoccupé d'alléger les droits sur les souttes en exonérant la portion de soulte allant jusqu'à 50.000 Frs. Les conditions de cette exonération, assez complexes, avaient été précisées par un décret du 11 septembre 1938.

Déjà le décret du 21 Avril 1939, avait modifié ces dispositions et étendu l'exonération des droits de soulte et retour à l'intégralité des souttes, pourvu que la valeur totale de l'exploitation ne dépasse pas 200.000 Frs.

La récente loi du 9 novembre 1940, a abrogé ces textes, l'art. 16 de la loi donne à l'article 550-bis du code de l'enregistrement une rédaction beaucoup plus simple.

Désormais, l'exemption des droits de soulte et de retour pour les souttes en cas d'attribution intégrale, s'étend à l'intégralité des souttes sans restriction.

Il n'y a plus d'engagement à souscrire par l'attributaire, ni d'attribution à fournir. Le texte exige seulement que l'attributaire où ses héritiers exploitent personnellement le domaine pendant cinq ans. Il ne semble pas que la conception restrictive de cette exploitation qu'imposait le décret du 11 septembre 1938, demeure en vigueur. Tout au moins faut-il exiger une exploitation directe et exclure l'exploitation par bail à ferme, où à colonage-partiaire.

Si avant l'expiration du délai de cinq ans, l'exploitation personnelle cesse, où si le domaine est vendu en totalité, les « droits de mutations, et le cas échéant, la taxe exceptionnelle sur la première mutation deviennent exigibles ». Il

en est de même en cas de vente partielle, excédent « le quart de la valeur totale au moment du partage ». Cette formule est dangereuse en cas de hausse de la valeur de l'exploitation, car il pourra arriver qu'une vente partielle, très inférieure au quart de l'exploitation, vienne à excéder en valeur le quart de l'estimation du domaine au moment de l'attribution. La doctrine n'admet pas qu'il soit possible de lire la loi comme si elle disait : « Le quart de l'importance totale de l'exploitation ».¹

Il est à remarquer qu'en vertu d'interprétations bienveillantes les exceptions de droits de soulte ou retour, sont applicables quel que soit le mode de réalisation de l'attribution intégrale, même s'il n'y a pas décision judiciaire, mais attribution amiable, où par licitation, où par cession de droits successifs, où bien encore par partage d'ascendants, même avec réserve d'usufruit, à condition que les divers ayants droits assurent l'exploitation personnelle. Malgré la récente modification de l'article 440-bis du C. E, il n'y a pas de raison pour que ces interprétations favorables ne soient pas maintenues.

6. — Sanctions des retards dans les déclarations de succession

(Article 5)

Le texte de l'article 163 C. E. régissant cette matière, datait de la loi du 8 avril 1910, art. 12. Il se bornait à instituer des pénalités de retard, au maximum d'un demi-droit en sus, calculées d'après le montant des droits exigibles.

Mais aucune pénalité ne sanctionnait le retard dans la déclaration des successions négatives par suite d'un excédent de passif, où exempt de droit par les faits des déductions d'actifs où des réductions de droit.

Cette lacune incitait les parties où les officiers ministériels à différer où éluder le dépôt de ces déclarations, pourtant indispensables au contrôle du mouvement des capitaux et à la tenue des répertoires immobiliers.

Sans doute, l'administration, jusqu'à ce que la déclaration et les justifications légales eussent été fournies, avait la faculté de décerner une contrainte tendant au paiement de droits arbitrés, les frais de la signification restant en tous cas à la charge des parties. Mais ces mesures n'étaient pas toujours déterminantes, et l'administration répugnait à les exercer lorsqu'elle avait lieu de présumer la non exigibilité des droits.

Cette situation risquait de devenir beaucoup plus fréquente en raison de l'importance des abattements d'actif imposable et des réductions pour charges de famille prévus par la nouvelle loi.

C'est pour assurer un dépôt régulier des déclarations, mêmes exemptes de droit, que l'art. 5 de la loi, par un additif à l'article 163 du code E. prévoit l'exigibilité d'une astreinte de 50 Frs pour le premier mois de retard, et de 100 Frs par mois où fraction de mois ultérieurs.

Rien ne paraît s'opposer au surplus à ce que cette pénalité fasse l'objet dans les conditions ordinaires de libéralisme, où d'une remise gracieuse, totale où partielle, sur pétition des parties, lorsque celle-ci prouveront que le retard a été indépendant de leur volonté.

7. — Que penser de cette nouvelle législation et des résultats que l'on pourra obtenir ?

La première chose qui nous frappe, c'est l'importance du dégrèvement ainsi consenti. On l'évalue à un quart des recettes totales des droits de succession. C'est donc de plus de 500 millions que se trouveront réduites les recettes affectées constitutionnellement à la Caisse d'Amortissement.

On voit par là quelles sont les préoccupations actuelles du gouvernement : le soucis de favoriser la famille en ayant bien compris que la seule méthode c'était de préserver le patrimoine familial et l'augmentation de la natalité, considérant comme normale les familles de trois enfants.

Il faut reconnaître que déjà le décret du 29 Juillet 1939, avait posé dans ses articles 167 les principes directeurs et maintes modalités qui ont été complétées, voire transformées par la nouvelle législation.

Les mesures prises actuellement sont plus énergiques et doivent contribuer au relèvement de la France.

Sont-elles suffisantes ?

Il apparaît, si l'on récapitule les mesures fiscales qui avantage les familles nombreuses et celles qui charges les autres familles et les célibataires, que ces mesures compensent à peu près, les effets de l'improportionnalité des impôts de consommation par rapport aux facultés contributives réelles.

Mais le patrimoine familial, est-il assez défendu ?

Avant de répondre à une telle question, il nous paraît nécessaire d'aborder la législation comparée, qui nous donnera un excellent élément de comparaison, et dont nous pourrons tirer de précieux enseignements.

CHAPITRE V

La législation comparée

Nous aborderons seulement l'étude des trois pays qui nous ont paru avoir le plus d'intérêt.

§ I — L'ANGLETERRE

Le premier droit perçu sur les successions en Angleterre était un droit de « Probate », c'est-à-dire un droit de timbre créé en 1694 et payé sur l'homologation du testament ou les lettres d'administration. Il était assis sur la valeur nette intégrale de tout le patrimoine personnel du défunt sans considération de degré de parenté.

Depuis, plusieurs droits furent successivement établis en Angleterre sur les successions. Un « account duty » fut créé, en 1881, et devait compléter le « Probate duty » en ce sens qu'il frappait les donations *mortis causa* qui jusque-là échappaient au droit de probate et par conséquent étaient un instrument de la fraude fiscale. Ce second droit qui comportait les mêmes tarifs que l'autre, frappait donc la part recueillie par une personne par voie de succession.

D'autre part, il était apparu dès 1780 le « legacy duty » qui frappait également les biens personnels, mais à la différence du Probate duty, ils n'atteignaient pas le patrimoine global, et ne s'appliquait qu'aux parts recueillies par les héritiers et les légataires.

Ces tarifs variaient donc avec le degré de parenté. La ligne directe en fut même exemptée jusqu'en 1805, année où cette

exemption fut abolie en raison du financement des guerres Napoléoniennes.

On remarque que les droits que nous venons de mentionner frappaient tous « La personnel property » à l'exclusion de « La real property » qui comprenait notamment les terres. Cette exemption dont jouissait la real property avait pour raison principale l'influence de la politique financière de l'Angleterre, par l'aristocratie d'alors, qui était essentiellement foncière. Mais il fallait qu'un jour ou l'autre disparut cette injustice. Et ce fut Gladstone qui, finalement, réussit à rétablir, en 1853, un « succession duty », lequel ne frappait guère en pratique que la propriété réelle. Le Succession duty fut donc en quelque sorte, destiné à compléter le « legacy duty », tous deux comportaient à peu près les mêmes tarifs et frappaient la part successorale et non la succession toute entière.

La coexistence de tous ces droits auxquels vint s'ajouter un « temporary estate duty » en 1889, imposant la masse successorale au-delà d'une certaine somme (10.000 livres) faisait du système anglais un ensemble complexe.

Une simplification s'imposait ; sir William Herscourt, Chancelier de l'Echiquier, fit voter, en 1894, une refonte complète des droits de succession dans le Royaume Uni. Cette importante réforme eut pour résultat de consacrer trois principaux droits suivants : 1. « L'estate duty », le plus important au point de vue rendement. — 2. le « legacy duty » — 3. le « succession duty », ces deux derniers étant les plus anciens en date dans le système fiscal de l'Angleterre. Le legacy duty frappait spécialement les meubles, et le succession duty, les immeubles. Ils ont été réunis sous le nom de « legacy and succession duty » par la loi de 1894.

Mais la principale nouveauté fut l'introduction du principe de la progressivité des tarifs, aussi bien pour la taxe sur l'actif global de succession que pour les droits perçus sur les émoluments héréditaires. A cette époque, à l'appui de sa réforme, le Chancelier de l'Echiquier exposait qu'à son sens le principe de la taxation graduée, s'il était appliqué avec

mesure et justice, était le plus équitable et le plus politique de tous les principes. Toutefois l'opposition avait été très forte.

Mais, dès cette époque, l'Estate duty, qui ne tient pas compte du degré de parenté entre l'héritier et le défunt et qui s'applique à toutes les successions sans exception, constitua un impôt progressif des plus accentués. Si l'on ajoute des droits variables du Legacy duty, en cas de succession dévolue à des collatéraux même rapprochés, l'impôt total pouvait atteindre avec les nouveaux tarifs, 11, 12, 15 ou même 18 % de l'émolument échu. C'était un impôt très lourd pour l'époque. D'ailleurs les nouvelles taxes n'ont point donné ce qu'elles avaient prévu. De nombreuses lois, notamment en 1919, sous l'influence du ministère Lloyd Georges accentuèrent encore cette augmentation.

Remarquons qu'à la base de cette réforme se trouve la théorie de Stuart Mill que nous'avons critiquée : « L'héritage n'est qu'une institution sociale et pas un droit naturel ». La succession *ab intestat* n'est pas considérée comme résultant d'une sorte de testament tacite : le *de cujus* adhère à la loi successorale. L'impôt est une part de l'héritage perçu par l'Etat Souverain, en échange du service qu'il rend au *de cujus* en assurant l'application de sa volonté. L'Etat ne serait donc pas autre chose qu'un héritier réservataire.

Devant les nécessités budgétaires les taux furent encore augmentés, en 1925, à la suite des propositions du Chancelier de l'Echiquier Churchill, ce qui fut d'ailleurs le plus imposé ce furent les successions moyennes, les plus nombreuses, c'est-à-dire celles supérieures à 12,500 livres et inférieures à 1 million de livres. Les grosses successions pour lesquelles les droits avaient subi une grosse majoration en 1919 restaient en dehors des augmentations proposées.

Actuellement les taux sont encore très élevés mais moins qu'il y a quelques années. L'impôt est très productif, mais extrêmement lourd pour les successions importantes et oblige les héritiers des grands propriétaires fonciers à vendre des terres à chaque mutation par décès, pour pouvoir payer

les droits, ce qui entraîne peu à peu un véritable morcellement des terres.

La caractéristique de l'impôt successoral Anglais est donc de se présenter sous la forme d'un double droit : le legacy duty, et le succession duty, frappant la part recueillie par chaque héritier dans les transmissions mobilières et immobilières, proportionnellement à la valeur. L'estate duty, frappe la valeur en capital de toute la propriété du défunt, l'ensemble de la succession, comme le faisait notre taxe successorale.

L'aménagement familial de l'impôt est très rudimentaire, les taux des legacy et succession duties varient suivant le degré de parenté unissant l'héritier au de cujus : Il est de 1 % pour les enfants, de 5 % pour les frères et sœurs et leurs descendants, de 10 % dans les autres cas.

Ces tarifs sont assez faibles, mais il ne faut pas oublier qu'ils s'ajoutent à ceux de l'Estate duty. Ce dernier ne tient aucun compte de la famille, à la différence de notre taxe successorale ; son taux varie de 1 % pour les successions de 100 livres à 50 % pour les successions de plus de deux millions de livres. La situation de famille que ce soit celle du défunt, que ce soit celle de l'héritier n'est donc point prise en considération, seul le degré de parenté agit sur les tarifs, mais d'une façon beaucoup plus simple qu'en France puisqu'il n'y a que trois classes au lieu de treize.

Ainsi l'impôt successoral anglais a le même défaut que le système français, sans avoir certaines de ses qualités ; son principal mérite est sa simplicité relative ; mais la simplicité n'est pas la justice, et ce n'est pas en Angleterre que le législateur Français pourra trouver un exemple à suivre, s'il veut donner à la famille le traitement équitable auquel elle a droit.

Un fait important mérite d'être enfin signalé : C'est en Grande Bretagne que le principe de la progressivité des tarifs en matière successorale a pris naissance, et c'est à son exemple que plusieurs Etats de l'Europe devaient l'introduire dans leur législation fiscale.

§ 2. — L'ALLEMAGNE

Après la guerre de 1870, lorsque fut réalisée l'unité politique de la Confédération des Etats Allemands, le budget de l'Empire n'avait qu'un caractère tout à fait secondaire. Chaque Etat avait sa vie financière propre, et l'impôt successoral qui faisait partie de cette législation particulière variait d'Etat à Etat.

Toutefois quelques points communs le caractérisait : Le caractère de taux modique et celui d'impôt proportionnel ainsi que l'exemption des dévolutions au profit des descendants et de l'époux survivant.

En 1906 l'Empire, pressé par des besoins financiers croissants dont la principale cause était les dépenses militaires, fut obligé de faire appel à de nouveaux impôts, mais le Reich n'avait à sa disposition qu'une seule catégorie d'impôt, les impôts indirects ; et leur majoration allait peser principalement sur les classes les plus déshéritées de l'Empire. Aussi les gouvernants eurent-ils l'idée de faire appel à un impôt frappant directement la fortune acquise, et un impôt pouvant être soustrait aux différents Etats, sans trop porter atteinte à leur indépendance financière. L'opposition des Etats ne fut pas forte par suite de l'intérêt secondaire qu'ils attachaient aux recettes successorales dont le rendement était des plus modiques.

La Nouvelle Loi permit aux Etats confédérés de percevoir pour leur propre compte une taxe additionnelle, et de percevoir des droits à la charge des personnes exemptées par l'impôt de l'Empire.

Dans l'Intérêt des classes possédantes, la loi de 1906, réduisit le taux de l'impôt de 25 % pour les propriétés agricoles ou forestières et fit des remises totales ou partielles lorsque les dévolutions des biens entre proches parents se suivaient à de courts intervalles.

Enfin, elle exemptait de toute imposition, les successions

échues à des enfants, descendants du de cujus, et des successions entre époux.

La loi de 1906 ne réalisa donc pas complètement le progrès attendu qui consistait à transformer l'impôt successoral multiple en un impôt unique d'Empire, et à caractère démocratique prononcé ; Les conditions politiques s'y opposaient encore fortement. Malgré ces imperfections et ces lacunes, les principes posés par cette voie devaient rester en vigueur jusqu'en 1919 seule une modification de détail fut opérée en 1913.

La capitulation du 11 novembre 1918 et le bouleversement politique qui s'en suivit provoquèrent un véritable effondrement financier. Les emprunts à longs termes étaient devenus impossibles, il fallut demander aux bons du Trésor, et à la planche à billets, les moyens de couverture nécessaire. De nouveaux impôts furent votés, mais l'application en fut impossible.

Pourtant les charges d'Empire étaient devenues énormes, alors que les ressources ordinaires étaient restées faibles, il fallait recourir aux impôts directs.

La loi du 10 Septembre 1919, sur l'impôt successoral établit le premier impôt direct, et marqua le début de la réforme financière d'Empire.

La loi établissait deux impôts distincts : un impôt sur la Masse héréditaire, où Nachlasssteuer, nouvelle taxe frappant la fortune globale du de cujus, et qui avait pour but de contrôler les impôts directs payés par le défunt.

Un impôt successoral proprement dit, où impôt sur l'héritage : Erbanfallstuer qui devait procurer le gros des recettes successorales.

La loi décide d'autre part qu'il sera tenu compte de la surcharge des impôts d'après guerre, et qu'un pourcentage variant de 1 à 20 % sera en conséquence diminué de l'impôt successoral.

S'il n'existe plus d'exemption pour les enfants, descendants, et époux survivant, la loi prévoit pour ces héritiers des taux particulièrement bas, car la transmission successorale ne se

présente pas pour eux, comme une acquisition totalement nouvelle et inattendue. Les dégrèvements d'impôts en faveur des propriétaires agraires, par la loi de 1906 sont supprimés sous l'influence de l'idée d'imposer toute acquisition fortuite.

Mais par contre l'influence démocratique fit accorder de nombreuses dispositions de faveur aux héritiers peu fortunés.

Enfin il faut ajouter que en ce qui concerne la technique de la loi, les taux sont devenus uniquement progressifs.

Cependant il faut remarquer que la Nachlasssteuer, rentre plus spécialement dans la catégorie des impôts sur le revenu, et le principe de la graduation de l'impôt ne lui est pas appliqué : Cette nouvelle taxe est absolument indépendante de l'impôt successoral proprement dit, et ne se rattache à lui que parce qu'il est perçu au même moment que l'Erbanfallsteuer et pratiquement sur les mêmes personnes. C'est un impôt dont le but est de servir de moyen de contrôle dans les impositions directes payées par le défunt, son importance est plutôt théorique car les taux sont insignifiants.

L'exagération des tarifs dut bientôt être reconnue : En 1922, ils furent réduits et la taxe successorale supprimée.

Les bases du régime actuel furent posées par la loi du 22 Août 1925, qui établit des tarifs modérés, et accorda un traitement favorable aux successions entre proches parents.

La loi de réforme fiscale du 16 Octobre 1934, n'a pas remplacé la loi de 1925 par un texte nouveau, comme elle l'avait fait pour les impôts directs, mais s'est bornée à les modifier.

La loi relative à l'impôt sur les successions distingue 5 classes de contribuables, suivant le degré de parenté entre le de cujus et l'héritier (§ 9 de la loi).

Classe I :

1) le conjoint s'il n'est pas exonéré de l'impôt conformément au paragraphe 17 (a)

2) Les enfants. Sont considérés comme enfants :

- a) les Enfants légitimes ;
- b) les personnes adoptées, et les personnes ayant la situation juridique d'enfant légitime ;
- c) les enfants naturels, en ce qui concerne les acquisitions provenant de la mère ; en ce qui concerne les acquisitions provenant du père, ils ne sont considérés comme enfant, que si le père a reconnu sa paternité ;
- d) Les beaux-fils et les belles-filles (Stiefleinder) : enfants du premier lit d'un des époux).

Classe II :

Les descendants des personnes désignées à la classe I, N° 2. Toutefois les descendants des personnes adoptées ne font partie de la classe II, que si les effets de l'adoption s'étendent aux descendants.

Classe III :

- 1) les parents, grands parents, et autres descendants ;
- 2) les beaux parents, (Stiefeltern : le second époux du père où de la mère) ;
- 3) les frères et sœurs germains et non germains, du même lit ou non ;

Classe IV.

- 1) les gendres et les brus ;
- 2) les beaux-parents.
- 3) les descendants au premier degré des frères et sœurs.

Classe V.

Tous les autres acquéreurs, ainsi que tous les legs grevés d'une affectation spéciale.

Pour chacune de ces classes l'exemption des droits est accordé, jusqu'à concurrence d'une certaine somme, qui va naturellement en diminuant de la classe I à V.

Ainsi la classe I, bénéficie d'une exonération pour les acquisitions ne dépassant pas 30.000 reichmarks. Ce chiffre

est réduit à 10.000 RM pour la classe II, à 2.000 pour les classes III et IV, à 50 pour la classe V.

Le conjoint survivant est traité d'une façon encore plus favorable, il est complètement exempt d'impôts ; quel que soit le montant de son acquisition, si à la date de la naissance de l'obligation fiscale il existe des enfants issus de son mariage avec le de cujus, où ayant par rapport à lui, la situation d'un enfant légitime (§ 13 a de la même loi). Le conjoint survivant a donc le rang le plus avantageux dans la loi Allemande, alors que la loi Française ne le place qu'au troisième rang par ordre de parenté.

Le barème annexé à la loi prévoit des taux, allant de 2 % à 60 % d'après la classe et la part recueillie : il y a 22 catégories, depuis les parts ne dépassant par 10.000 R.M. jusqu'à celle de 10 millions de R.M. et au dessus. Le tarif maximum pour les plus grosses parts est de 15. % dans la classe I, de 25 % dans la classe II. Si l'on se rappelle que ces deux classes bénéficient d'un abattement à la base de 30.000 R.M. dans le premier cas, de 10.000 R.M. dans le troisième cas, la fraction qui dépasse le minimum étant seule imposée, on conviendra que la loi Allemande donne un bon exemple en ne surchargeant pas les héritages dévolus aux parents proches. On peut remarquer cependant que comme en Italie avant 1930, les enfants du défunt ni ceux de l'héritier n'influent sur les tarifs, sauf en ce qui concerne le conjoint survivant ; le degré de parenté entre seul en ligne de compte.

Dans l'ensemble la loi allemande grève moins la famille que la loi Française, et contient d'excellentes dispositions. La seule supériorité de notre système est de faire une part pour les charges de famille de l'héritier.

§ III. — L'ITALIE.

Dans l'Italie moderne, l'impôt sur les successions fut introduit à la suite de la Révolution Française, dans la plupart des Etats de la péninsule qui devait former plus tard le royaume d'Italie.

Lorsque l'unité Italienne fut réalisée, le régime de cet impôt qui variait suivant les Etats particuliers, fut coordonné par la loi du 21 avril 1862 qui maintint des taux très modérés, allant de 0,50 % en ligne directe, à 10 % entre parents au delà du douzième degré, et entre étrange. D'autre part, elle exemptait de tout impôt les successions dévolues aux parents en ligne directe et au conjoint survivant, lorsque la valeur de l'émolument héréditaire n'excédait pas 500 liras.

Par la suite de nombreuses réformes intervinrent, et elles aggravèrent tous les taux des tarifs en vigueur, mais la loi fondamentale fut celle du 23 Janvier 1902 qui institua le système de la progressivité par échelons, et adopta des tarifs voisins de ceux des lois Françaises de 1901 et 1902.

Le montant de la taxe imposable ne se détermine plus d'après le montant total des biens transmis par successions, mais d'après la part revenant à chaque héritier ou légataire. Les parts héréditaires n'excédant pas 100 liras, dans les successions en ligne directe, et entre époux, sont exemptées ; D'autre part, le législateur introduit un certain nombre d'innovations en matière d'évaluation immobilières et accorde dans certains cas des délais de paiement.

Par la suite, de nombreuses lois relevèrent par diverses dispositions les tarifs jusqu'à des taux énormes.

En 1919, un décret du 24 Novembre, introduisit en matière successorale, un nouvel élément de discrimination, et tint compte de la capacité contributive antérieure de l'héritier. A cet effet, il établit un impôt complémentaire, dont le taux atteint suivant les cas de 5 à 10 % de l'actif successoral.

En somme, on trouve en Italie à la veille de la réforme générale de 1923, les taux excessifs qui semblent avoir été la règle générale à cette époque : en 1920 le taux maximum atteignait 90 % la fraude s'était développée, et les résultats du système étaient déplorables.

D'une part, les étrangers avaient été contraints de retirer précipitamment les capitaux qu'ils possédaient en Italie, et

d'autre part, les nationaux, propriétaires fonciers, et autres avaient été poussés à convertir les biens en capitaux faciles à dissimuler et susceptibles d'une exportation plus ou moins déguisée.

L'Economie Nationale et Familiale se trouvait donc menacée par les effets d'un chômage qui s'annonçait désastreux dans un pays d'aussi forte population.

Aussi, sans nier toutes les réserves que l'on peut opposer au régime fasciste, il faut rendre hommage aux mesures radicales qu'il a su édicter en faveur des successions ; il n'hésita pas à rompre avec la pratique des gouvernements précédents, et préféra renoncer presque totalement à certaines recettes, pourtant importantes, fournies par les lois en vigueur. Tout l'effort de la dictature se tourna vers la production et mit tout en œuvre pour hâter la reconstitution et le développement de la vie économique du peuple Italien.

Le décret-loi du 20 Août 1923, supprima l'impôt complémentaire créé en 1919 sur les grosses parts, et abolit complètement l'impôt ordinaire dans le cercle des plus proches parents ; Ascendants, descendants, frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, c'est à dire, le groupe familial conçu d'une façon très large.

Pour les autres héritiers un tarif progressif fut institué allant de 12 à 50 % suivant l'importance des parts, sans tenir compte de la parenté. Une telle mesure était évidemment un avantage considérable pour la famille, et bien dans la ligne de la politique familiale pratiquée par le fascisme ; en matière de droit de succession, on ne peut guère être plus généreux. Il faut remarquer cependant qu'il n'y a pas là un encouragement direct à la natalité puisque le nombre d'enfants n'est pas pris en considération.

Depuis lors une importante modification a été réalisée par le décret loi du 11 avril 1930, la gratuité est réservée désormais aux transmissions en ligne directe de père ou de mère, à deux enfants ou plus, et entre époux ayant deux enfants ou plus. Ainsi non seulement l'exemption des droits se trouve

Illimitée, mais le nombre d'enfants joue un rôle primordial puisqu'il faut en avoir au moins deux pour obtenir l'exonération.

Les autres successions sont frappées d'une taxe variant suivant la parenté et la tranche recueillie par l'héritier ; le taux varie de 1,50 % à 18 % ; pour les successions recueillies par les ascendants et les enfants uniques il atteint un maximum de 50 %.

Nous trouvons donc ici un aménagement de l'impôt nettement inspiré d'une politique de famille. L'exemption des droits en ligne directe et entre époux, à partir d'un certain nombre d'enfants est une mesure très heureuse dont la France pourrait s'inspirer.

La réforme accomplie en Italie n'a point été la conséquence d'une situation financière florissante, justifiant d'importants dégrèvements. Son but a été au contraire de contribuer à l'œuvre de redressement de la nation entreprise par la dictature fasciste.

L'Italie est un pays où le capital est rare et la main d'œuvre nombreuse, il importait donc de ne pas décourager les capitalistes, et de leur donner au contraire des gages de sécurité. C'est ainsi que le Gouvernement Italien a mesuré l'heureuse influence qu'aurait sur l'économie nationale des modifications profondes qu'il était décidé à apporter à l'impôt successoral.

La politique fasciste dans le domaine financier semble avoir pleinement réussi puisque le recensement général des impôts devenaient avant cette guerre chaque année plus important.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Arrivés au terme de notre étude, si nous considérons dans son ensemble la législation Française, nous devons reconnaître qu'elle contient, surtout grâce aux récentes réformes, d'excellents éléments.

Mais en faisant la comparaison avec la législation étrangère, nous avons pu constater qu'on pouvait y trouver de nombreux enseignements dont on pourrait se servir pour faire une refonte complète de nos lois, et les adapter en un tout homogène aux circonstances actuelles.

La loi du 7 Février 1938, le décret-loi du 17 Juin 1938, et la loi du 20 Juillet 1940, rendent actuellement possible la transmission intégrale des exploitations familiales à l'enfant le plus capable d'en assurer la direction.

Pourtant l'on doit regretter que le législateur ait manifesté de la sollicitude seulement pour les exploitations rurales de faible importance.

Sans doute la transmission intégrale de l'exploitation agricole s'impose avec une force plus grande que celle de l'exploitation commerciale ou industrielle. Celles-ci étant matériellement indivisibles ne sont exposées qu'au risque de vente qui les fera sortir du patrimoine familial. Les autres étant divisibles, courent le risque d'un émiettement qui leur fera perdre une grande partie de leur valeur économique.

Sans doute l'attachement à la terre de la famille paysanne est plus que tout autre nécessaire pour assurer, dans de bonnes conditions la continuité de l'exploitation. On naît cultivateur, on ne le devient pas. Cette profession suppose de la résistance au travail, de la patience, du courage, « un véritable atavisme dans l'amour de la terre ».

Sans doute, la transmission intégrale des petites exploitations est plus nécessaire que celle des grands domaines.

Mais au point de vue d'une politique familiale du patrimoine, les uns comme les autres ont de l'importance, et le législateur aurait un grand intérêt à rétablir l'unité du code civil par une extension des lois, dont nous avons fait l'étude, à toutes les catégories d'exploitation, agricoles, industrielles ou commerciales, et quelle que soit leur importance.

Cela rétablirait en France une classe de propriétaires, élément de stabilité et d'ordre de la société qui se perpétuerait de génération en génération et ramènerait les saines traditions de la vieille France, qui ont fait sa fortune, sa force et sa gloire.

Il n'en demeure pas moins, que les lois sociales susceptibles de produire les plus heureux effets, ont pris place dans notre code civil.

La loi du 9 novembre 1940, est une des premières lois, qui depuis de trop nombreuses années, bien loin de procéder d'un esprit fiscal étroit, ce qui aurait pu être le cas, étant donné l'état actuel de nos finances, atteste chez ses auteurs une conception élevée de l'intérêt national.

Nous ne pouvons nier que l'intervention de l'Etat dans le domaine des successions par le moyen de l'impôt a donné lieu, quant à sa légitimité et à sa nature, à des controverses doctrinales qui semblent loin d'être terminées ; les adversaires de cette imposition partent du droit naturel qu'aurait une personne de transmettre à ses héritiers, et plus particulièrement à ses proches, les biens qui sont les fruits de ses efforts, et ils considèrent le prélèvement effectué par l'Etat comme une atteinte très grave à cette prérogative ; De plus, il en résulterait un péril pour la famille et pour le capital national. La première serait menacée dans son existence et le deuxième de plus en plus amoindri.

Par contre les partisans de l'impôt successoral se sont employés, de leur côté, à en fonder la légitimité sur des arguments multiples. Les raisons invoquées nous l'avons vu sont loin d'être identiques ; elles ont variées d'une époque à

l'autre ; Cette diversité n'est pas intéressante du seul point de vue théorique, car chacune de ces justifications a influencé dans une mesure plus ou moins large la législation en cours à différents moments. Mais l'argument le plus solide et le plus constant est fondé sur le fait que la succession apporte à l'héritier un enrichissement quelque fois inespéré, et souvent sans contre-partie, et si l'on observe que l'Etat cherche à atteindre toutes les sources possibles de revenus, il semble particulièrement logique qu'il ne néglige pas celle-là.

Par ailleurs, la fécondité de cette contribution plaide en sa faveur ; cette source est fructueuse, et les objections que nous avons rapportées plus haut ne sont pas d'un grand poids en présence d'une telle considération pour un gouvernement qui a besoin d'énormes ressources.

Admettre le principe de l'imposition de succession ne signifie pas toutefois qu'on en légitime les excès, et tout porte à croire que ce principe ne peut être que renforcé si l'application est modérée.

Des tarifs trop élevés apporteraient une atteinte à l'épargne nationale, et à une répartition autant que possible rationnelle des charges publiques, il importe donc de les condamner du double point de vue économique et financier.

Il est juste de reconnaître que depuis quelques temps déjà, les pouvoirs publics se sont efforcés dans la plus part des pays, d'atténuer, dans une certaine mesure, les effets de l'élévation constante du taux de l'impôt.

L'histoire contemporaine des législations relatives à l'impôt successoral nous montre que les réformes qu'elles ont conçues s'inspirent généralement de deux tendances : on cherche en effet tout à la fois à ne pas trop opprimer le contribuable, tout en satisfaisant les exigences du trésor.

Les contribuables se plaignent de se voir privés d'une partie du capital qui leur échoit, et prétendent qu'il s'agit là non pas d'un impôt, mais d'une véritable confiscation ; le trésor incrimine une fraude qui se développe et se renouvelle chaque jour davantage.

C'est pourquoi le conflit qui met actuellement aux prises les contribuables et le trésor, ne saurait comporter qu'une issue : Le retour des tarifs à un niveau raisonnable. Le jour où les particuliers n'auront plus l'impression d'être spoliés par l'Etat, leur opposition à l'impôt successoral s'attenuera et chacun y trouvera son compte. A ce moment en effet, les contribuables n'auront plus de raison de courir tous les risques de la fraude, ils préféreront se soumettre à la loi plus tôt que d'échafauder des combinaisons tortueuses plus ou moins aléatoires.

La modération des tarifs apportera une solution rationnelle et durable, à tous les problèmes dont nous avons souligné l'importance et les difficultés.

En ligne directe la nouvelle législation a établi des abattements qui sont très importants, mais ne pourrait-on pas à l'exemple du législateur Italien, les augmenter encore ; plus nuancés et plus larges, ils seraient de nature à accroître dans des proportions très favorables le relèvement de la natalité et la reprise économique.

Nous avons vu au cours de notre exposé que la transmission intégrale de l'exploitation familiale, soit agricole, soit commerciale, soit industrielle, lorsqu'elle constitue l'unique fortune du père, où l'élément essentiel de son patrimoine, ne peut se réaliser que si l'attributaire dispose de fonds nécessaires pour désintéresser soit le fisc, soit les co-héritiers ou co-partageants.

Les textes français s'appliquent encore mal à de telles situations, où le règlement des soultes, et des droits successoraux constituent dans la majorité des cas, une impossibilité matérielle.

Il faut qu'ils se doublent d'une organisation minutieusement étudiée du crédit, en vue de fournir aux familles la possibilité de faire face aux sacrifices nécessités par la reprise sur estimation, en même temps qu'aux exigences du fisc.

« Un effort considérable sera nécessaire pour qu'on puisse

attendre de cette législation toute l'efficacité possible ; et d'autre part, il faudra que les circonstances économiques permettent de donner de l'argent à très bon marché, et avec de larges facilités de restitution. Autrement on risquerait de voir renaître ce qui fut la plaie de la Rome antique : La question des dettes ». (1).

Quels sont les moyens dont dispose l'héritier en France pour trouver le crédit nécessaire ?

Tout d'abord remarquons que l'emprunt hypothécaire contracté auprès d'un particulier est non seulement onéreux, mais très dangereux. Le taux de l'intérêt étant élevé, l'héritier ne disposera plus de capitaux suffisants pour assurer dans de bonnes conditions, la mise en valeur de son exploitation, de son commerce, ou de son industrie.

Si à l'échéance il n'est pas en mesure de rembourser le capital prêté, le bien sera vendu et sortira de ce fait, du patrimoine familial où on s'était efforcé de le maintenir.

Les Banques ne consentent que des prêts à court terme, et à un taux très élevé.

Le Crédit Agricole a pour base la confiance qu'inspire l'emprunteur et accessoirement les garanties qu'il peut donner. Les prêts consentis portent intérêt à un taux de 2 %, la durée du remboursement peut atteindre 30 ans, sans toutefois que l'âge de l'emprunteur à la date du dernier amortissement puisse dépasser 70 ans.

C'est la meilleure institution, c'est celle qui répond le mieux aux besoins de l'attributaire.

Mais elle est insuffisante puisque le Crédit Agricole est réservé aux Agriculteurs, où aux petits artisans dont le métier se rattache au travail des champs.

D'autre part, il ne peut prêter que jusqu'à concurrence de 60,000 Frs.

(1) H. Vielleton, *op. cit.*

Notre législateur pour organiser le crédit nécessaire à une bonne politique familiale du patrimoine, pourrait utilement prendre exemple sur le système adopté en droit Suisse que nous avons exposé à la fin de notre première partie : L'indivision en participation.

Complété par une augmentation du maximum des prêts à long termes, consentis par le Crédit Agricole, et une organisation semblable d'un crédit à bon marché, pour les industriels et les commerçants, nous ne prétendrions pas obtenir un système parfait mais du moins de grand progrès seraient réalisés.

Avant de terminer mentionnons qu'une intéressante proposition faite par M. Pezet (1) : grace à un carnet de « travail », les enfants qui après l'âge de 18 ans ont continué à travailler avec leurs parents, auraient une sorte de contrat de travail à salaire différé, leur permettant de se faire rémunérer de leur aide, au moyen d'un prélèvement sur l'actif successoral laissé par le père de famille.

Cela faciliterait la libération de l'enfant attributaire de l'exploitation, s'il a collaboré avec son père jusqu'au décès de ce dernier. Il pourrait ainsi déduire sur le montant des soultes qu'il doit à ses co-héritiers le salaire de son travail qu'il est en droit de prélever sur l'actif de la succession.

Cette mesure pourrait être étendue aux enfants qui ont aidés leurs parents, dans leur commerce où leur industrie.

Enfin il faut songer à établir au profit du père de famille, une liberté testamentaire plus étendue que celle dont il dispose actuellement.

Evidemment il est difficile d'écarter complètement la règle d'égalité entre les enfants si ancrée dans notre tradition nationale. Il faut d'autre part continuer à assurer la protection de la famille en maintenant dans des limites étroites le droit pour le père de disposer de ses biens au profit d'étrangers.

(1) Revue trimestrielle de droit civil 1932, p. 937, 939.

Mais une telle réforme diminuerait considérablement l'importance des soultes dues par le co-héritier attributaire de son exploitation.

Aurait-elle du succès ? M. Voirin nous le conteste : « Il est d'observation courante, qu'en fait les parents usent très rarement du disponible que leur accorde la loi, pour rompre l'égalité dont le principe paraît décidément entrer dans nos mœurs » (1).

Ainsi si aux réformes qui viennent d'être réalisées aussi bien dans le cadre de notre régime des transmissions des successions, que dans celui des droits successoraux perçus par l'Etat, on ajoute les quelques suggestions que nous venons de relever et qui sont réclamées par de nombreuses personnes autorisées, la conservation intégrale du patrimoine familial sera permise.

Mais auront-elles pour résultat de remédier à la dénatalité, et à l'exode rurale ?

Il ne suffit pas d'élaborer des lois pour multiplier les naissances, attacher au sol une génération nouvelle et faire disparaître tous les fléaux qui nous ont envahis depuis trop longtemps...

« Nous sommes toujours amenés de force à cette même conclusion : C'est une anémie morale généralisée qui a causé l'effrondement de la troisième République, la déficience morale, n'a pas été étrangère à la débacle de nos armées. » (2).

« Les conditions de vie ont changées, elles ont changées par suite des circonstances, mais plus encore par l'erreur des lois et des gouvernements, en sorte qu'il est possible d'y remédier. Ce que les hommes ont fait par imprévoyance ou par aberration intellectuelle, d'autres avertis par la gravité des événements, le peuvent défaire ». (3).

(1) P. Voirin, op. cit., p. 170.

(2) Barthelemy, op. cit.

(3) H. Bordeau, Les Murs sont bons, p. 139.

Indication du degré de parenté et du nombre d'enfants laissés par le défunt	1 fr. à 5.000 fr.	5.001 à 10.000 fr.	10.001 à 50.000	50.001 à 100.000	100.001 à 250.000	250.001 à 500.000	500.001 à 1 million	1 mill. à 2 mill.	2 mill. à 5 mill.	5 mill. à 10 mill.	10 mill. à 50 mill.	50 mill. à 150 mill.	au-delà de 150 m.
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Ligne directe descendante au 1^{er} degré													
1 enfant vivant où représenté.....	2,20	3,30	7,20	11,60	15,40	19,80	28,50	34,00	38,00	44,00	48,50	57,50	66,00
2 enfants ».....	1,40	2	4,00	6,60	8,80	12,20	17,60	23,50	26,50	30,00	36,50	46,50	52,00
3 enf. ou plus ».....	1,10	1,70	2,80	5,00	6,60	8,80	14,30	17,60	19,80	24,50	29,00	37,50	44,00
En ligne dir. desc. au-delà du 1^{er} degré													
1 enfant vivant où représenté.....	2,80	6,10	10,00	12,70	16,50	22,00	30,50	36,00	40,50	46,00	49,50	58,50	67,50
2 enfants ».....	2,50	4,40	6,50	10,00	12,70	17,00	24,50	29,00	34,50	40,00	45,50	55,00	66,00
3 enf. ou plus ».....	2,20	4,00	5,50	8,80	12,10	16,50	22,00	27,50	33,00	38,50	44,00	52,00	59,50
Entre époux													
Pas d'enfant vivant où représenté.....	6,10	11,00	17,60	22,00	27,50	32,00	37,50	42,00	47,50	52,00	55,00	64,00	74,00
1 enfant vivant où représenté.....	4,00	7,70	11,60	15,40	19,30	25,50	32,50	38,00	42,50	47,00	51,00	60,50	68,50
2 enfants ».....	2,80	4,40	6,00	8,80	13,20	17,60	22,00	26,50	31,00	35,50	43,00	51,00	59,50
3 enf. ou plus ».....	2,20	3,30	4,40	6,10	8,80	13,20	17,50	22,00	26,50	31,00	40,00	48,50	58,50
En ligne directe ascendante													
Pas d'enfant vivant où représenté.....	6,60	12,10	19,80	24,50	30,00	35,50	41,00	46,50	52,00	57,50	64,00	71,50	77,00
1 enfant vivant où représenté.....	5,50	8,80	13,20	17,60	24,50	30,00	35,50	41,00	46,50	52,00	57,50	65,00	71,50
2 enfants ».....	5,00	6,60	8,80	11,00	16,50	22,00	27,50	33,00	38,50	44,00	49,50	55,00	64,00
3 enf. ou plus ».....	4,40	5,00	6,60	8,30	11,00	16,50	22,00	27,50	33,00	38,50	44,00	49,50	60,00
En ligne collatérale													
Entre frères et sœurs.....	19,80	22,00	27,50	35,50	42,00	46,50	51,00	55,00	59,50	64,00	68,50	73,00	79,50
Entre oncles-tantes, neveux-nièces.....	24,5	27,50	33,00	38,50	44,00	49,50	53,00	57,00	62,00	66,00	71,50	77,00	82,50
Entre gd-oncl. - gd-tant., et pet.-nev. ou pet.-niéc. et entre cousins germ. Entre parents au-delà du 4 ^e degré.....	31,00	33,00	40,00	44,00	49,50	53,00	55,00	59,50	64,00	68,50	75,00	79,50	86,00

Vu :

Montpellier, le 10 Mai 1941.

Le Doyen,

G. MORIN.

Vu :

Le 10 Mai 1941,

Le Président de la Thèse :

Louis DELBEZ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 10 Mai 1941

Le Recteur,

J. FARRAIL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GENERAUX

- ALLIX Edgard. — Traité élémentaire de science des Finances et de législation fisc. — 6^e édit. 1931.
- ALLIX et LECERCLÉ. — Traité des impôts directs. — Paris 1931.
- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français, 5^e édit. 1935.
- BOISTEL. — Cours de Philosophie du Droit, T. II. — Paris 1899.
- CAILLAUX. — Les Impôts en France, 2^e éd. — Paris 1911.
- DEMANTE. — Traité d'Enregistrement. — Paris 1880.
- DUBLINEAU. — Traité théorique et pratique de l'enregistrement. — Paris 1932.
- LEROY-BAULIEU. — Traité de Science des Finances, 8^e éd. 1909.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit Civil Français, T. IV, avec le concours de J. MAURY et H. VIALLETON. — Paris 1928.

II. — OUVRAGES SPECIAUX

- ALFOSSA J. P. — La famille devant le fisc. — Th. Paris 1939.
- BARBIER. — Transmission du Patrimoine. — Th. Poitiers, 1914.
- BAINVILLE J. — La Fortune de la France.
- BIJON. — Etude Critique des droits successoraux. — Thèse 1927.
- BORDEAU H. — Les murs sont bons. — 1940.
- BOUTAUD M. — De l'étude critique, de la règle d'égalité en nature dans les partages. — Thèse Bordeaux 1925.

- BRIQUELER. — La transmission et l'attribution intégrale des exploitations familiales. — Th. Nancy, 1939.
- CHAUFFARDET. — Problème de la perpétuité de la propriété. — Thèse Aix 1933.
- CHEVALIER Jean. — Droit de l'Etat dans les successions et la question de l'héritage. — Thèse Grenoble 1925.
- COUTOT. — L'aggravation des impôts sur les successions. Conséquences. — Thèse 1925.
- DELBES. — Cours de Législation financière. — Montpellier 1940-41.
- FERRAND. — Réformes successorales combinées avec la création d'un lien de famille insaisissable. — Th. 1908.
- FILHOL. — La Famille et les impôts sur les successions. — Th. 1930.
- FOURCADE. — L'Etat héritier. Réforme sociale. — Th. 1926.
- GAZIN. — Patrimoine dans la doctrine classique. — Th. 1911.
- HOSSEIN KALAF. — L'Impôt sur les successions. — Th. Paris, 1939.
- JEANNOT R. — Etude critique de l'évolution des droits de mutation par décès en France et à l'étranger. — Th. 1931.
- LEPOINTE. — Les successions dans l'ancien droit — Th. 1936.
- LE PLAY. — Réforme sociale en France 1866. — T. I.
- MEUNIER. — La Maison et le bien familial combinés avec la création d'un bien de famille insaisissable. — Th. 1926.
- MARIE DE ROUX. — Réforme des impôts successoraux. — Th. 1930.
- NAQUET. — Religion, propriété, famille. — 1897, 3^e éd.
- NICOLAW. — Le Prélèvement sur les successions. — Th. 1922.
- NOEL. — Le Socialisme et la question sociale. — Th. 1926.

RICARDO. — Œuvres complètes, trad. française. — Paris, 1882.

THIRY E. — Éléments de législation belge sur les droits de succession. — 1901.

ROMIEU. — Explication de notre temps.

SAY L. — Des solutions démocratiques de la question des impôts. — Paris, 1886.

SAHUT M. — Tempéraments apportés par la législation récente au partage forcé de l'égalité en nature des lots. — Th. Montpellier, 1940.

VAILLE. — Fondements du droit successoral. — Th. 1903.

VIALLETON H. -- Regards sur quelques problèmes d'organisation successorale. A propos du nouveau projet du code civil italien. — (*Instituto di Studi Legislativi, Roma*, 1938 XVI.)

III. — REVUES.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée 1936-37-38.

Baron de NOLDE. — Bulletin socialiste de Législation comparée. — 1925.

FAVER. — Droit Civil soviétique. 1926.

ROBLET. -- Revue critique de Législation et de Jurisprudence 1939, N° 39. — La transmission héréditaire de la maison et de l'exploitation familiale.

SALEILLES. — Revue trimestrielle de droit civil 1909. — Droit Civil Suisse : Le partage et la transmission intégrale.

POINCARE. — Documents Parlementaires A. N° 885. — Session Ordin. 1894. — Ch. des Dép.

VALERY. — Gazette du Palais, 21 Février 1926. — La théorie de l'Etat héritier et le droit international. 1940 2^e semestre. — Le maintien de l'intégralité des exploitations.

Officiel 1940. — Lois relatives. Les successions et le partage.

H. LALOU. — Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz : Droit civil contre droit fiscal, 1926, p. 9.

P. VOIRIN, professeur à la Faculté de Droit de Nancy. — Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz N^o 14. La transmission intégrale de l'exploitation familiale depuis la loi du 7 Février 1938.

J. BOULANGER. — Les modifications apportées par la loi du 7 Février 1938 aux règles du rapport et de la réduction des libéralités.

Frédéric JENNY. — *Le Temps*, 29 Décembre 1940. Le nouveau régime fiscal des successions.

La Semaine Juridique, 11 Janvier 1941. — Commentaire de la loi du 9 Nov. 1940. Le nouveau régime des droits de succession et partage.

Joseph BARTHELEMY. — *Candide*, 19 Mai 1941. — La petite propriété rurale.

R. MARTY, professeur à la Faculté de Droit de Toulouse. — *La Semaine Juridique*, 25 Janvier 1941. — Les réformes récentes du droit successoral.
